



SYNDICAT DE PUYOÎ-BELLOCQ-RAMOUS

Assainissement

2023

RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

Table des matières

EDITORIAL	4
L'ESSENTIEL DE L'ANNEE	5
LES CHIFFRES CLES.....	6
COMPARATIF DES CHIFFRES CLES AVEC L'ANNEE ANTERIEURE	7
LES TEMPS FORTS DE CETTE ANNEE	8
LE CONTRAT	9
LA VIE DE VOTRE CONTRAT.....	10
Les avenants du contrat	10
PRESENTATION DE L'ENTREPRISE	11
UNE NOUVELLE AMBITION POUR L'EAU DECLINEE AU PLUS PRES DES TERRITOIRES	12
SAUR ET VOUS, ALLIER QUALITE DE SERVICE, PROXIMITE ET PERFORMANCE DE VOTRE CONTRAT.....	12
LE CPO ANIMATEUR D'EXCELLENCE OPERATIONNELLE	13
PURE INNOVATION : NOS SOLUTIONS AU SERVICE DE L'EAU.....	14
LA RECHERCHE DE SUBSTANCES DANGEREUSES DANS L'ENVIRONNEMENT (STEP ≥10 000 EH)	15
LA REUT ; UN BESOIN, UNE ALTERNATIVE, UNE SOLUTION ENVIRONNEMENTALE DURABLE	18
LES REPRESENTANTS DU CONTRAT : LA COLLECTIVITE	19
LES REPRESENTANTS DU CONTRAT : LE DELEGATAIRE	19
LE PATRIMOINE DE SERVICE	20
VOTRE PATRIMOINE	21
LE RESEAU.....	21
Répartition par matériau	21
Répartition par diamètre	21
LE SERVICE AUX USAGERS	22
VOS BRANCHEMENTS	23
LES VOLUMES ASSUJETTIS A L'ASSAINISSEMENT	23
LA RELATION AVEC LES CLIENTS : LES RECLAMATIONS	23
TARIF AU 1 ^{ER} JANVIER 2024 POUR UNE CONSOMMATION DE 120 M ³	23
LA RELATION AVEC LES CLIENTS : LES MOYENS DE CONTACTS	23
BILAN DE L'ACTIVITE DE CETTE ANNEE	24
BILAN DE LA QUALITE DU TRAITEMENT	25
Les charges hydrauliques	25
Les volumes d'effluents épurés	25
LES CONSOMMATIONS ENERGETIQUES	25
LES BOUES ET LES SOUS-PRODUITS	25
Production de boues	25
Evacuation des boues	25
Evacuation des boues	25
LA QUALITE DU TRAITEMENT	26
DETAIL DE LA CONFORMITE PAR SYSTEME DE TRAITEMENT	27
Nombre de bilans 24h réalisés par système de traitement	27
Taux de conformité par système de traitement	27
LES INTERVENTIONS REALISEES	28
LES INTERVENTIONS D'EXPLOITATION	29
Bilans des interventions d'exploitations.....	29
Les casses sur conduites et sur branchements.....	29
LES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE	29
Répartition des interventions de maintenance selon leur type	29
LES PROPOSITIONS D'AMELIORATION	30
LES PROPOSITIONS D'AMELIORATION	31
LE CARE	32

LE CARE	33
METHODES ET ELEMENTS DE CALCUL DU CARE	34
Modalités d'établissement du compte annuel du résultat de l'exploitation et composantes des rubriques	34
ANNEXES.....	38
LE PATRIMOINE DE SERVICE	39
LES INSTALLATIONS	40
Les stations d'épuration	40
Les postes de relevage.....	40
LE RESEAU.....	40
Répartition par diamètre et matériau	40
Les équipements de réseau	41
CONSOMMATION D'ENERGIE	41
LE SERVICE AUX USAGERS	42
LA GESTION CLIENTELE	43
Les branchements par commune	43
Les clients par commune	43
Les volumes consommés assujettis à l'assainissement par commune	43
Les consommations par tranche.....	43
LA FACTURE 120 M ³ AU 01/01/2024	45
LA FACTURE 120 M ³ AU 01/01/2023	47
NOTE DE CALCUL POUR REVISION DU PRIX DE L'EAU AU 01/01/2024.....	49
LES INDICATEURS DE PERFORMANCE	51
LES INTERVENTIONS REALISEES	56
LES INTERVENTIONS D'EXPLOITATION	57
Les opérations d'hydrocurage du réseau	57
Les casses ou fuites du réseau	59
LES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE.....	60
Les interventions de maintenance 2ème niveau	60
Les interventions de contrôle réglementaire sur les installations électriques	61
Les interventions de contrôle réglementaire sur les appareils de levage	61
LES OPERATIONS DE RENOUELEMENT.....	61
RENOUELEMENT DANS LE CADRE DU PROGRAMME	62
RENOUELEMENT DANS LE CADRE DE LA GARANTIE	64
RENOUELEMENT DANS LE CADRE DU COMPTE.....	66
ATTESTATIONS D'ASSURANCES	0
Attestation Dommages aux Biens.....	0
Responsabilité civile	1
Attestation Responsabilité civile décennale obligatoire (bâtiment).....	2
Attestation Responsabilité civile Atteinte à l'Environnement	6
Attestation Tous risques chantiers.....	7
A. INFORMATIONS GENERALES - STEP DE PUYOO RAMOUS BELLOCQ.....	10
A.1. IDENTIFICATION ET DESCRIPTION SUCCINCTE.....	10
B. BILAN ANNUEL SUR LE SYSTEME DE COLLECTE	11
B.1. LES RACCORDEMENTS	11
B.1.1. Les raccordements domestiques	11
B.1.2. Les raccordements non domestiques : liste des établissements.....	11
B.2. TRAVAUX REALISES SUR LE SYSTEME DE COLLECTE	11
B.2.1. Surveillance de l'état du réseau : Passage caméra	11
B.3. L'ENTRETIEN DU SYSTEME DE COLLECTE	11
B.3.1. Les postes de relèvement.....	11
B.3.2. Récapitulatif des opérations d'entretien	12
B.3.3. Tableau récapitulatif des déversements par mois en point A1, R1 et la pluie.....	13
B.4. CONCLUSION DU BILAN ANNUEL SUR LE SYSTEME DE COLLECTE.....	13

C. BILAN ANNUEL SUR LE SYSTEME DE TRAITEMENT - STEP DE PUYOO RAMOUS BELLOCQ	14
C.1. BILAN SUR LES VOLUMES	14
C.1.1. Volume entrant dans le système de traitement	14
C.1.2. Volume sortant du système de traitement	14
C.1.3. Evolutions des volumes totaux annuels entrant et sortant	14
C.2. BILAN SUR LA POLLUTION TRAITEE ET REJETEE	16
C.2.1. Evolutions des charges entrantes annuelles.....	17
C.2.2. La pollution entrante dans le système de traitement	18
C.2.3. La pollution déversée en tête de station	19
C.2.4. La pollution sortante du système de traitement	20
C.2.5. Le calcul des rendements	21
C.2.6. Le suivi du milieu récepteur.....	22
C.3. BILAN SUR LES BOUES, LES AUTRES SOUS-PRODUITS ET LES APPORTS EXTERIEURS	23
C.3.1. Les boues	23
C.3.2. Les autres sous-produits.....	25
C.4. BILAN DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE ET DE REACTIFS	25
C.4.1. Quantités d'énergie consommée au cours de l'année	25
C.4.2. Quantités de réactifs consommés sur l'année	25
C.5. LES FAITS MARQUANTS SUR LE SYSTEME DE TRAITEMENT, Y COMPRIS LES FAITS RELATIFS A L'AUTO-SURVEILLANCE.....	25
C.5.1. Liste des faits marquants sur le système de traitement	25
C.6. RECAPITULATIF ANNUEL DU FONCTIONNEMENT DU SYSTEME DE TRAITEMENT ET EVALUATION DE LA CONFORMITE	25
Paramètres physicochimiques	25
C.7. SYNTHESE DU SUIVI METROLOGIQUE DU DISPOSITIF D'AUTOSURVEILLANCE	28
C.8. BILAN ANNUEL SUR LE SYSTEME DE TRAITEMENT	28
LE GLOSSAIRE	30
LES NOUVEAUX TEXTES REGLEMENTAIRES.....	35

EDITORIAL



Monsieur le Président,

Nous sommes ravis de partager avec vous le Rapport Annuel du Déléguataire (RAD) qui recense les actions menées sur votre territoire par le groupe SAUR.

Ce rapport inclut tous les éléments techniques, organisationnels et financiers indispensables pour assurer un suivi régulier du service d'assainissement et des paramètres de performance.

Depuis quelque temps, le stress hydrique est au cœur de nos préoccupations communes. Notre leadership sur la transition hydrique est à votre service pour protéger et défendre l'eau sur vos territoires. Ce défi est mené avec vous et pour vous.

Pour cela, le groupe Saur dédie toute son expertise opérationnelle à la préservation de l'eau et investit fortement dans les outils digitaux pour continuer de vous proposer les solutions les plus innovantes du secteur pour économiser cette précieuse ressource. Le groupe SAUR a énormément investi dans l'innovation pour par exemple : mieux détecter et prédire les fuites, évaluer le niveau des nappes phréatiques etc...

La communication de ce RAD doit toujours être l'occasion d'un moment privilégié d'échanges, dans la transparence, et de projection vers l'avenir, afin d'imaginer et construire ensemble la meilleure performance de votre service de l'assainissement pour le bien commun.

Nos équipes locales restent à votre écoute et à votre disposition. Je vous remercie de la confiance que vous nous accordez, et de cette collaboration qui vise à redonner à l'eau la valeur qu'elle mérite et de la défendre.

Patrick Blethon

Président Exécutif de Saur



L'ESSENTIEL DE L'ANNEE

Les temps forts et les chiffres clés de l'année d'exercice

1.

LES CHIFFRES CLES



94 973 m³ assujettis à l'assainissement après coefficient correcteur

993 branchements raccordés

2,73 € TTC/m³ Au 1er janvier 2024 pour une facture de 120 m³



23,041 kmL de réseau dont :

- **21,592 kmL** de réseau Eaux Usées
- **1,449 kmL** de réseau Eaux Pluviales

3 520 ml hydrocurés avec le camion
7 interventions de débouchage



1 station d'épuration

2 500 équivalent habitants (EH)

6 Poste(s) de relèvement



100% des bilans réalisés sont conformes



147 231 m³ d'effluents épurés

11,421 tMS de boues évacuées



COMPARATIF DES CHIFFRES CLES AVEC L'ANNEE ANTERIEURE

Volumes	2022	2023	Evolution N/N-1
Volumes assujettis à l'assainissement après coefficient correcteur (m³)	80 188	94 973	18,44%
Volumes épurés (m³)	121 195	147 231	21,48%

Patrimoine	2022	2023	Evolution N/N-1
Nombre de stations	1	1	-
Nombre de branchements raccordés	985	993	0,81%
Linéaire de réseau total (kml)	22,638	23,041	1,78%
Linéaire de réseau Eaux Usées (kml)	21,188	21,592	1,91%
Linéaire de réseau Eaux Pluviales (kml)	1,45	1,449	-0,07%

Interventions	2022	2023	Evolution N/N-1
Nombre d'interventions de débouchage	14	7	-50%
Linéaires total hydrocurés sur le réseau (ml)	3 179	3 520	10,73%

Qualité du traitement	2022	2023	Evolution N/N-1
Quantité de boues évacuées (tMS)	4,006 tMS	11,421 tMS	185,11%
Nombre de bilans 24h réalisés	12	12	-
Nombre de bilans 24h conformes	12	12	-
Taux de conformité du contrat	100%	100%	-

Prix de la facture	2022	2023	Evolution N/N-1
Prix de l'eau (€ TTC / m3)	2,66	2,73	2,63%

Avis de confidentialité - Ce document contient des informations confidentielles, toute diffusion ou reproduction relève de la responsabilité de son destinataire.

LES TEMPS FORTS DE CETTE ANNEE

Sur le système de collecte :

- Reprise entière du refoulement du poste de relevage des Acacias en janvier 2023 ;
- Réparation du tuyau de refoulement à la suite de la fuite sur le poste de relevage Guicheny en janvier 2023 ;
- Entretien sur le poste de relevage Guicheny :
 - Remplacement de la porte ;
 - Remise en peinture ;
 - Renouvellement de la grille d'aération ;
 - Basculement de la communication en IP
- Intégration au patrimoine de deux postes de relevage :
 - Le poste de relevage Marcadiou à Bellocq
 - Le poste de relevage du Lavoir à Puyoô

Sur le système de traitement :

- 14 avril : Renouvellement du ballon eaux industrielle ;
- 10 mai : Point A2 créée en entrée de station (pose d'un débitmètre sur le trop-plein) ;
- 31 mai : débitmètre d'extraction hors service, renouvelé le 02 juin ;
- 28 juin : Renouvellement de l'horloge d'extraction ;
- 10 juillet : Modification de l'évacuation des déchets.



LE CONTRAT

Le respect des obligations contractuelles, notre principale préoccupation

2.

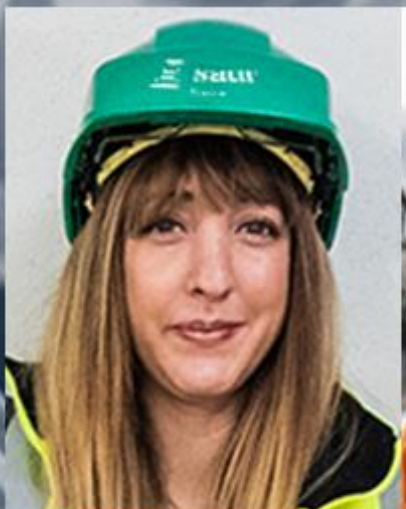
LA VIE DE VOTRE CONTRAT

Le service de l'assainissement du Syndicat de Puyoô-Bellocq-Ramous est délégué à SAUR dans le cadre d'une **délégation de service public**. Le contrat, signé à la date du 1 janvier 2014, arrivera à échéance le 31 décembre 2025.

Les avenants du contrat

AVENANT N°1	
Objet :	Modification tarifaire Nouvelles données financières Prise en compte de nouveaux ouvrages CSD - construire sans détruire
Date de signature par la Collectivité:	26/05/2015
Date de visa de la Préfecture :	29/05/2015
Date d'effet :	30/05/2015

AVENANT N°2	
Objet :	Prise en compte de nouveaux ouvrages
Date de signature par la Collectivité:	06/11/2023
Date de visa de la Préfecture :	06/11/2023
Date d'effet :	07/11/2023



saur

mission water



PRESENTATION DE L'ENTREPRISE

Préserver la ressource la plus précieuse de notre planète

3.

UNE NOUVELLE AMBITION POUR L'EAU DECLINEE AU PLUS PRES DES TERRITOIRES

Acteur depuis près d'un siècle de la protection de l'eau et de l'environnement, le groupe Saur agit aux côtés des territoires et délivre au quotidien des services essentiels pour et en lien avec ses clients collectivités, entreprises et citoyens.

Forte d'un nouveau projet d'entreprise durable et d'un nouveau positionnement, Saur confirme son engagement pour répondre au mieux aux besoins des territoires et aux défis de la transition écologique et hydrique.

Cette ambition est portée par notre raison d'être :

« Militer pour que tous les acteurs (collectivités, industriels, citoyens, agriculteurs, associations, société civile dans son ensemble) accordent à l'eau la valeur qu'elle mérite. Au-delà de notre métier d'origine – gérer l'eau de façon responsable, en qualité et en quantité suffisantes – nous nous engageons à agir et convaincre, afin qu'ensemble, nous investissions pour économiser l'eau et que nous inventions de nouveaux modèles pour préserver la ressource la plus précieuse de notre planète ».

Nous déclinons à horizon 2025 notre stratégie et volonté d'action et de changement au travers de 9 engagements de développement durable comme : vendre des économies d'eau et plus uniquement des M³, contribuer à la décarbonation des industries, innover en continu, plus vite et de façon responsable, contribuer à la vie locale, autant économique que sociale...

A ces engagements s'ajoutent de nouveaux objectifs de performance extra-financière : - 0,5 % par an de volumes d'eau prélevés par abonné, - 83 % d'intensité carbone de ses opérations en 2025 par rapport à 2020... Pour en savoir plus : rapport intégré 2021 de Saur, disponible sur le site saur.com.



SAUR ET VOUS, ALLIER QUALITE DE SERVICE, PROXIMITE ET PERFORMANCE DE VOTRE CONTRAT

Pour répondre au mieux à vos besoins et pour atteindre ses objectifs de protection de la ressource, Saur a adopté un maillage permettant de déployer sur chacun des territoires les moyens opérationnels et techniques adéquats. Au sein de sa division Eau France, Saur et ses filiales Cise TP et Stereau concentrent également toutes les expertises nécessaires à l'amélioration de la performance de votre contrat et au développement de votre patrimoine réseau et usine.

Pour opérer au quotidien vos services d'eau et d'assainissement et vous garantir réactivité et efficacité, Saur assure une couverture nationale grâce à 5 Directions Régionales, 22 Directions d'Exploitation en charge de l'exécution de votre contrat et 16 Centres de Pilotage Opérationnel (CPO) qui centralisent la supervision et le pilotage en temps réel de votre exploitation.

LE CPO ANIMATEUR

D'EXCELLENCE

OPERATIONNELLE

Le Centre de Pilotage Opérationnel est une véritable « tour de contrôle » qui rassemble des experts, techniciens et spécialistes dans des domaines aussi variés que les processus de traitement, l'hydraulique, la maintenance, la cartographie. Il intègre, traite, analyse et valorise en continu des données issues d'une multitude de capteurs innovants et Hi-Tech qui suivent votre patrimoine 24h/24.

Des experts métiers permettent de garantir une gestion optimale de vos installations et mettent leurs compétences à votre service en intégrant les enjeux spécifiques à votre territoire.

Des spécialistes traitent, analysent et véhiculent en temps réel des milliers de données, directement issues du terrain, en vue d'en assurer la traçabilité et l'analyse pour vous accompagner au mieux dans la maîtrise de la politique de l'eau de votre territoire.

Le CPO, garant d'une liaison permanente entre experts, ordonnanceurs et équipes de terrain, permet de suivre en temps réel et d'analyser les éléments du réseau grâce aux remontées d'information des différents capteurs.

Le CPO met à votre disposition le meilleur de la technologie en vous faisant bénéficier des dernières avancées en matière de R&D et d'innovation.



Cette organisation nous permet de proposer un service adapté aux besoins spécifiques de chaque collectivité pour répondre aux exigences des territoires en offrant à tous l'excellence d'une même qualité de service à un prix maîtrisé.



PURE INNOVATION : NOS SOLUTIONS AU SERVICE DE

L'EAU

Les exigences de l'arrêté du 21 juillet 2015 et l'arrêté modificatif du 31 juillet 2020 entrent en vigueur progressivement. SAUR prépare déjà la prochaine échéance : l'extension de la mise en place du diagnostic permanent aux systèmes $\geq 2\,000$ eqH avant le 31/12/2024.

SAUR dispose d'outils de fond (SIG, GMAO et supervision) afin de vous garantir un diagnostic permanent complet accompagné d'indicateurs de performance pertinents, et de vous assurer un programme d'exploitation optimal, travaillant dans une boucle d'amélioration continue.

Nous continuons à vous accompagner dans vos enjeux d'aujourd'hui : **protection du milieu naturel, surveillance des installations, sécurisation du fonctionnement et pérennisation du patrimoine**, ainsi que de vous conseiller sur les enjeux de demain, notamment la **transition énergétique**.

Grâce à son organisation et ses nouveaux outils, SAUR améliore durablement sa performance opérationnelle pour préserver votre milieu naturel.



ASSURER LA CONFORMITE REGLEMENTAIRE

L'autosurveillance mise en place sur nos systèmes d'assainissement (collecte et traitement) permet un suivi régulier des performances des installations, en détectant toute dérive.

L'évaluation de la conformité réglementaire est faite au fil de l'eau, avec un reporting adapté.

PROTEGER LE MILIEU NATUREL

GALATE, outil SAUR par excellence, permet l'analyse multicritères de sensibilité des postes de pompage.

Intégré dans notre stratégie d'exploitation et dans nos outils de diagnostic permanent, il vous permet en plus de

minimiser le risque et l'impact d'éventuels déversements vers les milieux d'usage sensible



SECURISER LE FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS

L'arrêté du 21/07/2015 et l'arrêté modificatif du 31/07/2020 renforce les exigences de sécurisation des installations, notamment en élargissant le périmètre de réalisation d'analyses de risques de défaillance aux bassins et postes : SAUR vous accompagne en proposant des analyses de risques, assorties de plans d'actions permettant ainsi d'améliorer la fiabilité et la sécurité de vos installations et d'enrichir le diagnostic permanent avec ces informations.

TRANSITION ENERGETIQUE

Le management de l'énergie est depuis plusieurs années une priorité chez SAUR. Nos processus et méthodes sont régulièrement audités par l'AFNOR dans le cadre de la certification ISO 50 001 qui récompense la mise en place d'une démarche d'amélioration continue sur le management de l'énergie. En 2023, la certification a de nouveau été reconduite.

La récente crise énergétique et les difficultés d'approvisionnement électrique lors de l'hiver ont montré la dépendance de nos activités à l'électricité. Afin de développer un modèle de plus en plus résilient, SAUR a travaillé étroitement avec les gestionnaires de réseau d'électricité afin d'anticiper les risques liés aux possibles coupures de délestages lors des pointes hivernales. Un processus de prévenance automatisé a été mis en place afin de maîtriser tout risque de rupture sur la production et l'alimentation en eau potable.

SAUR s'est engagé fortement afin de réduire son intensité carbone liée à ses activités. C'est pourquoi en 2023, 100% de l'électricité consommée sur vos sites est issu d'électricité verte d'origine renouvelable. *Méthodologie auditée et validée SELON LE GHG PROTOCOL.*



LA RECHERCHE DE SUBSTANCES

DANGEREUSES DANS

L'ENVIRONNEMENT (STEP

≥10 000 EH)

RAPPEL REGLEMENTAIRE ET CONTEXTE :

La démarche RSDE a été initiée en 2002 suite à la Directive Cadre sur l'eau du 23/10/2000 avec pour objectif le retour au bon état des masses d'eau et la réduction ou la suppression des rejets de substances prioritaires.

Après un premier bilan de l'INERIS en 2007, il a été constaté un manque de connaissances sur les émissions de certains micropolluants, ce qui a conduit à une première campagne de recherche et d'analyses à partir de 2012.

L'analyse de l'ensemble des données collectées dans le second bilan de l'INERIS en mars 2016 a conduit à :

- Redéfinir une liste de substances à surveiller,
- Modifier les NQE (Normes de Qualité Environnementale) et les règles de calcul des substances significatives,
- Cibler les molécules à considérer pour enclencher un diagnostic amont afin de rechercher l'origine des substances significatives. (Micropolluants significativement présent)

La note technique relative à la surveillance des micropolluants est parue le 19 août 2016.

Cette note prévoit:

- La surveillance des micropolluants sur l'eau brute (point Sandre A3) et sur l'eau traitée rejetée au milieu naturel (point Sandre A4)
- La réalisation d'une première campagne d'analyses complète en 2018, suivie ensuite de campagnes en 2022, 2028 et 2034 (6 analyses sur l'eau brute + 6 sur l'eau traitée).
- La réalisation d'un diagnostic micropolluants sur le réseau en amont de la station d'épuration

si des substances significatives étaient retrouvées dans les effluents.



La réalisation du diagnostic comporte les grandes étapes suivantes :

- La réalisation d'une cartographie du réseau de la STEU permettant de sectoriser les contributeurs potentiels de micropolluants, compte-tenu de la bibliographie disponible ;
- L'identification des émissions potentielles par type de contributeur ;
- La réalisation éventuelle d'analyses complémentaires pour affiner l'analyse des contributions par substance et par contributeur ;
- La proposition d'actions visant la réduction des émissions de micropolluants, associées à un calendrier de mise en œuvre et à des indicateurs de réalisation ;
- L'identification des micropolluants pour lesquelles aucune action n'est réalisable compte-tenu soit de l'origine des émissions du micropolluant (ex : levier d'action existant mais uniquement à l'échelle nationale pour les particuliers), soit du coût démesuré de la mesure à mettre en place.

Ce diagnostic est à réaliser dans les 2 ans suivants les campagnes d'analyses de 2018 et 2022.

Une note complémentaire a été publiée en janvier 2022, elle réprecise les modalités d'application de la note de 2016 avec des préconisations techniques et la nécessité de vérifier la procédure complète, notamment avec des blancs.

Elle fournit également une liste de molécules optionnelles qui pourraient être à analyser en complément des molécules obligatoires de 2016, par décision du préfet dans l'arrêté RSDE de la STEP.

NOTRE EXPERTISE DE PROXIMITE

SAUR peut vous faire bénéficier de son réseau de partenaires sélectionnés pour leurs compétences spécifiques

dans le domaine des micropolluants.

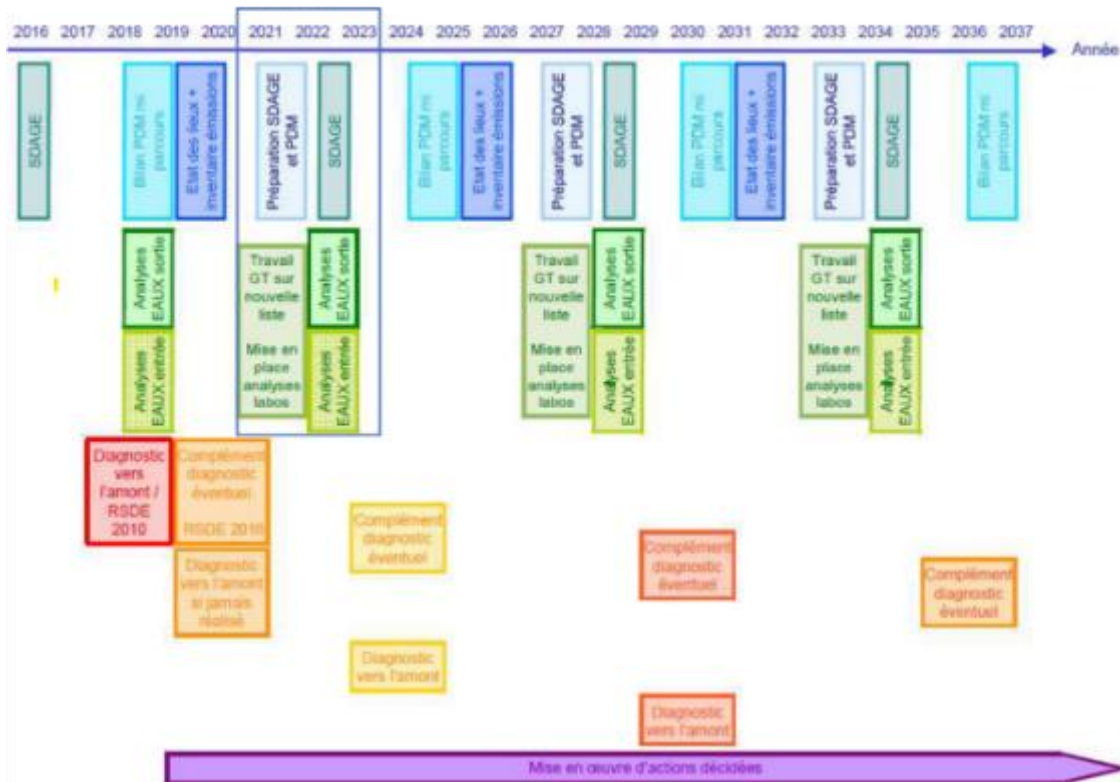
En complément d'une prestation analytique simple, nous vous apporterons par le biais de ce marché de service :

- Un conseil personnalisé et une expertise technique en fonction des résultats obtenus,
- Des interlocuteurs SAUR impliqués, connaissant les installations d'épuration, qui prendront en compte toutes vos demandes avec une réactivité reconnue. Nos experts process seront vos interlocuteurs privilégiés pour la bonne conduite de cette prestation.

Leurs missions principales sont les suivantes :

- Garantir le suivi et de la bonne exécution de ce marché.
- Assurer les relations courantes relatives à ce marché avec vos services et la Police de l'Eau.
- Commenter les résultats des rapports d'analyses des micropolluants

Calendrier de l'action RSDE

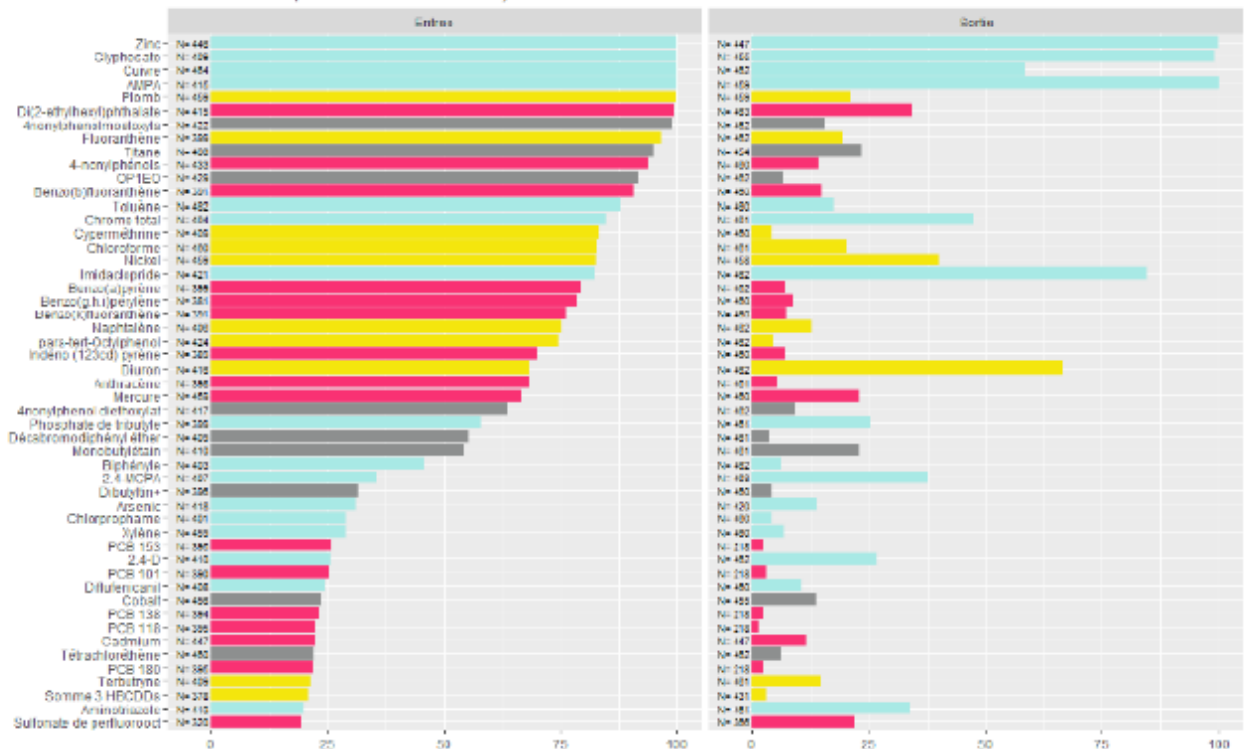


Fréquence de quantification en entrée et en sortie pour les substances quantifiées dans les eaux en entrée de 20% ou plus des stations

Bilans publiés (INERIS, campagne RSDE STEU 3 2017-2020)

Substances quantifiées dans les rejets d'au moins 20% des STEU

Note : le 'N' correspond au nombre de stations ayant mesuré la substance



LA REUT ; UN BESOIN, UNE ALTERNATIVE, UNE SOLUTION ENVIRONNEMENTALE DURABLE.



Comment ça marche ?



Cadrage des besoins et l'identification des cas d'usages applicables



Étude d'opportunité et de pré-faisabilité



Réalisation et dépôt d'un dossier d'autorisation en préfecture



Aide à la constitution du dossier de subvention auprès des organismes financiers



Dimensionnement et chiffrage approfondi de l'installation et du projet



Mise en place de la filière de traitement REUT et exploitation

LES REPRESENTANTS DU CONTRAT : LA COLLECTIVITE

- La Collectivité : **Syndicat de Puyoô-Bellocq-Ramous**
- Présidence : **Michel LABOURDETTE**
- Adresse :

Mairie de Puyoô

Place de la Mairie

64270 PUYOÔ

LES REPRESENTANTS DU CONTRAT : LE DELEGATAIRE

- Le délégataire : **SAUR**
- Adresse :

Locaux techniques SAUR secteur Gaves Landes

Quartier Lapeyrère

64270 SALIES-DE-BEARN



Audrey HIPPERT
Vice-Présidente Sud-Ouest
audrey.hippert@saur.com



Laurent PATAUD
Directeur des Exploitations Adour-Pyrénées
laurent.pataud@saur.com – 06 61 30 72 91



Nicolas BELMONDO
Responsable de Territoire Béarn et Gaves
nicolas.belmondo@saur.com – 06 62 18 38 27



Emmanuelle ESPRABENS
Cheffe de secteur Gaves
emmanuelle.esprabens@saur.com – 07 60 33 15 87



LE PATRIMOINE DE SERVICE

Votre patrimoine sous surveillance

4.

VOTRE PATRIMOINE

Synthèse de votre patrimoine	
Station d'épuration	1
Capacité épuratoire (eq Hab)	2 500
Postes de relevage	6



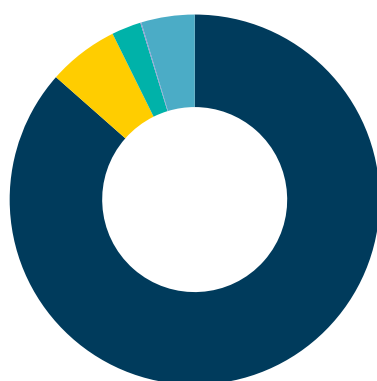
LE RESEAU

Le réseau de collecte des eaux usées se compose de conduites à écoulement gravitaire et de conduites de refoulement.

	2023
Linéaire total amont et aval de la station de réseau d'eaux usées (kml)	21,592
Linéaire de réseau Eaux Pluviales (kml)	1,449

Dans les graphiques de répartition des linéaires par diamètres et matériaux, seules les 5 premières catégories sont affichées.

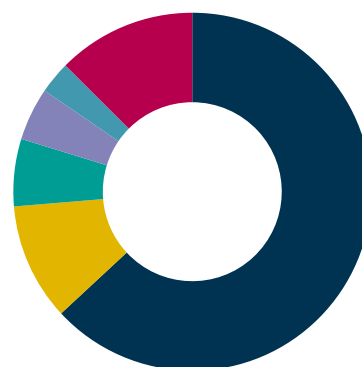
Répartition par matériau



- Amiante ciment
- Pvc
- PVC CR8
- Béton
- Autres

Matériau	Valeur (%)
Amiante ciment	86,51
Pvc	6,17
PVC CR8	2,57
Béton	0,09
Autres	4,66

Répartition par diamètre



- Circulaire 200
- Circulaire 300
- Circulaire 400
- Circulaire 700
- Circulaire 150
- Autres

Diamètre	Valeur (%)
Circulaire 200	63,09
Circulaire 300	10,59
Circulaire 400	6,08
Circulaire 700	4,79
Circulaire 150	2,91
Autres	12,54



LE SERVICE AUX USAGERS

Leur satisfaction au cœur de nos préoccupations

5.

VOS BRANCHEMENTS

Total	2022	2023	Evolution N/N-1
Branchements	985	993	0,81%

Cette répartition prend en compte les branchements en service (actif, en cours de modification, en cours de résiliation ou en attente de mise en service).

Pour mieux comprendre :

Le Branchement : correspond à l'ensemble des canalisations et d'équipements qui connecte la partie publique du réseau de collecte d'eaux usées (et éventuellement pluviales) au réseau de collecte intérieur d'un client.

Le Client : Personne physique ou morale qui utilise de l'eau et a au moins un contrat d'abonnement avec le service de distribution d'eau. Un client peut posséder plusieurs branchements. C'est le cas notamment des mairies qui possèdent une salle des fêtes, un stade, un cimetière etc.

Le Contrat Abonné : Il s'agit du nombre de contrats souscrit. Un client peut signer un ou plusieurs contrats.

LES VOLUMES ASSUJETTIS A

L'ASSAINISSEMENT

L'assiette d'assujettissement : La redevance d'assainissement est calculée en fonction de tous les volumes d'eau prélevés par les usagers, que ce soit à partir du réseau public de distribution ou d'autres sources privées telles que puits. Les volumes suivants sont les volumes assujettis à l'assainissement après application des coefficients correcteurs.

Volumes assujettis à l'assainissement	2022	2023	Evolution
Total de la collectivité	80 188	94 973	18,44%

LA RELATION AVEC LES

CLIENTS : LES RECLAMATIONS

Il n'y a pas eu de réclamation en 2023, comme en 2022.

TARIF AU 1^{ER} JANVIER 2024

POUR UNE CONSOMMATION DE

120 m³

Tarif de l'Assainissement	
Abonnement, part SAUR	59,77 € HT
Abonnement, part collectivité	31,77 € HT
Consommation, part SAUR	0,7961 € HT
Consommation, part collectivité	0,6800 € HT
Montant de la redevance de modernisation des réseaux (Agence de l'eau)	0,2500 € HT
TVA	10%
Prix total pour 120 m ³	328,11 € TTC
Soit 2,73 €TTC/m ³	

Les factures 120m³ sont fournies en annexes.

LA RELATION AVEC LES

CLIENTS : LES MOYENS DE

CONTACTS

Le centre d'appels est ouvert de 8h à 18 h du lundi au vendredi au numéro suivant :

05 81 31 85 00

En dehors de ces plages, vous pouvez nous joindre au numéro d'astreinte :

05 81 91 35 00

Vous pouvez vous rendre au point d'accueil :

Bureaux SAUR secteur Gaves Landes

Quartier Lapeyrère 64270 SALIES DE BEARN

Les mardi et jeudi de 9h à 12h et de 14h à 17h



BILAN DE L'ACTIVITE DE CETTE ANNEE

Un regard sur notre activité

6.

BILAN DE LA QUALITE DU

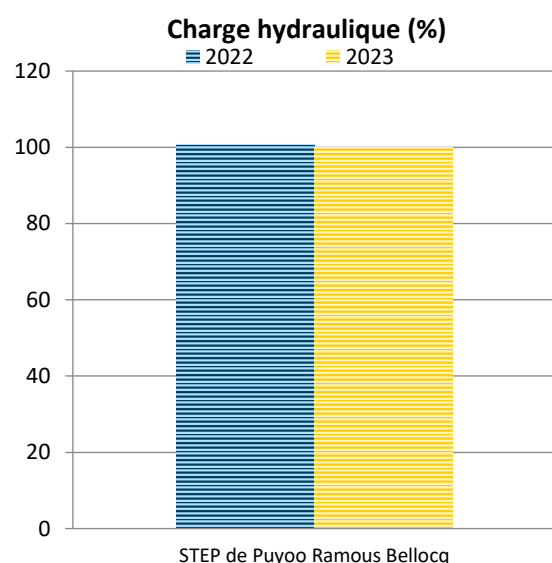
TRAITEMENT

Les charges hydrauliques

Charge hydraulique = Volumes entrants journaliers (m³/j) / Débit nominal de la station (m³/j).

Sur la base des volumes journaliers enregistrés au débitmètre en entrée :

Libellé de l'installation	2022	2023
STEP de Puyoô Ramous Bellocq	108,78%	100,03%



Les volumes d'effluents épurés

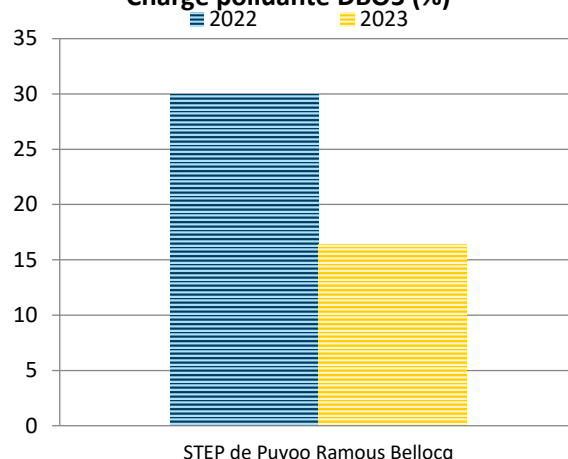
Nom de l'installation	Situation du point mesuré	2022 m³	2023 m³
STEP de Puyoô Ramous Bellocq	Entrée	137 740	136 911
STEP de Puyoô Ramous Bellocq	Sortie	121 195	147 231

Les charges polluantes

Charge polluante = Volumes entrants journaliers (m³/j) / concentration DBO5 par rapport capacité nominale

Libellé de l'installation	2022	2023
STEP de Puyoô Ramous Bellocq	29,98%	16,38%

Charge polluante DBO5 (%)



LES CONSOMMATIONS

ENERGETIQUES

Le tableau ci-après présente les consommations d'énergie calculées à partir de la facturation du distributeur pour l'ensemble du contrat au cours de l'exercice, et prennent en compte toutes les corrections de facturation : avoirs et rattrapages.

	2022	2023
Consommation en KWh	76 242	129 547

LES BOUES ET LES SOUS-

PRODUITS

Les boues sont des résidus produits par une station d'épuration des eaux usées.

Production de boues

Libellé de l'installation	2022 (tMS)	2023 (tMS)
STEP de Puyoô Ramous Bellocq	33,019	22,047

Evacuation des boues

Libellé de l'installation	Destination	2022 (tMS)	2023 (tMS)
STEP de Puyoô Ramous Bellocq	Boues traitées vers épandage agricole	22,456	11,421

Evacuation des boues

Libellé de l'installation	2022 (tMS)	2023 (kg)
STEP de Puyoô Ramous Bellocq	450	750



LA QUALITE DU TRAITEMENT

La qualité du traitement, notre priorité

7.

Pour mieux comprendre :

Suite à l'arrêté du 21 juillet 2015 concernant les systèmes de collecte et de traitement des eaux usées, nous présentons ci-dessous une évaluation de la conformité effectuée par l'exploitant en appliquant les règles de calcul définies dans la réglementation.

L'avis officiel émanant de la Police de l'eau n'est pas inclus dans le présent rapport, car il ne nous a pas été communiqué avant la rédaction de ce document. L'évaluation de la Police de l'eau doit être transmise à la collectivité, à l'exploitant et à l'Agence de l'eau avant le 1er mai de l'année N+1. Ces modifications réglementaires, fondées sur la capacité de traitement de l'installation et les conditions de fonctionnement, peuvent expliquer des changements de conformité.

Nous sommes à votre disposition pour expliquer ces évolutions.

DETAIL DE LA CONFORMITE PAR SYSTEME DE TRAITEMENT

Nombre de bilans 24h réalisés par système de traitement

Remarque : Pour les installations dont la capacité est inférieure à 30 kg de DBO5/j, le bilan de fonctionnement et les évaluations de conformité n'interviennent que tous les deux ans.

Libellé de l'installation	2022	2023
STEP de Puyoô Ramous Bellocq	12	12



Taux de conformité par système de traitement

Libellé de l'installation	2022	2023	Evaluation de la conformité par l'exploitant
STEP de Puyoô Ramous Bellocq	100%	100%	Conforme

Le taux de conformité est calculé selon la somme du nombre de bilans 24h par système de traitement.

A high-angle photograph of a construction worker in a trench. The worker is wearing a green hard hat, an orange high-visibility vest with reflective silver stripes, and blue work pants. They are holding a long, thin metal rod or pipe. Several large black pipes are visible, some secured with red straps. The ground is dark and uneven.

LES INTERVENTIONS REALISEES

Préserver et moderniser votre patrimoine

8.

LES INTERVENTIONS

D'EXPLOITATION

Bilans des interventions d'exploitations

	2023
Linéaires hydrocurés avec le camion (ml)	3 520
Dont :	
Linéaires hydrocurés préventivement (ml)	3 505
Linéaires hydrocurés curativement sur réseau et branchements (ml)	15

Les opérations d'hydrocurage du réseau

Afin d'assurer la continuité de l'écoulement des effluents, d'anticiper et d'éviter les désobstructions d'urgence, SAUR assure des campagnes préventives d'hydrocurage des canalisations et ouvrages annexes (avaloirs, postes etc).

	2023
Linéaires contrôlés par passage caméra (ml)	239
Nombre de débouchages du réseau	7
Nombre de nettoyage des postes de relevage	18

Les passages caméra

Il s'agit des opérations d'inspection télévisée des réseaux d'assainissement. Elles se font après curage au moyen d'un robot équipé d'une caméra vidéo. Elles permettent de contrôler l'état du réseau et d'y déceler divers désordres (racines, casse circulaire, ovalisation, branchement pénétrant, problème de joint, contre pentes, etc.). Ces désordres peuvent être à l'origine de problèmes de bouchage, d'eaux parasites etc.

Les casses sur conduites et sur branchements

	2023
Nombre de casses sur conduites	2
Nombre de casses sur branchements	0

LES INTERVENTIONS DE

MAINTENANCE

Les opérations de maintenance ont pour but de maintenir ou de rétablir un groupe fonctionnel, un équipement ou du matériel dans un état spécifié, ou de leur restituer les caractéristiques de fonctionnement requises.

Répartition des interventions de maintenance selon leur type

Interventions	2023
Entretien niveau 2	12
Contrôles réglementaires	12

Les interventions de contrôles réglementaires ont pour objectif de vérifier la conformité des installations et des équipements suivants, dans le but de garantir la sécurité du personnel :

- installations électriques
- systèmes de levage

Les interventions d'entretien de niveau 2 : désigne les opérations de maintenance préventive et/ou corrective de **complexité moyenne** (réparations réalisées en ateliers spécialisés, remplacement d'équipements ou sous équipements). L'entretien 2ème niveau n'inclut pas les opérations de renouvellement dans le cadre du compte de renouvellement et/ou du programme de renouvellement

Répartition des interventions de maintenance selon leur nature curative ou préventive.

Type	2023
Curatif	12
Préventif	2

Les interventions de maintenance peuvent être soit de nature :

- curative : opération faisant suite à un dysfonctionnement ou à une panne.
- préventive : opération réalisée lors du fonctionnement normal d'un équipement afin d'assurer la continuité de ses caractéristiques de marche et d'éviter l'occurrence d'une panne.

The image shows two men in industrial safety gear (green helmets, high-visibility yellow and blue jackets, and gloves) standing on a metal platform with a perforated safety railing. They are positioned next to a large, vertical, cylindrical industrial storage tank. The man on the right is pointing towards the tank. The background is a clear blue sky.

LES PROPOSITIONS D'AMELIORATION

Améliorer votre patrimoine, une priorité

9.

LES PROPOSITIONS D'AMELIORATION

Dans l'attente des résultats du schéma directeur d'assainissement, certains points peuvent être étudiés, comme :

- La mise en place d'un débitmètre sur la sortie du silo à boues ;
- L'optimisation de la recirculation des boues en fonction du débit entrant ;
- La mise en place d'une sonde oxygène sur le bassin d'aération ;
- La mise en place de réarmement automatique sur les postes de relevages ;
- La mise en place du diagnostic permanent des eaux parasites avec la pose d'appareil de mesure en continu des débits sur le réseau d'assainissement.





LE CARE

Le compte rendu financier sur l'année d'exercice

10.

SAUR
COMPTE ANNUEL DE RESULTAT DE L'EXPLOITATION
ANNEE 2023

30/05/2024

(en application du décret du 14 mars 2005)

GESTION DU SERVICE ASSAINISSEMENT

Région SUD-OUEST
Centre PYRENEES GARONNE
Département PYRENEES-ATLANTIQUES
Collectivité SD PUYOO-BELLOCQ-RAMOUS ASST

LIBELLE	En milliers d'Euros	Année 2022	Année 2023	Ecart en %
PRODUITS		237,1	235,4	-0,7
Exploitation du service		109,4	117,9	
Collectivités et autres organismes publics (estimations)		105,7	112,0	
Travaux attribués à titre exclusif		5,3	5,6	
Produits accessoires		16,7		
CHARGES		245,6	254,6	3,7
Personnel		29,4	31,1	
Energie électrique		11,6	10,8	
Produits de traitement		0,1		
Produits de traitement		0,1	0,0	
Analyses		1,6	2,0	
Sous-traitance, matières et fournitures		34,0	29,9	
Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles (1)		1,2	0,7	
Autres dépenses d'exploitation		17,9	21,9	
- Télécommunications, poste et télégestion		0,9	0,8	
- Engins et véhicules		6,0	6,9	
- Informatique		7,9	8,4	
- Assurances		0,4	0,4	
- Locaux		1,8	2,0	
- Divers		1,0	3,4	
Contribution des services centraux et recherche		15,5	16,9	
Collectivités et autres organismes publics (estimations)		105,7	112,0	
- Part collectivité		86,1	91,0	
- Autres organismes publics		19,6	21,0	
Charges relatives aux renouvellements		18,8	20,0	
- Pour garantie de continuité du service		4,1	4,2	
- Programme contractuel		6,0	6,3	
- Fonds contractuel		8,7	9,4	
Charges relatives aux investissements contractuels		6,4	6,4	
- Annuités emprunt collectivité prises en charge (2)		6,4	6,4	
Charges relatives investissements du domaine privé		0,6	0,5	
Pertes sur créances irrécouvrables & contentieux		3,0	2,5	
RESULTAT AVANT IMPOT		-8,5	-19,2	-126,3
RESULTAT		-8,5	-19,2	-126,3

(1) Si Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles :
y compris redevance domaniale: département,région, Etat et redevance d'occupation du
domaine public de la collectivité.

Conforme à la circulaire FP2E du 31/01/2006
Réf: 130-022001 -644200 -02 2023120

(2) Si Annuités emprunt collectivité prises en charge :
comprennent: annuités d'emprunt, amortissements droits d'exploitation et charges financières contractuelles.

METHODES ET ELEMENTS DE CALCUL DU CARE

Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) ci joint est établi en application des dispositions de l'article 2 de la loi du 08/02/1995 qui dispose de l'obligation pour le délégataire de service public de publier un rapport annuel destiné à informer le délégant sur les comptes, la qualité de service et l'exécution du service public délégué.

Sa présentation est conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau et tient compte des recommandations émises par le Comité "Secteur public" de l'Ordre des experts comptables dans ses deux ouvrages que sont "Le rapport annuel du délégataire de service public" et "L'eau et l'assainissement, déclinaison sectorielle du rapport annuel du délégataire de service public", collection "Maîtrise de la gestion locale".

A cette circulaire s'est ajoutée celle du 31/01/2006, en application du décret 2005-236 du 14/03/2005. Les chiffres de l'année en cours y sont indiqués, et à partir de l'exercice 2006, ceux de l'année précédente y seront rappelés. La variation constatée (en pourcentage) entre l'année en cours et l'année précédente sera alors systématiquement indiquée.

Cette annexe au Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation a pour objet d'expliquer les modalités d'établissement de la partie financière du rapport annuel et de ses composantes avec, en préambule, une présentation des différents niveaux d'organisation de -.

Modalités d'établissement du compte annuel du résultat de l'exploitation et composantes des rubriques

Le CARE regroupe, par nature, l'ensemble des produits et des charges imputables au contrat de délégation de service public permettant de déterminer l'économie du contrat.

1) **Produits** • la rubrique "Produits" comprend :

Exploitation du Service : le montant total, hors TVA, des produits d'exploitation (part fermière) se rapportant à l'exercice.

Collectivités et autres organismes publics : le montant total, hors TVA, des produits collectés pour le compte de la Collectivité ainsi que les diverses taxes et redevances perçues pour le compte des organismes publics.

Travaux attribués à titre exclusif : le montant total, hors TVA, des travaux réalisés dans le cadre du contrat, par application d'un bordereau de prix annexé à ce contrat.

Produits accessoires : les montants hors TVA facturés, conformément aux dispositions du contrat de délégation, aux clients abonnés au service, dans le cadre de prestations ponctuelles.

2) **Charges** • les charges relatives au contrat, reprises dans le CARE, conformément à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006 peuvent être classifiées de la manière suivante :

- *Des Charges directement affectées au contrat* : il s'agit essentiellement des charges du Secteur, ainsi que celles des services mutualisés du Territoire.

Elles comprennent :

- Des charges directes faisant l'objet d'une comptabilisation immédiate sur le contrat,
- Des charges réparties dont une quote-part est imputée au contrat en fonction de clés de répartition techniques, différentes selon la nature des charges afin de tenir compte de la clé économiquement la mieux adaptée (gestion technique, gestion clientèle, engins et véhicules...).

La gestion technique (ingénieurs et techniciens d'exploitation, chimistes, logiciels techniques, télégestion, cartographie...) est répartie sur chaque contrat en fonction du Chiffre d'Affaires du contrat par rapport au Chiffre d'Affaires du Territoire.

La gestion clientèle (frais de personnel du service clientèle, plateforme téléphonique, frais de facturation, frais d'affranchissement, frais de relance...) est imputée sur chaque contrat proportionnellement au nombre de clients du contrat.

Les frais « engins et véhicules » sont imputés sur chaque contrat du Territoire proportionnellement au coût de personnel d'exploitation du contrat par rapport au coût total du personnel d'exploitation du Territoire.

- Des Charges réparties entre les contrats : ces charges sont réparties au prorata de la Valeur Ajoutée Analytique (VAA) du contrat. Il s'agit notamment :
 - o des « Frais de Territoire et de secteur » représentant des frais d'encadrement du contrat répartis par nature de charge,

- Des "Frais de structure centraux" représentant la contribution du contrat aux services Centraux et à la Recherche et Développement.
- Des Charges économiques calculées : il s'agit de charges (investissements réalisés par le délégataire) dont les paiements sont effectués à une périodicité différente de l'exercice. Afin de faire ressortir de façon régulière l'économie du contrat, ces charges sont lissées sur toute la durée de celui-ci.

3) Commentaire des rubriques de charges

1. Personnel :

Cette rubrique correspond au coût du personnel de la société, incluant les salaires et charges sociales et les frais annexes de personnel (frais de déplacement, vêtements de travail et de sécurité, plan d'épargne entreprise...) ainsi qu'au coût du personnel intérimaire intervenant sur le contrat.

L'imputation des frais de personnel d'exploitation est réalisée sur la base de fiches de pointage. Cela intègre également une quote-part d'encadrement, de personnel technique et clientèle.

Cette rubrique comprend également la « Participation légale des salariés aux résultats de l'entreprise ».

2. Énergie électrique :

Cette rubrique comprend la fourniture d'énergie électrique exclusivement dédiée au fonctionnement des installations du service.

3. Achats d'Eau :

Cette rubrique comprend les Achats d'eau en gros auprès de tiers ou auprès d'autres contrats gérés par l'entreprise effectués exclusivement pour la fourniture d'eau potable dans le cadre du contrat.

4. Produits de traitement :

Cette rubrique comprend exclusivement les produits entrant dans le process de production.

5. Analyses :

Cette rubrique comprend les analyses réglementaires ARS et celles réalisées par le Délégataire dans le cadre de son autocontrôle.

6. Sous-traitance, Matières et Fournitures :

Cette rubrique comprend :

Sous-traitance : les prestations de sous-traitance comprennent les interventions d'entreprises extérieures (terrassment, hydrocurage, espaces verts, cartographie ...) ainsi que des prestations réalisées par des services communs de l'entreprise telles que des prestations d'hydrocurage, de lavage de réservoir, de recherche de fuites par corrélation acoustique.

Matières et Fournitures : ce poste comprend :

- Les charges relatives au remplacement de compteurs qui ne sont pas la propriété de l'entreprise ;
- La location de courte durée de matériel sans chauffeur ;
- Les fournitures nécessaires à l'entretien et à la réparation du réseau ;
- Les fournitures nécessaires à l'entretien du matériel électromécanique ;
- Le matériel de sécurité ;
- Les consommables divers.

7. Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles :

Cette rubrique comprend :

- La contribution économique territoriale (CET) ;
- La contribution sociale de solidarité ;
- La taxe foncière ;
- Les redevances d'occupation du domaine public.

8. Autres dépenses d'exploitation :

- "Télécommunications, poste et télégestion" : ce poste comprend les frais de lignes téléphoniques dont ceux relatifs à la télésurveillance ainsi que les dépenses d'affranchissement (hors facturation).

- "Engins et véhicules" : les charges relatives aux matériels composant cette section sont les suivantes : location longue durée des véhicules, consommation de carburant, entretien et réparations, assurances.
- Le total des charges de la section "Engins et véhicules" fait l'objet d'une imputation sur chacun des contrats du Territoire proportionnellement au coût de personnel d'exploitation du contrat par rapport au coût total du personnel d'exploitation du Territoire.
- "Informatique" : ce poste comprend les frais liés au matériel et logiciels des personnels intervenant sur le contrat. Il comprend également les frais liés aux logiciels métier, nécessaires à la réalisation du contrat ainsi que les frais de facturation :
 - SAPHIR, logiciel de gestion de la relation clientèle ;
 - MIRE et ses différents modules : suivi de la production, suivi de la qualité, suivi de la force motrice ;
 - J@DE, logiciel de gestion et des achats ;
 - eSigis, logiciel de cartographie ;
 - GEREMI, logiciel de télésurveillance.
- "Assurances" : ce poste comprend :
 - La prime d'assurance responsabilité civile relative au contrat. Cette assurance a pour objet de garantir les tiers des dommages matériels, corporels et incorporels dont la responsabilité incomberait au délégataire ;
 - Les primes dommages ouvrages ;
 - Les autres primes particulières d'assurance s'il y a lieu ;
 - Les franchises appliquées en cas de sinistre.
- "Locaux" : ce poste comprend les charges relatives à l'utilisation des locaux.
- "Divers" : autres charges.

9. Frais de contrôle :

Ces frais concernent le contrôle contractuel du service, lorsque sa charge incombe au délégataire.

10. Contribution aux Services Centraux et Recherche :

Une quote-part de frais de structures nationale et régionale, telle que décrite au chapitre 1, est imputée sur chaque contrat.

11. Collectivités et autres organismes publics :

Ce poste comprend :

- La part communale ou intercommunale ;
- Les taxes (TVA) ;
- Les redevances (Agence de l'eau, voies navigables de France, etc).

12. Charges relatives aux Renouvellements :

« Garantie pour continuité de service » : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit "fonctionnel") dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais sans que cela puisse donner lieu à un ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle. Le montant indiqué dans cette rubrique correspond à la somme des charges réelles de renouvellement non programmé et des charges réelles d'entretien électromécanique.

"Programme contractuel de renouvellement" : cette rubrique correspond aux engagements contractuels du délégataire, sur un programme prédéterminé de travaux. Il s'agit généralement d'un lissage économique sur la durée du contrat.

"Compte (ou Fonds contractuel) de renouvellement" : le délégataire est tenu de prélever régulièrement sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans la mesure où l'obligation du délégataire au titre d'un exercice donné est strictement égale à la dotation au compte (ou fonds contractuel), c'est le montant de cette dotation qui doit alors figurer sur le CARE.

Pour un même contrat, plusieurs de ces notions peuvent exister.

13. Charges relatives aux Investissements :

Elles comprennent les différents types d'obligations existant dans le contrat :

- Programme contractuel d'investissements ;
- Fonds contractuel d'investissements ;
- Annuité d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire ;
- Investissements incorporels.

Les montants engagés par le délégataire au titre des investissements réalisés sur le contrat font l'objet d'un amortissement financier présenté sur le CARE sous forme d'une annuité constante.

Les charges relatives au remboursement d'annuités d'emprunts contractés par la collectivité et que le délégataire s'est engagé contractuellement à rembourser font l'objet d'un calcul actuariel consistant à ramener chaque annuité en investissement début de période et à définir le montant de l'annuité constante sur toute la durée du contrat permettant d'obtenir une Valeur Actuelle Nette (VAN) égale à zéro.

14. Charges relatives aux Investissements du domaine privé :

Le montant de cette rubrique comprend l'amortissement du matériel, des engins et véhicules, du gros outillage, et des compteurs propriété de l'entreprise affectés au contrat ainsi que les frais financiers relatifs au financement de ces immobilisations calculés sur la base de la valeur nette comptable moyenne de celles-ci.

15. Perte sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement :

Ce poste comprend :

- Les annulations de créances incluant notamment celles au titre du Fonds de Solidarité Logement (FSL Eau)
- Les provisions pour créances douteuses
- Les frais d'actes et de contentieux.

4) Résultat avant Impôt

Il s'agit de la différence entre les produits et les charges.

5) Impôt sur les sociétés

Cet impôt ne s'applique que pour les contrats ayant un Résultat avant Impôt bénéficiaire. Le taux d'impôt sur les sociétés appliqué au résultat des contrats est de 33.33%.

6) Résultat

Il s'agit du Résultat restant après éventuel Impôt sur les Sociétés.





LE PATRIMOINE DE SERVICE

Votre patrimoine sous surveillance

12.

LES INSTALLATIONS

Les stations d'épuration

Libellé	Date de mise en service	Capacité nominale (en eq.Hab)	Nature de l'effluent	Description	Télé-surveillance	Groupe électrogène	Commune
STEP de Puyoo Ramous Bellocq	1980	2 500	Domestique pseudo-séparatif	Boues activées - aération prolongée	Oui	Non	BELLOCQ

Les postes de relevage

Commune	Libellé	Capacité nominale	Année de mise en service	Télesurveillance	Groupe électrogène
PUYOÛ	Relevage Bellocq ZI Route de Salies	66 m³/h	1998	Oui	Non
PUYOÛ	Relevage de Puyoû Quartier Armentiou	-	2014	Oui	Non
PUYOÛ	Relevage Puyoû Darambide Chemin de la Sablière	20 m³/h	1992	Oui	Non
PUYOÛ	Relevage Puyoû Guicheny Route vieille église	20 m³/h	1980	Oui	Non
PUYOÛ	Relevage Puyoû rue de la poste - Lavoir	20 m³/h	2020	Oui	Non
RAMOUS	Relevage Ramous Impasse des Acacias	21.5 m³/h	1992	Oui	Non

LE RESEAU

Le réseau comprend des équipements publics, tels que des canalisations et des ouvrages annexes, qui acheminent de manière gravitaire ou sous pression, les eaux usées issues des habitations jusqu'aux stations de traitement, et les eaux pluviales jusqu'au milieu récepteur. Il ne comprend pas les branchements.

Le réseau de collecte des eaux usées se compose de conduites à écoulement gravitaire et de conduites de refoulement. En 2023, le linéaire total des canalisations eaux usées, hors pluvial, est de 21,592 km.

Répartition par diamètre et matériau

Matériau	Diamètre (mm)	Longueur (ml)	Type	Fonction
Amiante ciment	Inconnu	3,27	Gravitaire	Eaux pluviales
Amiante ciment	Circulaire 200	23,7	Gravitaire	Eaux pluviales
Amiante ciment	Circulaire 250	60,16	Gravitaire	Eaux pluviales
Amiante ciment	Circulaire 300	382,39	Gravitaire	Eaux pluviales
Amiante ciment	Circulaire 400	211	Gravitaire	Eaux pluviales
Autres	Inconnu	128,58	Gravitaire	Eaux pluviales
Autres	Inconnu	191,87	Gravitaire	Eaux pluviales
Pvc	Circulaire 200	102,69	Gravitaire	Eaux pluviales
Pvc	Circulaire 300	177,49	Gravitaire	Eaux pluviales
Pvc	Circulaire 400	167,97	Gravitaire	Eaux pluviales
Amiante ciment	Circulaire 200	894,18	Gravitaire	Eaux usées
Amiante ciment	Circulaire 300	58,83	Gravitaire	Eaux usées
Autres	Inconnu	255,6	Gravitaire	Eaux usées
Pvc	Circulaire 160	57,64	Gravitaire	Eaux usées
Pvc	Circulaire 200	431,98	Gravitaire	Eaux usées
Pvc	Circulaire 315	34,44	Gravitaire	Eaux usées
PVC CR8	Circulaire 200	136,41	Gravitaire	Eaux usées

Matériau	Diamètre (mm)	Longueur (ml)	Type	Fonction
PVC CR8	Circulaire 315	139,54	Gravitaire	Eaux usées
Amiante ciment	Circulaire 150	36,75	Gravitaire	Unitaire
Amiante ciment	Circulaire 200	12787,18	Gravitaire	Unitaire
Amiante ciment	Circulaire 250	300,24	Gravitaire	Unitaire
Amiante ciment	Circulaire 300	1802,13	Gravitaire	Unitaire
Amiante ciment	Circulaire 400	1022,25	Gravitaire	Unitaire
Amiante ciment	Circulaire 500	219,85	Gravitaire	Unitaire
Amiante ciment	Circulaire 600	393,84	Gravitaire	Unitaire
Amiante ciment	Circulaire 700	1103,02	Gravitaire	Unitaire
Autres	Inconnu	59,2	Gravitaire	Unitaire
Autres	Inconnu	102,23	Gravitaire	Unitaire
Béton	Circulaire 300	20,08	Gravitaire	Unitaire
Pvc	Circulaire 200	160,84	Gravitaire	Unitaire
PVC CR8	Circulaire 315	317,08	Gravitaire	Unitaire
Autres	Inconnu	7,4	Refoulement	Eaux usées
Autres	Inconnu	39,83	Refoulement	Eaux usées
Amiante ciment	Circulaire 150	633,89	Refoulement	Unitaire
Autres	Circulaire 80	288,57	Refoulement	Unitaire
Pvc	Circulaire 75	289,16	Refoulement	Unitaire
Total		23041,28		

Les équipements de réseau

Type d'équipement	Nombre
Avaloir	213
Canal de mesure	1
Déversoir d'orage	3
Tampons	741

CONSOMMATION D'ENERGIE

Consommation électrique en kWh	2019	2020	2021	2022	2023
Relevage Bellocq ZI Route de Salies	2 002	2 244	1 846	631	1 660
Relevage de Puyoô Quartier Armentiou	- 378	286	739	1 651	1 615
Relevage Puyoô Darambide Chemin de la Sablière	520	491	421	436	422
Relevage Puyoô Guicheny Route vieille église	8 607	18 553	10 386	13 003	13 467
Relevage Puyoô rue de la poste - Lavoir	0	0	320	496	1 205
Relevage Ramous Impasse des Acacias	- 14 724	8 402	7 641	6 478	9 513
STEP de Puyoô Ramous Bellocq	86 816	52 353	45 381	53 547	101 665
Total	82 843	82 329	66 734	76 242	129 547

Les consommations d'énergie présentées ci-dessus sont établies à partir de la facturation du distributeur pour l'ensemble du contrat au cours de l'exercice, et prennent en compte toutes les corrections de facturation : avoirs et rattrapages.



LE SERVICE AUX USAGERS

Leur satisfaction au cœur de nos préoccupations

LA GESTION CLIENTELE

La répartition présentée ci-après prend en compte les branchements en service (actifs, en cours de modification, en cours de résiliation ou en attente de mise en service).

Pour une meilleure compréhension :

Le **Branchement** correspond à l'ensemble des canalisations et d'équipements qui connectent la partie publique du réseau de collecte d'eaux usées (et éventuellement pluviales) au réseau de collecte intérieur d'un client.

Le **Client** désigne une personne physique ou morale qui utilise de l'eau et a au moins un contrat d'abonnement avec le service de distribution d'eau. Un client peut posséder plusieurs branchements. C'est le cas notamment des mairies qui possèdent une salle des fêtes, un stade, un cimetière, etc.

Les **volumes consommés assujettis à l'assainissement** : La redevance d'assainissement est calculée en fonction de tous les volumes d'eau prélevés par les usagers, que ce soit à partir du réseau public de distribution ou d'autres sources privées telles que des puits. Les volumes suivants représentent les volumes soumis à l'assainissement après l'application des coefficients correcteurs.

Les branchements par commune

	2019	2020	2021	2022	2023	Evolution
BELLOCQ	361	383	382	377	378	0,3%
PUYOÔ	487	503	499	489	494	1%
RAMOUS	117	118	118	119	121	1,7%
Total	965	1 004	999	985	993	0,81%

Les clients par commune

	2019	2020	2021	2022	2023	Evolution
BELLOCQ	357	380	379	377	379	0,5%
PUYOÔ	485	501	498	491	496	1%
RAMOUS	117	118	118	120	122	1,7%
Total	959	999	995	988	997	0,91%

Les volumes consommés assujettis à l'assainissement par commune

	2019	2020	2021	2022	2023	Evolution
BELLOCQ	30 482	31 708	33 092	31 680	36 858	16,3%
PUYOÔ	43 908	52 597	44 585	39 721	47 836	20,4%
RAMOUS	8 957	9 896	10 014	8 787	10 279	17%
Total	83 347	94 201	87 691	80 188	94 973	18,44%

Les consommations par tranche

Les branchements par tranche

		Particuliers et autres			Communaux
Commune	2023	Dont < 200 m³ / an (tranche 1)	Dont 200 < conso < 6000 m³/an (tranche 2)	Dont > 6000 m³/an (tranche 3)	Communaux
BELLOCQ	378	359	13	0	6
PUYOÔ	494	443	42	0	9
RAMOUS	121	114	5	0	2
Répartition (%)	-	92,25	6,04	0	1,71
Total	993	916	60	0	17

Les volumes consommés par tranche

		Particuliers et autres			Communaux
Commune	2023	Dont < 200 m ³ / an (tranche 1)	Dont 200 < conso < 6000 m ³ /an (tranche 2)	Dont > 6000 m ³ /an (tranche 3)	Communaux
BELLOCQ	36 858	26 110	9 883	0	865
PUYOÛ	47 836	30 766	16 337	0	733
RAMOUS	10 279	8 146	1 911	0	222
Total de la collectivité	94 973	65 022	28 131	0	1 820
Consommation moyenne par TYPE de branchement	95,64	70,98	468,85	0	107,06

LA FACTURE 120 M³ AU 01/01/2024

Vos Contacts :

Accueil : Quartier Lapeyrère
64270 SALIES DE BEARN
Lundi et vendredi 9h à 12h (et rdv l'après-midi)
Mardi et jeudi 9h à 12h et 14h à 17h

Téléphone : 05 81 31 85 00
Du lundi au vendredi de 8h à 18h
Dépannage 24h/24 : 05 81 91 35 00

SPECIMEN
01 Janvier 2024

Courrier : TSA 10019
46800 MONTCUQ CEDEX

Référence à rappeler

51

DESTINATAIRE
DE LA FACTURE

NOM DU CLIENT

Collecte et traitement des eaux usées :

SIA DE PUYOO BELLOCQ RAMOUS

Ce document est une simulation de facture.

Cette simulation a été menée pour une consommation de 120 m3.

Abonnement TTC	100,27 €
Consommation TTC	227,84 €
Total facture TTC	328,11 €
	328,11 €

soit 0,0019 €/Litre

BRANCHEMENT	COMPTEUR					Consommation m3	Information
	Numéro	Diamètre					
PUYOO						120	Conso. simulée
TOTAL CONSOMMATION						120	

SPECIMEN		FACTURE N° Simulation	Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
Assainissement	268,28 € HT	295,11 € TTC	m3	m3	€ HT	€ HT	€ HT	%
Abonnement part Syndicale		Année 2024					31,77	10,00
Abonnement part SAUR		Année 2024					59,38	10,00
Consommation part Syndicale		Année 2024		120	0,6800	81,60		10,00
Consommation part SAUR		Année 2024		120	0,7961	95,53		10,00

			Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
Organismes publics	30,00 € HT	33,00 € TTC	m3	m3	€ HT	€ HT	€ HT	%
Modernisation des réseaux (Agence de l'eau)		Année 2024		120	0,2500	30,00		10,00

Total Facture	328,11 € TTC
---------------	--------------

HT soumis à TVA : 298,28 €
TVA sur les débits : 29,83 €

ABONNEMENT
Montant indépendant de la consommation correspondant à la mise à disposition des services et destiné à couvrir des charges fixes.

CONSOMMATION
Volume en m³ enregistré par le compteur entre deux relevés. Lorsqu'il n'a pas été possible de relever le compteur, la consommation peut être estimée. La consommation eau constitue la base de calcul de la collecte et du traitement des eaux usées.

Conformément à l'article L 441-3 du Code de Commerce, il sera appliqué à tout professionnel en situation de retard de paiement une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

ORGANISMES PUBLICS
Les Agences De l'Eau sont des établissements publics de l'Etat et ont pour mission de lutter contre les pollutions, gérer les ressources en eau et préserver les milieux aquatiques.
La taxe intitulée **Voies navigables de France** concerne les communes qui prélèvent ou rejettent de l'eau dans une voie navigable.

LA FACTURE 120 M³ AU 01/01/2023

Vos Contacts :

Accueil : Quartier Lapeyrère
64270 SALIES DE BEARN
Lundi et vendredi 9h à 12h (et rdv l'après-midi)
Mardi et jeudi 9h à 12h et 14h à 17h.

Téléphone : 05 81 31 85 00
Du lundi au vendredi de 8h à 18h

Dépannage 24h/24 : 05 81 91 35 00

SPECIMEN
01 Janvier 2023

Courrier : TSA 20005
64239 LESCAR CEDEX

Référence à rappeler

51

DESTINATAIRE
DE LA FACTURE

NOM DU CLIENT

Collecte et traitement des eaux usées :

SIA DE PUYOO BELLOCQ RAMOUS

Ce document est une simulation de facture.

Cette simulation a été menée pour une consommation de 120 m3.

Abonnement TTC	95,83 €
Consommation TTC	223,12 €
Total facture TTC	318,95 €
	318,95 €

soit 0,0019 €/Litre

SAUR SAS au capital de 101529000€ RCS Nanterre 336379984 Siège Social 11 Chemin de Bretagne 92130 ISSY LES MOULINEAUX TVA Intracommunautaire n° FR28336379984-NAF 3600
Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de votre dossier client. Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès et le cas échéant d'un droit de rectification ou suppression des informations vous concernant en vous adressant à SAUR, 1 rue Antoine Lavoisier, Guyancourt. Toute information communiquée à SAUR dans le cadre d'un courrier ou par le site internet sera conservée.

A NE PAS PAYER

SPECIMEN

A NE PAS PAYER

BRANCHEMENT	COMPTEUR					Consommation	Information
	Numéro	Diamètre				m3	
PUYOO						120	Conso. simulée
TOTAL CONSOMMATION						120	

SPECIMEN		FACTURE N° Simulation		Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
Assainissement	259,96 € HT	285,95 € TTC		m3	m3	€ HT	€ HT	€ HT	%
Abonnement part Syndicale		Année 2023						33,29	10,00
Abonnement part SAUR		Année 2023						53,83	10,00
Consommation part Syndicale		Année 2023			120	0,7200	86,40		10,00
Consommation part SAUR		Année 2023			120	0,7203	86,44		10,00

			Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
Organismes publics	30,00 € HT	33,00 € TTC	m3	m3	€ HT	€ HT	€ HT	%
Modernisation des réseaux (Agence de l'eau)		Année 2023		120	0,2500	30,00		10,00

Total Facture	318,95 € TTC
----------------------	---------------------

HT soumis à TVA : 289,96 €
TVA sur les débits : 28,99 €

ABONNEMENT
Montant indépendant de la consommation correspondant à la mise à disposition des services et destiné à couvrir des charges fixes.

CONSOMMATION
Volume en m³ enregistré par le compteur entre deux relevés. Lorsqu'il n'a pas été possible de relever le compteur, la consommation peut être estimée. La consommation eau constitue la base de calcul de la collecte et du traitement des eaux usées.

ORGANISMES PUBLICS
Les Agences De l'Eau sont des établissements publics de l'Etat et ont pour mission de lutter contre les pollutions, gérer les ressources en eau et préserver les milieux aquatiques.
La taxe intitulée **Voies navigables de France** concerne les communes qui prélèvent ou rejettent de l'eau dans une voie navigable.

Conformément à l'article L 441-3 du Code de Commerce, il sera appliqué à tout professionnel en situation de retard de paiement une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

NOTE DE CALCUL POUR REVISION DU PRIX DE L'EAU AU 01/01/2024

SAUR	Partenaire : SIA DE PUYOO BELLOCQ RAMOUS		Date : 01/06/2024
	Référence contrat : 644200/02		
Produit : Assainissement	Type de contrat : Affermage	Type d'encaissement : Société	
20SAbonnement part SAUR			
Prix (HT) à compter du 01/01/2024	Redevance : Abonnement part SAUR		
Devise : Euro	Date d'actualisation : 26/04/2024		K : 1,2039
Prix révisé = [K=1.2039] * Prix de base			

Détermination du coefficient résultant de la formule de variation des prix								
Formule de révision : 0.15+(0.39xICHTE/ICHTEo)+(0.06xTP10a/TP10ao)+(0.05x1653963/1653963o)+(0.19xFD/FDo)+(0.16xMIM86/MIM86o)								
Av. 1 : K = 0.15 + 0.39 ICHT-E/ICHT-Eo + 0.06 TP10a/TP10ao + 0.05 351-106/351-106o + 0.19 FD/FDo + 0.16 IM/IMo								
Applications des indices : Valeur connue								
K intermédiaire : 1,2039								
Valeurs de base des paramètres utilisés				Valeurs actualisées au 01/10/2023				
Indice		Valeur de base	Date application	Date publication	Réf. publication	Durée	Racc.	Valeur actualisée
ICHTE	COUT HORAIRE DU TRAVAIL - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	107,80000	01/03/2023	07/07/2023	SITE INTERNET INSEE			128,20000
TP10a	CANALISATIONS, EGOUTS,ASST, ADDUCT EAU AVEC TUYAUX	135,80000						164,22393
	Substitué avec coeff 1,2701 par TP10A2010	TP10A2010	01/07/2023	15/09/2023	Site Internet LE MONITEUR		1,2701	129,30000
1653963	IP - ELECTRICITE TARIF BLEU PROFESSIONNEL HES CREUSES BASE 2010	121,30000						178,64328
	Substitué avec coeff 1,1722 par 010534763	010534763	01/05/2023	29/09/2023	SITE INTERNET INSEE		1,1722	152,40000
FD	FRAIS DIVERS	112,70000						134,59784
	Substitué avec coeff 1,1254 par FD2010	FD2010	01/07/2023	15/09/2023	Site Internet LE MONITEUR		1,1254	119,60000
MIM86	INDICES DES PRIX DES MATERIELS BASE 1 EN 1986	1,85240						2,51216
	Substitué avec coeff 1,7431 par MIM862010	MIM862010	01/07/2023	15/09/2023	Site Internet LE MONITEUR		1,7431	1,44120

Page 1/4

Détail du calcul du coefficient de variation								
Résultat=0,15+(0.39xICHTE/ICHTEo)+(0.06xTP10a/TP10ao)+(0.05x1653963/1653963o)+(0.19xFD/FDo)+(0.16xMIM86/MIM86o)								
.	0,15							0,15000
.	+	0,39	x	128,2 / 107,8				+ 0,46380
.	+	0,06	x	164,22393 / 135,8				+ 0,07256
.	+	0,05	x	178,64328 / 121,3				+ 0,07364
.	+	0,19	x	134,59784 / 112,7				+ 0,22692
.	+	0,16	x	2,51215572 / 1,8524				+ 0,21699
.								-----
.								1,20391
.								
K définitif : 1,2039								
CRITERES TARIFAIRES								

n.r.= non assujetti à la redevance

Critère	Tranches							
	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé
Valeur	49.32	59.38						

Page 2/4

SAUR	Partenaire : SIA DE PUYOO BELLOCQ RAMOUS		Date : 01/06/2024
	Référence contrat : 644200/02		
Produit : Assainissement	Type de contrat : Affermage	Type d'encaissement : Société	
20SConsommation part SAUR			
Prix (HT) à compter du 01/01/2024	Redevance : Consommation part SAUR		
Devise : Euro	Date d'actualisation : 26/04/2024		
Prix révisé = [K=1.2039] * Prix de base	K : 1.2039		

Détermination du coefficient résultant de la formule de variation des prix								
Formule de révision : $0,15 + (0,39 \times \text{ICHTE} / \text{ICHTEo}) + (0,06 \times \text{TP10a} / \text{TP10ao}) + (0,05 \times 1653963 / 1653963o) + (0,19 \times \text{FD} / \text{FDo}) + (0,16 \times \text{MIM86} / \text{MIM86o})$								
Av. 1 : $K = 0,15 + 0,39 \text{ ICHT-E} / \text{ICHT-Eo} + 0,06 \text{ TP10a} / \text{TP10ao} + 0,05 \text{ 351-106} / \text{351-106o} + 0,19 \text{ FD} / \text{FDo} + 0,16 \text{ IM} / \text{Imo}$								
Applications des indices : Valeur connue								
K intermédiaire : 1,2039								
Valeurs de base des paramètres utilisés				Valeurs actualisées au 01/10/2023				
Indice		Valeur de base	Date application	Date publication	Réf. publication	Durée	Racc.	Valeur actualisée
ICHTE	COUT HORAIRE DU TRAVAIL - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	107.80000	01/03/2023	07/07/2023	SITE INTERNET INSEE			128.20000
TP10a	CANALISATIONS, EGOUTS, ASST, ADDUCT EAU AVEC TUYAUX	135.80000						164.22393
	Substitué avec coeff. 1,2701 par TP10A2010	TP10A2010	01/07/2023	15/09/2023	Site Internet LE MONITEUR		1,2701	129.30000
1653963	IP - ELECTRICITE TARIF BLEU PROFESSIONNEL HES CREUSES BASE 2010	121.30000						178.64328
	Substitué avec coeff. 1,1722 par 010534763	010534763	01/05/2023	29/09/2023	SITE INTERNET INSEE		1,1722	152.40000
FD	FRAIS DIVERS	112.70000						134.59784
	Substitué avec coeff. 1,1254 par FD2010	FD2010	01/07/2023	15/09/2023	Site Internet LE MONITEUR		1,1254	119.60000
MIM86	INDICES DES PRIX DES MATERIELS BASE 1 EN 1986	1.85240						2.51216
	Substitué avec coeff. 1,7431 par MIM862010	MIM862010	01/07/2023	15/09/2023	Site Internet LE MONITEUR		1,7431	1.44120

Page 3/4

Détail du calcul du coefficient de variation									
Résultat = $0,15 + (0,39 \times \text{ICHTE} / \text{ICHTEo}) + (0,06 \times \text{TP10a} / \text{TP10ao}) + (0,05 \times 1653963 / 1653963o) + (0,19 \times \text{FD} / \text{FDo}) + (0,16 \times \text{MIM86} / \text{MIM86o})$									
.	0,15							0,15000	
.	+	0,39	x	128,2 / 107,8				+ 0,46380	
.	+	0,06	x	164,22393 / 135,8				+ 0,07256	
.	+	0,05	x	178,64328 / 121,3				+ 0,07364	
.	+	0,19	x	134,59784 / 112,7				+ 0,22692	
.	+	0,16	x	2,51215572 / 1,8524				+ 0,21699	
.								-----	
.								1,20391	
K définitif : 1,2039									
CRITERES TARIFAIRES									

n.r. = non assujetti à la redevance		Tranches							
Critère	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	
Valeur	0,6613	0,7961							

Page 4/4



LES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Garantir la performance de votre réseau

Description du contrat			
SYNDICAT DE PUYOÛ BELLOCQ RAMOUS			
Délégation de service public			
Début contrat : 1 janvier 2014 Fin contrat : 31 décembre 2025			

D204.0 Tarification du service au m3 pour 120m3 au 01/01/N+1 pour l'année 2023			
Part communale et intercommunale			
VP.191	Montant annuel de la part fixe (abonnement) revenant à la collectivité	31,77	€HT/an
	Prix au m ³ (Consommation) revenant à la collectivité	0,6800	€HT/m ³
VP.178	Montant HT de la facture 120m³ revenant à la collectivité (abonnement + consommation x 120)	113,37	€HT/120m³
Part distributeur (délégataire)			
VP.190	Montant annuel de la part fixe (abonnement) revenant au délégataire	59,38	€HT/an
	Prix au m ³ (Consommation) revenant au délégataire	0,7961	€HT/m ³
VP.177	Montant de la facture 120m³ revenant au délégataire (abonnement + consommation x 120)	154,91	€HT/120m³
Taxes des organismes publics			
VP.217	Montant de la Redevance modernisation des réseaux (Agences de l'eau)	0,2500	€HT/m ³
VP.218	Montant de la Redevance Voies Navigables de France (VNF) : Rejets	-	€HT/m ³
VP.219	Montant Autres taxes et redevances applicables sur le tarif	-	€HT/m ³
VP.213	Taux de TVA applicable sur l'ensemble de la facture	10%	
VP.179	Montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ (VP.217+VP.218+VP.219) x 120 x (1+VP.213/100) + (VP.177+VP.178) x VP.213/100	59,83	€TTC/120m³
	Montant total d'une facture 120m³ au 1^{er} janvier de l'année N+1	328,11	€TTC/120m³
D204.0	Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ au 1er janvier de l'année N+1	2,73	€TTC/m³

Réseau			
D202.0	Nombre d'arrêtés d'autorisation de déversement	2	unité
Données de consolidation			
VP.199	Linéaire de réseau de collecte unitaire (hors branchements et réseau pluvial)	19,54	km
VP.200	Linéaire de réseau de collecte séparatifs (hors branchements et réseau pluvial)	3,37	km
VP.077	Linéaire de réseau de collecte total (hors pluvial)	21,453	km
Point du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage			
VP.046	Nombre de points noirs (3 = ZI à Bellocq, Rue de l'Eglise, Avenue du Stade)	3	Nb
P252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	13,98	Nb/100km
Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte			
VP.141	Linéaire de réseaux renouvelés au cours de l'année (quel que soit le financeur)	0	km
VP.140	Linéaire de réseaux renouvelés au cours des 5 dernières années (quel que soit le financeur)	0	km
DC.195	Montant financier des travaux engagés	Voir le CARE	€HT
P253.2	Taux de renouvellement des réseaux de collecte sur 5 ans	0%	%

P202.2B: Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux				
Condition d'acquisition	Code SISPEA	Descriptif	Résultats	Note
PARTIE A : plan des réseaux				
Sur 10 points	VP.250	Existence d'un plan du réseau de collecte des eaux usées hors branchements	OUI	10 points
Sur 5 points	VP.251	Mise à jour au moins annuelle des plans du réseau de collecte des eaux usées hors branchements	OUI	5 points
Total Partie A :			15 points / 15 points	
PARTIE B : Inventaire des réseaux				
	VP.252	Existence d'un inventaire avec mention de la catégorie de l'ouvrage	NON	
	VP.254	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux d'eaux usées à partir d'une procédure formalisée pour les informations relatives aux tronçons de réseaux.	NON	
Si les 2 conditions précédentes sont « Oui » alors les indicateurs suivants ont 10 points chacun. Les 5 points restants sont répartis ainsi : <60%=0 ; >60%=1 ; >70%=2 ; >80%=3 ; >90%=4 ; >95%=5 points				
Sur 15 points	VP.253	Pourcentage de connaissance des informations structurelles	97,83%	0 points
		Linéaire de réseau eaux usées avec diamètre / matériau renseigné pour l'année 2023 (excepté les réseaux typés "eaux pluviales")	20,99	Km
Sur 15 points	VP.255	Pourcentage de connaissance de l'âge des canalisations	98,49%	15 points
		Linéaire de réseau eaux usées avec période de pose renseignée pour l'année 2023 (excepté les réseaux typés "eaux pluviales")	21,13	Km
Pour évaluer		Linéaire de réseau eaux usées au 31/12 (excepté les réseaux typés "eaux pluviales")	21,453	Km
Total Partie B :			15 points / 30 points	
Pour comptabiliser le total de la partie B, la partie A doit être à 15 points				
PARTIE C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux				
Calcul de VP.256 : Sur 10 points à partir de 50% Les 5 points restants sont répartis ainsi : <60%=0 ; >60%=1 ; >70%=2 ; >80%=3 ; >90%=4 ; >95%=5 points				
Sur 15 points	VP.256	Connaissance de l'altimétrie des canalisations	13,73%	0 points
		Linéaire de réseau eaux usées avec altimétrie renseigné au 31/12 (excepté les réseaux typés "eaux pluviales")	2,95	Km
		Linéaire de réseau eaux usées au 31/12 (excepté les réseaux typés "eaux pluviales")	21,453	Km
Sur 10 points	VP.257	Localisation complète de tous les ouvrages annexes du réseau d'eaux usées	OUI	10 points
Sur 10 points	VP.258	Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques	OUI	10 points
Sur 10 points	VP.259	Mention du nombre de branchements pour chaque tronçon (entre 2 regards de visite) du réseau d'eaux usées	NON	0 points
Sur 10 points	VP.260	Localisation et identification complète des interventions et travaux sur le réseau d'eaux usées	OUI	10 points
Sur 10 points	VP.261	Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau d'eaux usées et récapitulatif des travaux réalisés à leur suite	NON	0 points
Sur 10 points si les 2 conditions sont « Oui »	VP.262	Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de travaux		0 points
		Existence d'un plan pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement en eaux usées	NON	
		Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement en eaux usées	NON	
Total Partie C :			30 points / 75 points	
Pour comptabiliser le total de la partie C, la somme des parties A+B doit être à minima de 40 points				
P202.2B		VALEUR DE L'INDICE	75 points / 120 points	

Epuration			
P204.3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive EU	Cet indicateur s'obtient auprès des services de la DDT.	
P205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive EU	Cet indicateur s'obtient auprès des services de la DDT.	
VP.176	Charge totale entrante en DBO5 <i>Le détail par installation est présenté ci-après</i>	26,58	kg/j
VP.210	Nombre de bilans sur 24h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes	12	
VP.211	Nombre de bilans sur 24h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire	12	
P254.3	Conformité des performances des équipements d'épuration aux prescriptions de l'acte individuel	100	%

Données exploitation par installation			
	STEP de Puyoô Ramous Bellocq		
VP.176	Charge entrante en DBO5	26,58	
VP.208	Boues évacuées en tMS	11,421	
VP.209	Tonnage total des boues admises par une filière conforme	11,421	
VP.210	Nombre de bilans sur 24h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes	12	
VP.211	Nombre de bilans sur 24h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire	12	

Boues			
D203.0	Quantité totale des boues issues des ouvrages d'épuration (en Tonnes de Matière Sèches)	11,42	tMS
P206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	100%	
VP.208	Quantité totale des boues évacuées (en Tonnes de Matière Sèches)	11,42	tMS
VP.209	Quantité totale des boues admises par une filière conforme (en Tonnes de Matière Sèches)	11,42	tMS
VP.186	Pollution collectée estimée en DBO5	141,33	kg/j

Abonnés			
VP.056	Nombre total d'abonnés (abonnements)	997	ab
VP.228	Densité linéaire d'abonnés (abonnements)	46	ab/Km
VP.229	Ratio habitants par abonnés (abonnements)	2,36	Hab/ab
D201.0	Estimation de la population desservie par le service public dans le périmètre du contrat	2 356	Hab
VP.124	Nombre potentiel d'abonnés (abonnements) de la zone relevant de l'assainissement collectif. Cette donnée relève du zonage de l'assainissement collectif (par enquête publique)	Cette donnée relève de la responsabilité de la collectivité	
P201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées. <i>Nombre potentiel d'abonnés / Nombre d'abonnés total x 100</i>	N.C	
VP.023	Nombre d'inondations dans les locaux des usagers	N.C	
P251.1	Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers	N.C	Nb/ 1000Hab
VP.003	Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur	0	
VP.152	Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité	Cette donnée relève de la responsabilité de la collectivité	
P258.1	Taux de réclamations pour 1000 abonnements	0	Nb/ 1000ab

Gestion financière			
D204.0 Tarification du service au m3 pour 120m3 au 01/01/N+1 pour l'année 2023			
VP.068	Volumes assujettis pour l'année 2023	94 973	m³
VP.119	Montant des abandons de créances et versements à un fond de solidarité (TVA exclue) pour l'année 2023	0	€HTVA
VP.207.0	Montant des actions de solidarité (abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité).	Donnée à titre indicatif 0,0000	€HTVA/m³
VP.182	Encours total de la dette	Cette donnée relève de la responsabilité de la collectivité	
VP.183	Epargne brute annuelle	Cette donnée relève de la responsabilité de la collectivité	
P256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Cette donnée relève de la responsabilité de la collectivité	
VP.268	Montant restant impayé au 31/12/2023 sur les factures émises au titre de l'année 2022	7 445,07	€TTC
VP.185	Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) au 31/12/2023 sur les factures émises au titre de l'année 2022	256 630	€TTC
P257.0	Taux d'impayés sur les factures d'assainissement	2,9	€TTC

A high-angle photograph of a construction worker in a trench. The worker is wearing a green hard hat, an orange high-visibility vest with reflective silver stripes, and blue work pants. They are holding a long, thin metal rod or pipe. Several large black pipes are visible, some secured with red straps. The ground is dark and uneven.

LES INTERVENTIONS REALISEES

Préserver et moderniser votre patrimoine

15.

LES INTERVENTIONS D'EXPLOITATION

Les opérations d'hydrocurage du réseau

Opérations d'hydrocurage préventif

Synthèse de l'hydrocurage préventif réalisé durant l'année :

Commune	Linéaire total de canalisations (ml)	Linéaire de canalisations eau pluvial (ml)	Linéaire de canalisation Unitaire (ml)	Total (ml)
BELLOCQ	0	0	404	404
PUYOÔ	1891	0	0	1891
RAMOUS	560	0	650	1210
Total	2451	0	1054	3505

Détail de l'hydrocurage préventif réalisé durant l'année :

Commune	Date	Adresse	Linéaire curé (ml)
BELLOCQ	18/09/23	9 Route De Bérenx	404
PUYOÔ	23/08/23	Impasse La Glaciere	10
	20/10/23	Rue de la Croix et Chemin de Coutrouilh	300
	31/10/23	Rue de la Croix et Chemin de Coutrouilh	690
	28/12/23	212 Rue De La Poste	891
RAMOUS	12/04/23	4 Chemin Labartheta	470
	23/08/23	2362 Route Départementale 817	0
	26/12/23	10 Lotissement Cassius	650
	27/12/23	9 Lotissement Cassius	90

Opérations d'hydrocurage curatif

Synthèse des opérations d'hydrocurage curatif effectuées sur le réseau et les branchements au cours de l'année :

Commune	Type de débouchage	Nombre	Linéaire curé (ml)
PUYOÔ	Curage EU	1	10
	Débouchage Rior EU	1	0
	Débouchage Rior UN	1	0
RAMOUS	Débouchage Hydro Branchement	1	5
	Débouchage Rior EU	3	0
Total		7	15

Détail des opérations d'hydrocurage curatif effectuées sur le réseau et les branchements au cours de l'année :

Commune	Date	Adresse
PUYOÔ	14/11/23	187 Rue de la Poste
RAMOUS	11/01/23	290 Chemin De Larmentiu

Opération de passage caméra

Synthèse des passages caméra réalisés durant l'année :

Commune	Linéaire inspecté (ml)
PUYOÛ	2
RAMOUS	237
Total	239

Détail des passages caméra réalisés durant l'année :

Commune	Date	Adresse	Linéaire inspecté (ml)
PUYOÛ	14/11/23	187 Rue de la Poste	2
RAMOUS	12/04/23	4 Chemin Labartheta	237

Opérations de débouchage ponctuel

Détails des interventions ponctuelles de désobstruction de réseaux et/ou de branchements à l'aide d'un équipement tel qu'un RIOR, une canne ou une aspiratrice

Commune	Date	Adresse
PUYOÛ	14/11/23	187 rue De La Poste
	12/12/23	1915 Route Departementale 817
RAMOUS	10/01/23	290 Chemin De Larmentiu
	04/07/23	10 Lotissement Cassius
	06/07/23	Route de Bellocq

Opération sur postes de relevage

Synthèse des interventions sur les postes de relevage réalisées durant l'année :

Commune	Nombre
BELLOCQ	4
PUYOÛ	11
RAMOUS	3
Total	18

Détail des interventions sur les postes de relevage réalisées durant l'année :

Commune	Date	Adresse
BELLOCQ	04/01/23	Relevage entrée STEP
	06/09/23	Réseau communal de Bellocq
	07/04/23	Relevage entrée STEP
	17/10/23	Relevage entrée STEP
PUYOÛ	04/09/23	Relevage Puyoû Darambide Chemin de la Sablière
	04/09/23	Relevage Puyoû Guicheny Route vieille église
	04/12/23	Relevage Puyoû rue de la poste - Lavoir

Commune	Date	Adresse
PUYOÛ	19/09/23	Relevage de Puyoû Quartier Armentiou
	19/12/23	Relevage Bellocq ZI Route de Salies
	19/12/23	Relevage Puyoû Darambide Chemin de la Sablière
	19/12/23	Relevage Puyoû Guicheny Route vieille église
	22/06/23	Relevage Bellocq ZI Route de Salies
	26/01/23	Relevage Bellocq ZI Route de Salies
	27/04/23	Relevage Puyoû Guicheny Route vieille église
	28/03/23	Relevage Puyoû Darambide Chemin de la Sablière
RAMOUS	01/02/23	Relevage Ramous Impasse des Acacias
	13/07/23	Relevage Ramous Impasse des Acacias
	20/11/23	Relevage Ramous Impasse des Acacias

Les casses ou fuites du réseau

Les casses sur conduites

Détail des fuites, ou des casses, réparées sur conduites :

Commune	Nature	Date	Adresse
PUYOÛ	Amiante ciment	18/01/23	62 Chemin De Coutrouilh 64270 Puyoû
	Amiante ciment	17/07/23	11 Lotissement Cassius 64270 Puyoû

LES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE

Les interventions de maintenance 2ème niveau

Synthèse des interventions de maintenance 2^{ème} niveau :

Commune	Nombre d'interventions de type curatif	Nombre d'interventions de type préventif	Total
BELLOCQ	6	0	6
PUYOÛ	4	2	6
RAMOUS	2	0	2
Total	12	2	14

Détail des interventions de maintenance 2^{ème} niveau :

Commune	Libellé de l'installation	Équipement concerné	Date	Type d'intervention
BELLOCQ	STEP de Puyoû Ramous Bellocq	Ballon anti-bélier (eau industrielle)	14/04/23	Curatif
	STEP de Puyoû Ramous Bellocq	Pompe eau industrielle	25/04/23	Curatif
	STEP de Puyoû Ramous Bellocq	Pressostat de la pompe d'eau industrielle	10/05/23	Curatif
	STEP de Puyoû Ramous Bellocq	Débitmètre d'extraction des boues	21/06/23	Curatif
	STEP de Puyoû Ramous Bellocq	SOFREL	10/08/23	Curatif
	STEP de Puyoû Ramous Bellocq	Horloge extraction des boues	16/08/23	Curatif
PUYOÛ	Relevage de Puyoû Quartier Armentiou	Pompes de relevage	16/08/23	Curatif
	Relevage Puyoû Guicheny Route vieille église	Monorail avec chariot et palan	18/08/23	Préventif
	Relevage Ramous Impasse des Acacias	Monorail avec chariot et palan	18/08/23	Préventif
	Relevage Puyoû Guicheny Route vieille église	Poire de niveau	23/10/23	Curatif
	Relevage Bellocq ZI Route de Salies	Pompes de relevage	09/11/23	Curatif
	Relevage Bellocq ZI Route de Salies	Installation générale	22/11/23	Curatif
RAMOUS	Relevage Ramous Impasse des Acacias	Installation générale	27/01/23	Curatif
	Relevage Ramous Impasse des Acacias	Barre de guidage	01/02/23	Curatif

Les interventions de contrôle réglementaire sur les installations électriques

Commune	Libellé de l'installation	Equipement concerné	Date
PUYOÛ	Relevage Bellocq ZI Route de Salies	Equipement électrique	27/04/23
PUYOÛ	Relevage Puyoû Darambide Chemin de la Sablière	Equipement électrique	27/04/23
PUYOÛ	Relevage Puyoû rue de la poste - Lavoir	Equipement électrique	13/07/23

Les interventions de contrôle réglementaire sur les appareils de levage

Commune	Libellé de l'installation	Equipement concerné	Date
BELLOCQ	STEP de Puyoû Ramous Bellocq	Pied de potence seul n°1 relevage	26/04/23
	STEP de Puyoû Ramous Bellocq	Potence sur pied avec treuil niveau bassin à boues	26/04/23
	STEP de Puyoû Ramous Bellocq	Pied de potence seul n°3 relevage	02/05/23
	STEP de Puyoû Ramous Bellocq	Potence sur pied avec treuil poste de relevage	02/05/23
	STEP de Puyoû Ramous Bellocq	Potence sur pied avec treuil recirculation	02/05/23
	STEP de Puyoû Ramous Bellocq	Potence sur pied avec treuil agitateur silo à boues	02/05/23
PUYOÛ	Relevage Puyoû Guicheny Route vieille église	Potence sur pied nue pompes	27/04/23
	Relevage Puyoû Guicheny Route vieille église	Monorail avec chariot et palan	27/04/23
RAMOUS	Relevage Ramous Impasse des Acacias	Potence sur pied nue pompes	27/04/23

LES OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT

Les Opérations de renouvellement dans le Cadre du programme contractuel :

Un **Programme Contractuel de Renouvellement** implique un engagement de la part du Déléataire à exécuter un programme préétabli d'opérations de renouvellement. Une dotation annuelle lissée est définie à partir d'un calendrier prévisionnel détaillé des opérations de renouvellement.

Le montant des dépenses effectuées correspond à l'affectation des dépenses au Programme Contractuel. Le tableau de suivi englobe toutes les années depuis la signature du contrat jusqu'à l'année en cours, y compris le solde actuel du Programme.

Les Opérations de renouvellement dans le Cadre du fonds contractuel :

Un **Fonds Contractuel de Renouvellement** implique un prélèvement annuel sur les recettes du service, tel que défini contractuellement, afin de financer des dépenses de renouvellement dans le cadre d'une planification pluriannuelle spécifique. La liste des équipements couverts par ce Fonds Contractuel de Renouvellement a été établie lors de la signature du contrat.

Le montant des dépenses effectuées correspond à l'affectation des dépenses au Fonds Contractuel. Le tableau de suivi englobe toutes les années depuis la signature du contrat jusqu'à l'année en cours, y compris le solde actuel du fonds.

RenCpt

La garantie pour la continuité de service :

Une **Garantie** est un renouvellement fonctionnel qui se traduit par un engagement contractuel visant à assurer le bon fonctionnement des installations. Elle est mise en place indépendamment d'un programme contractuel et ne nécessite pas le remboursement des montants non utilisés à la fin du contrat. C'est une « assurance » de bon fonctionnement pour la collectivité.

Les tableaux reprennent ci-après les opérations de renouvellement :

RENOUVELLEMENT DANS LE CADRE DU PROGRAMME

6442000102 - SYNDICAT DE PUYOO BELLOCQ RAMOUS Contrat du : 01/01/2014 au : 31/12/2025 - Clause de renouvellement : G+P+C Dotations non actualisées du programme au : 31/12/2023	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Total (€)
Dotations(€)	5 417	5 417	5 417	5 417	5 417	5 417	5 417	12 454	5 417	5 417	5 417	5 417	72 041

[illegible][illegible]

6442000102 - SYNDICAT DE PUYOO BELLOCQ RAMOUS Contrat du : 01/01/2014 au : 31/12/2025 - Clause de renouvellement : G+P+C Renouvellement Réalisé en programme au : 31/12/2023	Code Matériel	Libellé Matériel	Programmé au contrat	Description Opération	Numéro Intervention	Type Renouvellement	Date réalisation	Montant
64108SE00001 - STEP de Puyoo Ramous Bellocq / IFE00014270 - Débitmètre station (6442ST004)	IFE00014270	Débitmètre station (6442ST004)	Programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	1000322849	TOTAL	08/12/2021	2 138
64108SE00001 - STEP de Puyoo Ramous Bellocq / IRP00001864 - Préleveur sortie	IRP00001864	Préleveur sortie	Programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	34667389	TOTAL	31/10/2017	3 510
64108SE00001 - STEP de Puyoo Ramous Bellocq / IRP00001865 - Préleveur EB	IRP00001865	Préleveur EB	Programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	34667390	TOTAL	31/10/2017	3 510
64108SE00001 - STEP de Puyoo Ramous Bellocq / PCS00021052 - Pompe eau industrielle	PCS00021052	Pompe eau industrielle	Programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	34516225	TOTAL	30/04/2016	851
64108SE00001 - STEP de Puyoo Ramous Bellocq / PGA00002061 - Pompe à Boues	PGA00002061	Pompe à Boues	Programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	34399531	TOTAL	16/11/2014	1 200
64108SE00001 - STEP de Puyoo Ramous Bellocq / PSB00033223 - Pompe recirculation et extraction	PSB00033223	Pompe recirculation et extraction	Programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	34670508	TOTAL	21/11/2017	1 003
64108SE00001 - STEP de Puyoo Ramous Bellocq / PSB00038229 - Pompe relevage n°2	PSB00038229	Pompe relevage n°2	Programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	34366273	TOTAL	30/06/2014	1 700
64108SE00001 - STEP de Puyoo Ramous Bellocq / SDG00001534 - Dégrilleur automatique	SDG00001534	Dégrilleur automatique	Programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel LA 6442000102-P-2021	1000581703	TOTAL	17/11/2021	26 784
64461PR00002 - Relevage Puyoo Guicheny Route vieille église / PSB00036193 - Pompe n°2	PSB00036193	Pompe n°2	Programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	93031927	TOTAL	22/11/2019	2 893
64461PR00003 - Relevage Bellocq ZI Route de Salies / NCA00041627 - Armoire de commande	NCA00041627	Armoire de commande	Programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	1002823506	TOTAL	07/01/2023	2 633
64461PR00003 - Relevage Bellocq ZI Route de Salies / PSB00036197 - Pompe N°1	PSB00036197	Pompe N°1	Programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	97701819	TOTAL	15/06/2021	2 673
64461PR00003 - Relevage Bellocq ZI Route de Salies / PSB00041131 - Pompe n°2	PSB00041131	Pompe n°2	Programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	34461861	TOTAL	30/06/2015	2 504
Total								51 399
Légende : Programmé au contrat = année de renouvellement > 1								

RENOUVELLEMENT DANS LE CADRE DE LA GARANTIE

[illegible][illegible][illegible]

6442000102 - SYNDICAT DE PUYOO BELLOCQ RAMOUS Contrat du : 01/01/2014 au : 31/12/2025 - Clause de renouvellement : G+P+C Renouvellement Réalisé en garantie au : 31/12/2023	Code Matériel	Libellé Matériel	Programmé au contrat	Description Opération	Numéro Intervention	Type Renouvellement	Date réalisation	Montant
64108SE00001 - STEP de Puyoo Ramous Bellocq / DAM00009213 - Ballon anti-bélier (eau industrielle)	DAM00009213	Ballon anti-bélier (eau industrielle)	Non programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	1004542074	TOTAL	16/03/2023	
64108SE00001 - STEP de Puyoo Ramous Bellocq / PSB00034576 - Pompe relevage N°1	PSB00034576	Pompe relevage N°1	Non programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	34413513	TOTAL	16/11/2014	
64108SE00001 - STEP de Puyoo Ramous Bellocq / PSB00034576 - Pompe relevage N°1	PSB00034576	Pompe relevage N°1	Non programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	91135420	TOTAL	14/10/2019	
64108SE00001 - STEP de Puyoo Ramous Bellocq / SDG00001737 - Dégrilleur automatique	SDG00001737	Dégrilleur automatique	Non programmé au contrat	Renouvellement du composant :Grille dégrilleur	34367712	TOTAL	15/08/2014	
64108SE00001 - STEP de Puyoo Ramous Bellocq / SDG00001737 - Dégrilleur automatique	SDG00001737	Dégrilleur automatique	Non programmé au contrat	Renouvellement du composant :Motoréducteur dégrilleur	34443577	TOTAL	15/05/2015	
64461PR00001 - Relevage Puyoo Darambide Chemin de la Sablière / PSB00038417 - Pompe N°2	PSB00038417	Pompe N°2	Non programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	90917699	TOTAL	07/10/2019	
64461PR00003 - Relevage Bellocq ZI Route de Salies / IFE00014269 - Débitmètre Bellocq ZI (6442PR005)	IFE00014269	Débitmètre Bellocq ZI (6442PR005)	Non programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	97639072	PARTIEL	09/06/2021	
64461PR00003 - Relevage Bellocq ZI Route de Salies / PSB00041131 - Pompe n°2	PSB00041131	Pompe n°2	Non programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	34635451	TOTAL	31/03/2017	
Total								11 300
Légende : Programmé au contrat = année de renouvellement > 1								

RENOUVELLEMENT DANS LE CADRE DU COMPTE

6442000102 - SYNDICAT DE PUYOO BELLOCQ RAMOUS Contrat du : 01/01/2014 au : 31/12/2025 - Clause de renouvellement : G+P+C Dotations non actualisées du compte au : 31/12/2023	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Total (€)
Dotations(€)	4 076	4 030	4 096	4 237	4 237	4 237	4 237	-3 286	4 237	4 237	4 237	4 237	42 810

[illegible][illegible]

6442000102 - SYNDICAT DE PUYOO BELLOCQ RAMOUS Contrat du : 01/01/2014 au : 31/12/2025 - Clause de renouvellement : G+P+C Renouvellement Réalisé en compte au : 31/12/2023	Code Matériel	Libellé Matériel	Programmé au contrat	Description Opération	Numéro Intervention	Type Renouvellement	Date réalisation	Montant
64108SE00001 - STEP de Puyoo Ramous Bellocq / IFE00015743 - Débitmètre US Eau Traitée	IFE00015743	Débitmètre US Eau Traitée	Non programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel LA 6442000102-C- 20210805-99269311	99269311	TOTAL	21/09/2021	1 194
64108SE00001 - STEP de Puyoo Ramous Bellocq / KST00042805 - Télésurveillance	KST00042805	Télésurveillance	Non programmé au contrat	remplacement carte SIM LA-6442000102-C- 20230106-3	1004243548	PARTIEL	09/02/2023	620
64108SE00001 - STEP de Puyoo Ramous Bellocq / NPV00017987 - Démarreur turbine d'aération	NPV00017987	Démarreur turbine d'aération	Non programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel LA 6442000102-C- 20200422-94517491	94517491	TOTAL	11/08/2020	634
64461PR00001 - Relevage Puyoo Darambide Chemin de la Sablère / KST00040755 - Télésurveillance	KST00040755	Télésurveillance	Non programmé au contrat	Remplacement carte SIM LA-6442000102-C- 20230106-3	1004242233	PARTIEL	09/02/2023	620
64461PR00002 - Relevage Puyoo Guicheny Route vieille église / GOU00022336 - Porte	GOU00022336	Porte	Non programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel LA- 6442000102-C- 20230608 N°6	1005579213	TOTAL	11/08/2023	2 200
64461PR00002 - Relevage Puyoo Guicheny Route vieille église / KST00041072 - Télésurveillance	KST00041072	Télésurveillance	Non programmé au contrat	Remplacement carte SIM LA-6442000102-C- 20230106-3	1004242871	PARTIEL	09/02/2023	620
64461PR00002 - Relevage Puyoo Guicheny Route vieille église / OCR00000734 - Amélioration et sécurisation de l'évacuation dégrillage	OCR00000734	Amélioration et sécurisation de l'évacuation dégrillage	Non programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel LA- 6442000102-C- 20230608 N°5	1005579332	TOTAL	11/08/2023	3 400
64461PR00002 - Relevage Puyoo Guicheny Route vieille église / PSB00037804 - Pompe n°1	PSB00037804	Pompe n°1	Non programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	90917714	TOTAL	28/03/2019	3 608
64461PR00002 - Relevage Puyoo Guicheny Route vieille église / XTU00048732 - Tuyauterie	XTU00048732	Tuyauterie	Non programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	34712272	TOTAL	31/01/2018	16 280
64461PR00003 - Relevage Bellocq ZI Route de Salies / KST00042707 - Télésurveillance	KST00042707	Télésurveillance	Non programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	34391377	TOTAL	30/09/2014	1 132
64461PR00003 - Relevage Bellocq ZI Route de Salies / KST00042707 - Télésurveillance	KST00042707	Télésurveillance	Non programmé au contrat	remplacement carte SIM LA-6442000102-C- 20230106-3	1004241210	PARTIEL	09/02/2023	620
64461PR00004 - Relevage de Puyoo Quartier Armentiou / KST00043468 - Télésurveillance	KST00043468	Télésurveillance	Non programmé au contrat	reprogrammation télégestion LA- 6442000102-C- 20230106-3	1004243626	PARTIEL	09/02/2023	250
64462PR00001 - Relevage Ramous Impasse des acacias / GSB00008872 - Barres de guidage	GSB00008872	Barres de guidage	Non programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	1004384984	TOTAL	26/02/2023	286
64462PR00001 - Relevage Ramous Impasse des acacias / KST00043669 - Télésurveillance	KST00043669	Télésurveillance	Non programmé au contrat	reprogrammation télégestion LA- 6442000102-C- 20230106-3	1004243651	PARTIEL	09/02/2023	250
Total								31 714
Légende : Programmé au contrat = année de renouvellement > 1								

ATTESTATIONS D'ASSURANCES

Attestation Dommages aux Biens



ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES dont le siège social est situé 14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 Le Mans Cedex09, certifions par la présente que la Société :

SAUR SAS
11 Chemin de Bretagne
CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

agissant tant pour son compte que pour celui de qui il appartiendra et notamment pour le compte de ses filiales, est assurée par le contrat Tous Risques Sauf n°127 100 212.

Ce contrat garantit l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers :

- En propriété ou loués,
- Vendus avec une clause de réserve de propriété,
- Appartenant à autrui, lorsque l'assuré en est, à titre onéreux ou gratuit, utilisateur, occupant, gardien ou détenteur à quelque titre que ce soit,
- Appartenant au personnel de l'Assuré, lorsque que lesdits biens sont situés dans les établissements assurés,
- Tous titres de paiement désignés sous le titre générique de valeurs,

Ainsi que les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les événements suivants :

Incendie, Foudre, Explosions, Implosions et électricité, Chute d'appareils de navigation aérienne et franchissement du mur du son, Tempêtes, ouragans, cyclones, tornades, Grêle, chute et/ou poids de la neige et/ou de la glace, Ruissellement d'eau, de boue ou de lave, Glissements et effondrements de terrains, Inondation, Séismes, Eruption volcanique, Raz-de-marée, Chocs de véhicules terrestres à moteur, Fumées, Bris de glaces, Dégâts des eaux, Emeutes, Mouvements populaires, Vandalisme, Malveillance, Sabotage, Terrorisme et Attentats en France (art.L126-2 et L126-3 du Code des Assurances), Vol, Détériorations immobilières consécutives à un vol ou une tentative de vol, Gel (dommages aux installations), Bris de Machines, Catastrophes naturelles (art.L125-1 et suivants du Code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions du contrat cité en référence ci-dessus.

La présente attestation d'assurance, valable du 1^{er} Avril 2023 au 31 Mars 2024 inclus, sous réserve du paiement de la prime, est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager les assureurs au-delà des limites de garanties de la police à laquelle elle se réfère

Fait à Paris, le 29 Mars 2023

MMA IARD SA
RCS Le Mans 440 048 882
Siège social :
14 bd Marie et Alexandre Oyon
72030 LE MANS CEDEX 9

MMA IARD Assurances Mutuelles, Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes – RCS Le Mans 775 652 126
MMA IARD Société anonyme au capital de 537 052 368 euros – RCS Le Mans 440 048 882
Sièges sociaux : 14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon 72030 Le Mans CEDEX 9 – Entreprises régies par le code des assurances

Attestation d'Assurance

Nous, soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE, Succursale en France**, situé 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex, certifions par la présente que la Société :

SAUR SAS
11, Chemin de Bretagne
CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, et notamment de :

SAUR SAS
11 Chemin de Bretagne - CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00281523** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incombent dans l'exercice de ses activités en raison de dommages causés à des tiers.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Responsabilité Civile Exploitation

Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus20.000.000 euros par sinistre

Responsabilité Civile Après Livraison / Réception

Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus20.000.000 euros par année d'assurance

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période d'assurance : du 01/04/2023 au 31/03/2024 inclus.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris la Défense, le 27 mars 2023

Pour la Compagnie


Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 cours Michelet - CS 30051
92076 Paris La Défense Cedex
487 424 608 RCS Nanterre

Signé par : **Juliette ALLAVOINE**
E-mail : **juliette.allavoine@allianz.com**
Heure de signature : **27-03-2023 10:17:00**
Adresse IP : **176.170.75.26**

Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 cours Michelet - CS 30051
92076 Paris La Défense Cedex
487 424 608 RCS Nanterre

Siège social :
Königinstrasse 28
80802 Munich
Allemagne

Société Européenne immatriculée en Allemagne sous le N° HRB 208312
Entreprise soumise au contrôle de la Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht
Graurheindorfer Strasse 108 - 53117 Bonn, Allemagne
www.agcs.allianz.com

Attestation Responsabilité civile décennale obligatoire (bâtiment)



ATTESTATION D'ASSURANCE

L'entreprise d'assurance GENERALI Iard, dont le siège social est situé 2 rue Pillet-Will, 75009 PARIS, atteste que :

STE SAUR
11, CHEMIN DE BRETAGNE
CS40082
92442 ISSY MOULINEAUX CEDEX
SIREN 339.379.984

Pour le compte de :
ALLIANCE ENVIRONNEMENT EXPLOITATION
130 Rue Clément ADER
34400 LUNEL
SIREN 489533059

Est titulaire d'un contrat d'assurance de responsabilité de nature décennale n° AP392620 pour la période de validité du 01/01/2023 au 31/12/2023 couvrant les activités professionnelles suivantes :

ENTREPRISE GÉNÉRALE

Réalisation de la totalité des travaux d'une opération de construction réalisés en tout ou partie par le personnel d'exécution de l'entreprise.

TERRASSEMENT

Défrichement, remise à niveau des terres, réalisation à ciel ouvert de creusement et de blindage de fouilles provisoire dans des sols, ainsi que des travaux de rabattement de nappes nécessaires à l'exécution des travaux, de remblai, d'enrochement non lié et de comblement (sauf des carrières) ayant pour objet soit de constituer par eux-mêmes un ouvrage soit de permettre la réalisation d'ouvrages. Cette activité comprend les sondages et forages.

VOIRIES RÉSEAUX DIVERS (V.R.D.)

Réalisation de réseaux de canalisations, de tous types de réseaux enterrés ou aériens, de systèmes d'assainissement autonome, de voiries, de poteaux et clôtures.
Réalisation d'espaces verts, y compris les travaux complémentaires de maçonnerie.
Cette activité comprend les travaux accessoires ou complémentaires de terrassement et de fouilles.

CONTRACTANT GENERAL

Réalisation d'une opération de construction portant sur la maîtrise d'oeuvre et l'exécution des travaux tous corps d'état, cette exécution étant donnée intégralement en sous-traitance.
Ces marchés sont pris uniquement dans le cadre de réalisation d'ouvrage de :

Voiries Réseaux Divers:

- réseaux et canalisation d'eau potable ou incendie,
- réseaux d'évacuation des eaux usées et pluviales,
- les ouvrages de voiries y compris fondations et terrassements

Ouvrages d'hygiène publique :

- stations de pompage, réservoirs et château d'eau,
- stations d'épuration des eaux usées et résiduaires,
- Usines de traitement de résidus ou d'effluents urbains,
- Collecteurs d'eaux usées ou pluviales,
- Usines de traitement d'eau potable,
- ouvrages liés à des opérations de traitement et de valorisation des déchets dont la construction d'unité de tri, compostage, incinération, plateforme de traitement de boues.

Generali Iard, S.A au capital de 94 630 300 euros – Entreprise régie par le code des assurances 552 062 663 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Generali Vie, S.A au capital de 332 321 184 euros – Entreprise régie par le code des assurances 602 062 481 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculées sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026



1. PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine ou dans les Départements d'Outre-Mer.
- aux chantiers dont le coût total de construction TTC tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 15.000.000 €.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P¹ ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P²,

pour des procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :

- d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Évaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P³,
- d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
- d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(¹) Les Règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en oeuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

(²) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 ») sont consultables sur le site internet du programme RAGE (www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr) et les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

(³) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

Generali Iard, S.A au capital de 94 630 300 euros – Entreprise régie par le code des assurances 552 062 663 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Generali Vie, S.A au capital de 332 321 184 euros – Entreprise régie par le code des assurances 602 062 481 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026



2. ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.</p> <p>Elle est gérée en capitalisation.</p>	<p>o En Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p>o Hors habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p>
	<p>o En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>La garantie couvre, pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3. GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.</p>	<p>6.000.000 € par sinistre</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.</p>	

Generali Iard, SA au capital de 94 630 300 euros – Entreprise régie par le code des assurances 532 062 663 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
 Generali Vie, SA au capital de 332 321 184 euros – Entreprise régie par le code des assurances 602 062 481 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
 Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculées sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026



Fait pour servir et valoir ce que de droit à PARIS, le 12/01/2023.

Karim BOUCHEMA
Directeur des Opérations
Generali Iard

Generali Iard, S.A au capital de 94 630 300 euros – Entreprise régie par le code des assurances 552 062 663 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Generali Vie, S.A au capital de 332 321 184 euros – Entreprise régie par le code des assurances 602 062 481 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculées sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

Attestation Responsabilité civile Atteinte à l'Environnement



ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, AIG Europe SA - Succursale pour la France – Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets, 92913 Paris La Défense Cedex, attestons par la présente que

SAUR SAS
11 Chemin de Bretagne - CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales, sont assurés par la police n° **7 201 983** contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant leur incomber en raison d'atteintes à l'environnement soudaines et accidentelles et/ou graduelles, de nuisances, de préjudice écologique ou de dommages environnementaux imputables à l'exercice de leurs activités et sites visés au contrat.

Garanties et limites :

Garanties	Limites par sinistre	Limites pour la période de garantie *
Tous dommages confondus :	25.000.000 €	25.000.000 €
- dont Garantie Responsabilité Civile (A) y compris au titre du préjudice écologique	25.000.000 €	25.000.000 €
- dont dommages matériels et immatériels	25.000.000 €	25.000.000 €
- dont dommages aux biens confiés et biens des préposés	5.000.000 €	15.000.000 €
- dont préjudice écologique du fait des produits, ouvrages ou déchets livrés	10.000.000 €	25.000.000 €
- dont Garantie Responsabilité Environnementale (B)	15.000.000 €	15.000.000 €
- dont dommages environnementaux en l'absence de pollution	15.000.000 €	15.000.000 €
- dont Garantie Frais de dépollution du Site (C)	15.000.000 €	15.000.000 €
- dont frais de décontamination et reconstruction y compris suite à une pollution subie	5.000.000 €	15.000.000 €
- dont frais relatifs à une pollution subie	15.000.000 €	15.000.000 €
- dont Garantie Frais de Prévention de dommages garantis (D)	25.000.000 €	25.000.000 €
- dont pour tout dommage ou tout frais généré par les substances perfluoroalkylées et/ou polyfluoroalkylées (PFAS) ou par tout produit qui résulterait de leur dégradation.	2.500.000 €	2.500.000 €
- dont garanties relevant de l'annexe « Etudes et travaux »	25.000.000 €	25.000.000 €
- dont garantie du fait des activités d'épandage de boue	5.000.000 €	15.000.000 €
- dont dommages causés par l'amiante selon les dispositions de l'article 12.1. ci-après	2.500.000 €	5.000.000 €
- dont extension communication de crise en cas de fait de pollution ou de dommages environnementaux garantis	150.000 €	500.000 €

* il est rappelé que la capacité est accordée en une seule enveloppe pour la période d'assurance sans renouvellement annuel des capacités.

Il est rappelé que sont inclus pour chaque garantie les Frais de défense associés (sans préjudice des dispositions de l'article 3.1.6. des Conditions générales relatif aux frais de défense lors de la mise en cause de la Responsabilité des dirigeants).

Territorialité : Monde hors Etats-Unis et Canada

Cette attestation est délivrée pour la période du **1^{er} avril 2023** au **1^{er} avril 2024 à zéro heure** pour servir et valoir ce que de droit. Elle est valable dans la seule limite des montants et conditions de garantie, franchises et exclusions du contrat précité et n'implique qu'une présomption de garanties à la charge de l'assureur sous réserve des réglementations locales applicables.

En cas de sinistre, les sommes dues par l'assureur au titre de la police citée ci-dessus seront payées au souscripteur du contrat.

Fait à Paris La Défense le 05 avril 2023

AIG Europe SA
Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets,
CS 60234 - 92913 Paris La Défense Cedex
Tel : +33 1 49 02 42 22
Facsimile : 01 49 02 44 04

AIG Europe S.A. – compagnie d'assurance au capital de 47 176 225 euros, immatriculée au Luxembourg (RCS n° B 218806).
Siège social : 35 D Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg.

Succursale pour la France : Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets, 92400 Courbevoie - RCS Nanterre 838 136 463
Adresse Postale : Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets, CS 60234, 92913 Paris La Défense Cedex - Téléphone : +33 1 49 02 42 22 - Facsimile : +33 1 49 02 44 04.

Attestation Tous risques chantiers

GENERALI Iard

Police Tous Risques Chantier / Tous Risques Montage Essais

Police N° AH 116929 - Attestation



Assuré : **SAUR SAS**
11 Chemin de Bretagne - CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

Police n° **AH 116929**

Période de validité :	du 1 ^{er} avril 2023 au 31 mars 2024
Fonctionnement de la garantie :	L'assurance s'applique aux marchés qui, au 1 ^{er} avril 2023, sont en cours d'exécution ou de maintenance et/ou aux marchés dont l'exécution commencera après cette date, dès lors que, pour chaque chantier : <ul style="list-style-type: none">• le coût estimé est inférieur à 30 000 000 euros.• la durée des travaux est inférieure à 36 mois• la durée des essais n'excède pas 12 mois Après réception (période de maintenance), les garanties se poursuivent sur une période de 12 mois.
Biens Assurés :	Tous travaux de construction, extension, réhabilitation, etc. de stations d'épuration, installations de traitement des eaux, usines de traitement de déchets, installations de traitement des résidus d'épuration, y compris par incinération.
Etendue de la garantie :	La prise en charge des frais de remplacement et/ou de remise en état des biens assurés et/ou de tout ou partie de ceux-ci qui seraient physiquement endommagés, détruits ou perdus de quelque manière et pour quelque cause que ce soit, sous réserve des exclusions spécifiques dans le contrat.
Territorialité :	Site du chantier ou abords immédiats pour les aires d'entreposage, pour des chantiers situés dans le monde entier, à l'exception : <ul style="list-style-type: none">• des ETATS-UNIS D'AMERIQUE, CANADA et AUSTRALIE• des pays sous embargo, et notamment des pays suivants : CORÉE DU NORD, SYRIE, CRIMÉE, IRAN et VENEZUELA

La présente attestation est valable pour la période du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager **GENERALI Iard** au-delà des clauses, conditions et limites du contrat d'assurance auquel elle se réfère.

Fait à Paris, le 28 mars 2023

GENERALI Iard
SA au capital de 94 630 300 Euros
Entreprise régie par le Code des Assurances
Siège Social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris
RCS PARIS B 552 062 663

GENERALI Iard

Société anonyme au capital de 94 630 300 euros
Entreprise régie par le Code des assurances – 552 062 663 RCS Paris
Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75456 Paris cedex 09
Société appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurance sous le numéro 026



SYNDICAT DE PUYOO BELLOCQ RAMOUS

2023

**Bilan annuel de fonctionnement du système
d'assainissement**



Table des matières

A. INFORMATIONS GENERALES - STEP DE PUYOO RAMOUS BELLOCQ.....	10
A.1. IDENTIFICATION ET DESCRIPTION SUCCINCTE.....	10
B. BILAN ANNUEL SUR LE SYSTEME DE COLLECTE	11
B.1. LES RACCORDEMENTS.....	11
B.1.1. Les raccordements domestiques.....	11
B.1.2. Les raccordements non domestiques : liste des établissements.....	11
B.2. TRAVAUX REALISES SUR LE SYSTEME DE COLLECTE	11
B.2.1. Surveillance de l'état du réseau : Passage caméra.....	11
B.3. L'ENTRETIEN DU SYSTEME DE COLLECTE	11
B.3.1. Les postes de relèvement.....	11
B.3.2. Récapitulatif des opérations d'entretien	12
B.3.3. Tableau récapitulatif des déversements par mois en point A1, R1 et la pluie.....	13
B.4. CONCLUSION DU BILAN ANNUEL SUR LE SYSTEME DE COLLECTE.....	13
C. BILAN ANNUEL SUR LE SYSTEME DE TRAITEMENT - STEP DE PUYOO RAMOUS BELLOCQ	14
C.1. BILAN SUR LES VOLUMES	14
C.1.1. Volume entrant dans le système de traitement.....	14
C.1.2. Volume sortant du système de traitement	14
C.1.3. Evolutions des volumes totaux annuels entrant et sortant	14
C.2. BILAN SUR LA POLLUTION TRAITEE ET REJETEE	16
C.2.1. Evolutions des charges entrantes annuelles.....	17
C.2.2. La pollution entrante dans le système de traitement	18
C.2.3. La pollution déversée en tête de station	19
C.2.4. La pollution sortante du système de traitement	20
C.2.5. Le calcul des rendements	21
C.2.6. Le suivi du milieu récepteur.....	22
C.3. BILAN SUR LES BOUES, LES AUTRES SOUS-PRODUITS ET LES APPORTS EXTERIEURS	23
C.3.1. Les boues.....	23
C.3.2. Les autres sous-produits.....	25
C.4. BILAN DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE ET DE REACTIFS	25
C.4.1. Quantités d'énergie consommée au cours de l'année	25
C.4.2. Quantités de réactifs consommés sur l'année	25
C.5. LES FAITS MARQUANTS SUR LE SYSTEME DE TRAITEMENT, Y COMPRIS LES FAITS RELATIFS A L'AUTO-SURVEILLANCE.....	25
C.5.1. Liste des faits marquants sur le système de traitement.....	25
C.6. RECAPITULATIF ANNUEL DU FONCTIONNEMENT DU SYSTEME DE TRAITEMENT ET EVALUATION DE LA CONFORMITE	25
Paramètres physicochimiques.....	25
C.7. SYNTHESE DU SUIVI METROLOGIQUE DU DISPOSITIF D'AUTOSURVEILLANCE	28
C.8. BILAN ANNUEL SUR LE SYSTEME DE TRAITEMENT	28
LE GLOSSAIRE	30
LES NOUVEAUX TEXTES REGLEMENTAIRES.....	35

A. INFORMATIONS GENERALES – STEP DE PUYOO RAMOUS BELLOCQ

A.1. IDENTIFICATION ET DESCRIPTION SUCCINCTE

Agglomération d'assainissement			Code Sandre	050000164461
Commune	BELLOCQ			
Taille de l'agglomération				
Système de collecte			Code Sandre	- 0564461V001
Nom	STEP de Puyoo Ramous Bellocq			
Type(s) de réseau	-			
Industriels raccordés	NON			
Exploitant	SAUR			
Personne à contacter	-			
Station de traitement des eaux usées			Code Sandre	0564461V001
Nom	STEP de Puyoo Ramous Bellocq			
Lieu d'implantation	BELLOCQ			
Date de mise en œuvre	1980			
Maître d'ouvrage	SYNDICAT DE PUYOO BELLOCQ RAMOUS			
Capacité Nominale	Organique en kg/jour de DBO5	Hydraulique en m³/jour	Q Pointe en m³/heure	Equivalent habitant
Temps sec	150	375	0	2 500
Temps pluie		375		
Débit de référence	521 m³/j			
Charge entrante en DBO5 maximale (année 2023)			42,37 kg/jour	706 eq. Hab.
File Eau	Type de traitement		Traitement secondaire SE	
	Filière de traitement		-	
File Boue	Type de traitement		Pas de traitement sur site, Epaissement mécanique	
	Filières de traitement		-	
Exploitant	SAUR			
Personne à contacter	-			
Milieu récepteur				
Nom	Gave de Pau			
Masse d'eau	-			
Type	Rejet superficiel			
	Rejet souterrain			

B. BILAN ANNUEL SUR LE SYSTEME DE COLLECTE

B.1. LES RACCORDEMENTS

B.1.1. Les raccordements domestiques

Commune (ou partie de commune comprise dans la zone de collecte)	Code INSEE	Population raccordable de la zone collectée	Nombre total de branchements
BELLOCQ	64108	923	378
PUYOO	64461	1 130	494
RAMOUS	64462	303	121
Total		2 356	993

B.1.2. Les raccordements non domestiques : liste des établissements

Entreprise BIGNALET

B.2. TRAVAUX REALISES SUR LE SYSTEME DE COLLECTE

- Janvier PR des Acacias reprise entière du refoulement
- Janvier fuite sur le PR GUICHENUY réparation du tuyau de refoulement
- Entretien sur le PR GUICHENUY remplacement porte, peinture, grille d'aération renouvelée. Basculement de la communication en IP
- Récupération de 2 postes PR MARCADIEU à Bellocq et PR du LAVOIR à Puyoo

B.2.1. Surveillance de l'état du réseau : Passage caméra

Synthèse des passages caméra

Commune	Linéaire inspecté (ml)
PUYOO	2
RAMOUS	237
Total	239

Détail des passages caméra

Commune	Date	Adresse	Linéaire inspecté (ml)
PUYOO	14/11/23	-	2
RAMOUS	12/04/23	4 Chemin Labartheta	237

B.3. L'ENTRETIEN DU SYSTEME DE COLLECTE

B.3.1. Les postes de relèvement

Commune	Libellé	Capacité nominale	Date de mise en service	Télésurveillance	Groupe électrogène
PUYOO	Relevage Bellocq ZI Route de Salies	66 m³/h	1998	Oui	Non
PUYOO	Relevage de Puyoo Quartier Armentiou	0 m³/h	2014	Oui	Non
PUYOO	Relevage Puyoo Darambide Chemin de la Sablière	20 m³/h	1992	Oui	Non

Commune	Libellé	Capacité nominale	Date de mise en service	Télésurveillance	Groupe électrogène
PUYOO	Relevage Puyoo Guicheny Route vieille église	20 m³/h	1980	Oui	Non
PUYOO	Relevage Puyoo rue de la poste - Lavoir	-	2020	Oui	Non
RAMOUS	Relevage Ramous Impasse des acacias	21.5 m³/h	1992	Oui	Non

B.3.2. Récapitulatif des opérations d'entretien

Opérations d'hydrocurage préventif

Synthèse des interventions d'hydrocurage préventif

Commune	Linéaire EU (ml)	Linéaire EP (ml)	Linéaire Unitaire (ml)	Total (ml)
BELLOCQ	0	0	404	404
PUYOO	1891	0	0	1891
RAMOUS	560	0	650	1210
Total	2451	0	1054	3505

Détail des interventions d'hydrocurage préventif

Commune	Date	Adresse	Linéaire curé
BELLOCQ	18/09/23	9 Route De Bérenx	404
BELLOCQ	16/10/23	-	0
PUYOO	23/08/23	Impasse La Glaciere	0
PUYOO	20/10/23	-	300
PUYOO	31/10/23	-	700
PUYOO	28/12/23	212 Rue De La Poste	891
RAMOUS	12/04/23	4 Chemin Labartheta	470
RAMOUS	23/08/23	2362 Route Departementale 817	0
RAMOUS	26/12/23	10 Lotissement Cassius	650
RAMOUS	27/12/23	9 Lotissement Cassius	90

Opérations de débouchage et d'hydrocurage ponctuelles du réseau

Synthèse des interventions de débouchage ponctuel de réseaux/branchements

Commune	Type	Nombre	Linéaire hydrocuré (mL)
PUYOO	Débouchage Hydro EU	1	10
PUYOO	Débouchage Rior EU	1	0
PUYOO	Débouchage Rior UN	1	0
RAMOUS	Débouchage Hydro Branchement	1	5
RAMOUS	Débouchage Rior EU	3	0
Total		7	15

Intervention de débouchage ponctuel de réseaux/branchements avec camion hydrocureur

Commune	Date	Adresse
PUYOO	14/11/23	-
RAMOUS	11/01/23	290 Chemin De Larmentiu

Interventions de débouchage ponctuel de réseaux/branchements avec RIOR/Cannes/Aspiratrice :

Commune	Date	Adresse
PUYOO	14/11/23	Rue De La Poste
PUYOO	12/12/23	1915 Route Departementale 817
RAMOUS	10/01/23	290 Chemin De Larmentiu
RAMOUS	04/07/23	10 Lotissement Cassius

RAMOUS	06/07/23	-
--------	----------	---

Synthèse des interventions d'entretien des postes de relevage

Commune	Nombre
BELLOCQ	4
PUYOO	11
RAMOUS	3
Total	18

Détail des interventions sur les postes de relevage :

Commune	Date	Adresse
BELLOCQ	04/01/23	Relevage
BELLOCQ	06/09/23	Réseau communal de Bellocq - 6442000102
BELLOCQ	07/04/23	Relevage
BELLOCQ	17/10/23	Relevage
PUYOO	04/09/23	Relevage Puyoo Darambide Chemin de la Sablière
PUYOO	04/09/23	Relevage Puyoo Guicheny Route vieille église
PUYOO	04/12/23	Relevage Puyoo rue de la poste - Lavoir
PUYOO	19/09/23	Relevage de Puyoo Quartier Armentiou
PUYOO	19/12/23	Relevage Bellocq ZI Route de Salies
PUYOO	19/12/23	Relevage Puyoo Darambide Chemin de la Sablière
PUYOO	19/12/23	Relevage Puyoo Guicheny Route vieille église
PUYOO	22/06/23	Relevage Bellocq ZI Route de Salies
PUYOO	26/01/23	Relevage Bellocq ZI Route de Salies
PUYOO	27/04/23	Relevage Puyoo Guicheny Route vieille église
PUYOO	28/03/23	Relevage Puyoo Darambide Chemin de la Sablière
RAMOUS	01/02/23	Relevage Ramous Impasse des acacias
RAMOUS	13/07/23	Relevage Ramous Impasse des acacias
RAMOUS	20/11/23	Relevage Ramous Impasse des acacias

B.3.3. Tableau récapitulatif des déversements par mois en point A1, R1 et la pluie

Type	Installation	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
PLUIE (mm)	STEP de Puyoo Ramous Bellocq	180	31	73	117	50	130	27	81	96	154	279	158	1 376

B.4. CONCLUSION DU BILAN ANNUEL SUR LE SYSTEME DE COLLECTE

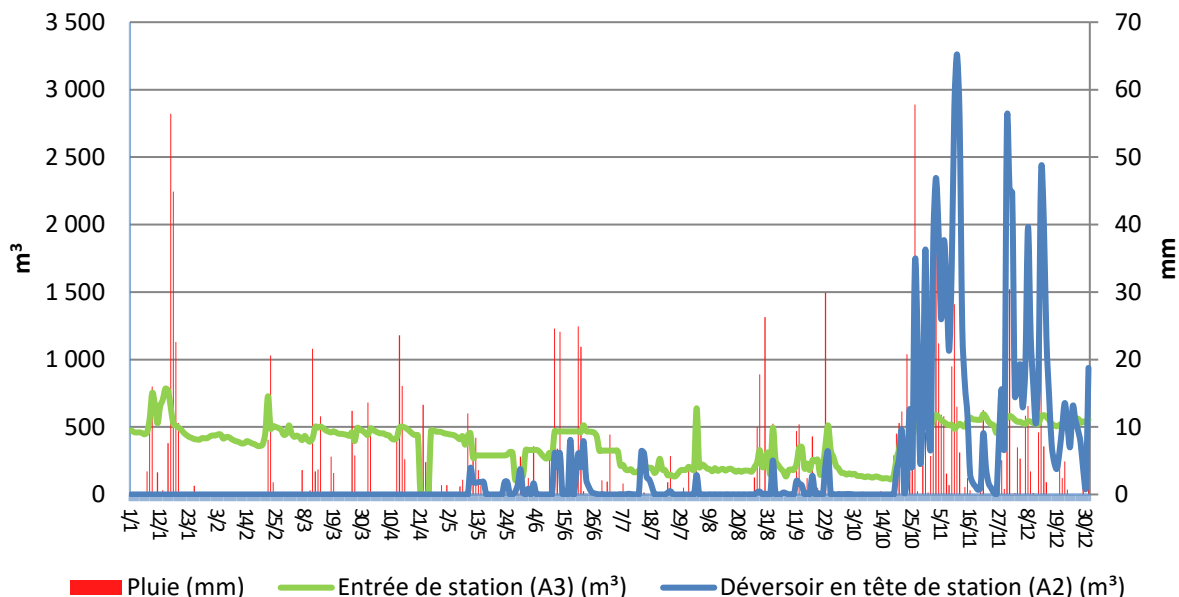
Bon fonctionnement du réseau cette année

C. BILAN ANNUEL SUR LE SYSTEME DE TRAITEMENT – STEP DE PUYOO RAMOUS BELLOCQ

C.1. BILAN SUR LES VOLUMES

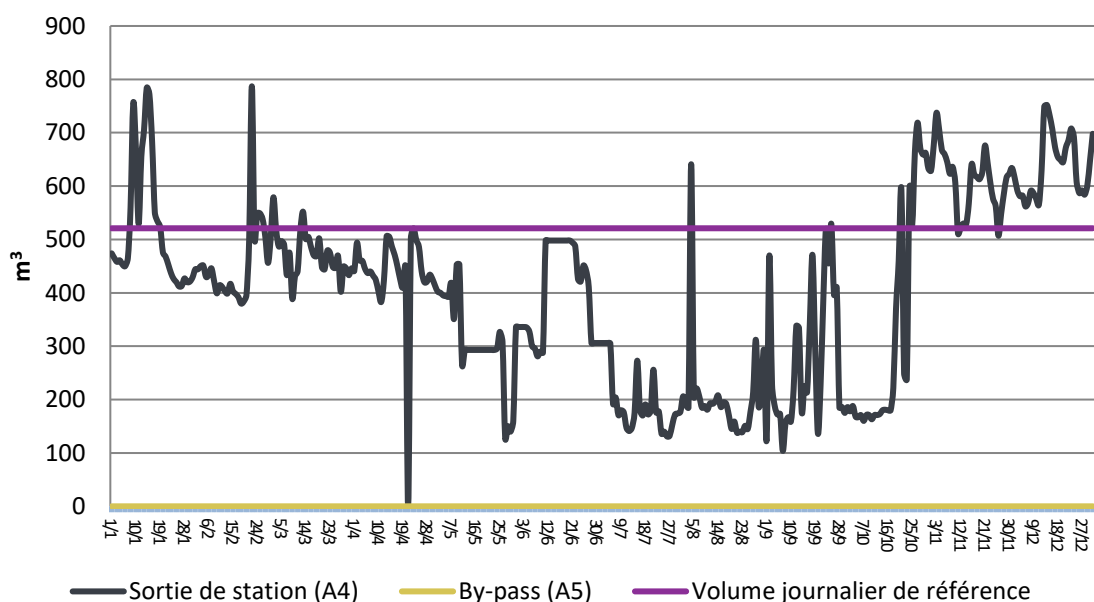
C.1.1. Volume entrant dans le système de traitement

Volume journalier au niveau du déversoir en tête de station (A2) et de l'entrée de la station (A3) en m³/j



C.1.2. Volume sortant du système de traitement

Volume journalier au niveau de l'entrée (A3), de la sortie (A4) et au niveau du Bypass (A5) en m³/j

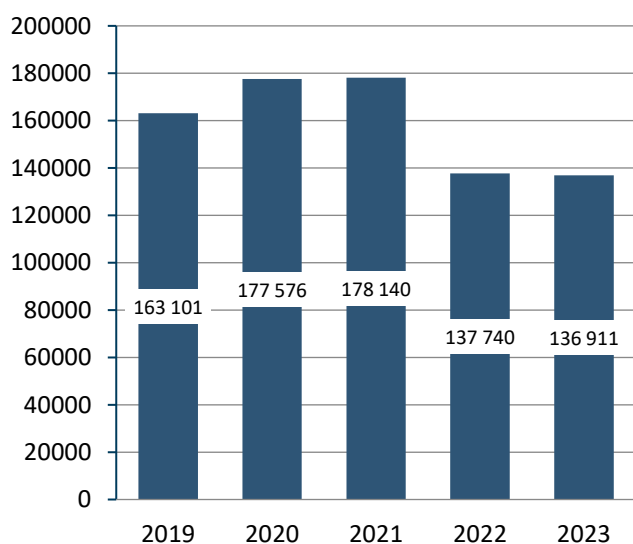


C.1.3. Evolutions des volumes totaux annuels entrant et sortant

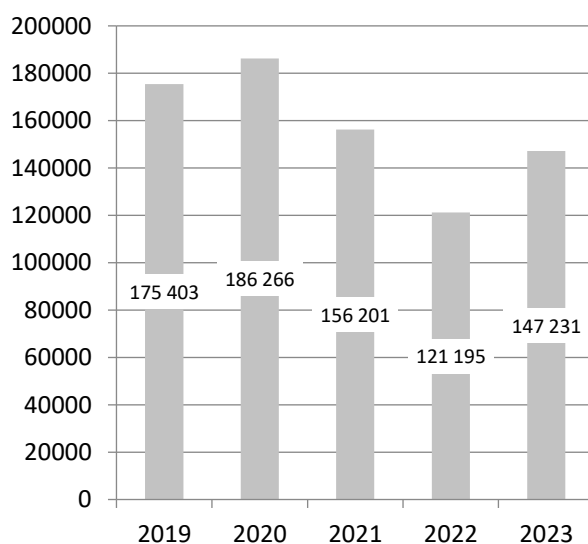
Mesure	Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Jui.	Aout	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
Entrée de station (A3) (m3)	2019	13 067	12 955	12 190	14 656	13 144	13 719	10 561	9 750	7 997	10 664	21 731	22 667	163 101

Entrée de station (A3) (m3)	2020	17 674	13 906	19 869	13 812	16 594	11 897	7 795	7 939	7 922	19 779	13 834	26 555	177 576
Entrée de station (A3) (m3)	2021	23 109	20 852	16 805	12 458	16 905	14 154	10 382	9 751	10 628	10 237	14 773	18 086	178 140
Entrée de station (A3) (m3)	2022	16 589	13 571	15 498	15 384	9 731	8 917	7 368	8 171	8 203	9 131	11 632	13 545	137 740
Entrée de station (A3) (m3)	2023	15 940	12 097	14 047	11 919	9 818	11 971	6 379	6 602	7 151	8 012	16 139	16 836	136 911
Sortie de station (A4) (m3)	2019	13 691	13 432	11 939	15 631	14 212	15 772	11 791	10 495	7 743	11 610	24 471	24 616	175 403
Sortie de station (A4) (m3)	2020	19 366	14 082	21 115	14 006	16 435	11 688	8 200	8 241	8 417	20 942	13 942	29 832	186 266
Sortie de station (A4) (m3)	2021	23 229	21 096	16 649	11 690	17 787	16 027	360	0	0	11 292	16 149	21 922	156 201
Sortie de station (A4) (m3)	2022	16 144	13 365	12 334	13 119	7 642	6 591	5 348	6 256	6 283	8 853	11 817	13 443	121 195
Sortie de station (A4) (m3)	2023	16 147	12 700	14 632	13 093	9 697	12 155	6 053	6 350	8 156	10 221	18 305	19 722	147 231
Déversoir en tête station (A2) (m3)	2023	0	0	0	0	1 142	2 573	976	201	1 248	8 016	31 094	26 714	71 964
Pluie (mm)	2019	145,6	27,6	43,2	154	90,4	98,2	41,8	80,8	39,8	118,4	366,6	139,6	1 346
Pluie (mm)	2020	19,4	8	94	24,2	11	125,2	16,4	28,4	94,8	276,6	19,4	417,4	1 134,8
Pluie (mm)	2021	160,8	22,4	0	51	76,5	72,7	53	28	106	66	0	131,6	768
Pluie (mm)	2022	72,1	64,8	86	66	10,4	57,2	4,8	48,6	157	23	259,2	72	921,1
Pluie (mm)	2023	180,8	31,3	72,3	118,1	50,6	130,4	26,1	79,9	96,9	153,7	277,8	160,1	1 378

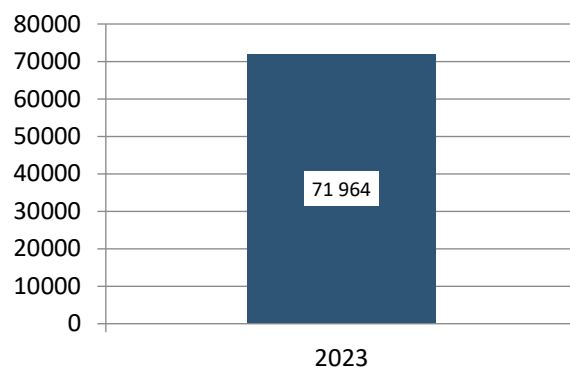
**Evolution du volume annuel
Entrée de station (A3) en m³**



**Evolution du volume annuel
Sortie de station (A4) en m³**



Evolution du volume annuel Déversoir en tête de station (A2) en m³



C.2. BILAN SUR LA POLLUTION TRAITEE ET REJETEE

Ci-dessous la description des termes qui seront utilisés dans ce chapitre en fonction des caractéristiques de l'installation :

Volume réglementaire entrée V_e = Volume (A2 + A3 + A7)

- Déversoir entrée STEP (A2) le cas échéant
- Entrée de la STEP (A3)
- Et Apports extérieurs(A7) le cas échéant

Volume réglementaire sortie V_s = Volume (A2 + A4 + A5)

- Sortie de la station (A4)
- Bypass intermédiaire (A5) le cas échéant
- Déversoir entrée STEP (A2) le cas échéant

Flux réglementaire entrée F_e = Flux (A2 + A3 + A7)

- Déversoir entrée STEP (A2) le cas échéant
- Entrée de la STEP (A3)
- Et Apports extérieurs(A7) le cas échéant

Flux réglementaire sortie F_s = Flux (A2 + A4 + A5)

- Sortie de la station (A4)
- Bypass intermédiaire (A5) le cas échéant
- Déversoir entrée STEP (A2) le cas échéant

Concentration réglementaire $C_r = 1000 * F_r / V_r$ (C_e : entrée ; C_s : sortie)

- F_r : Flux réglementaire (F_e : entrée ; F_s : sortie)
- V_r : Volume réglementaire (V_e : entrée ; V_s : sortie)

Rendement réglementaire $R_{dtr} = 100 \times [1 - (F_s / F_e)]$

- F_s : Flux réglementaire sortie
- F_e : Flux réglementaire entrée

C.2.1. Evolutions des charges entrantes annuelles

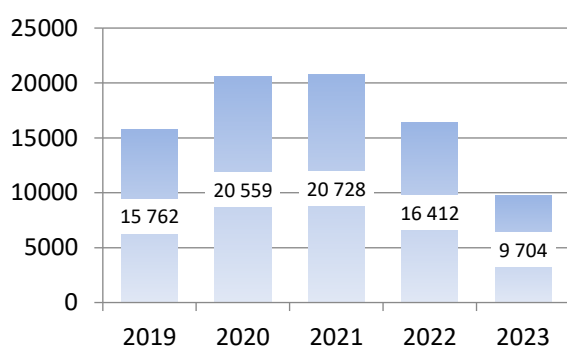
Charge annuelle pour les paramètres DCO, MES, DBO5, NTK, NGL et Pt correspondant aux points réglementaires :

- Déversoir entrée STEP (A2) le cas échéant
- Entrée de la STEP (A3)
- Et Apports extérieurs (A7) le cas échéant

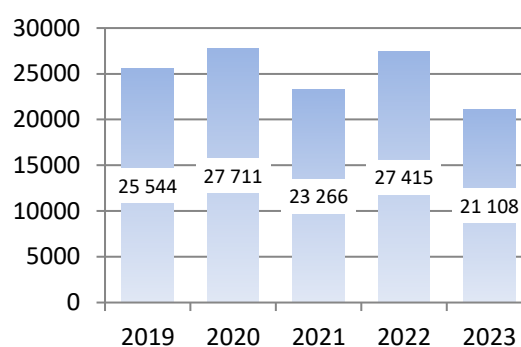
Charge annuelle pour les paramètres DCO, MES, DBO5, NTK, NGL et Pt :

- Charge kg /an = [moyenne (Concentration (A2) mg/L x Volume déversé (A2) m³) + moyenne (Concentration (A3) mg/L x Volume entrée (A3) m³) + moyenne (Concentration (A7) mg/L x Volume apports (A7) m³)] x 365 /1000

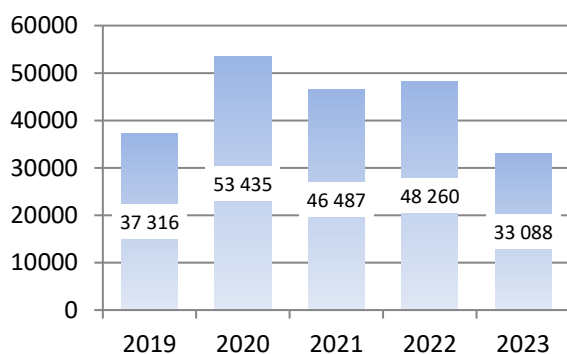
**Evolution des charges entrantes
totales annuelles
DBO5 en kg/an**



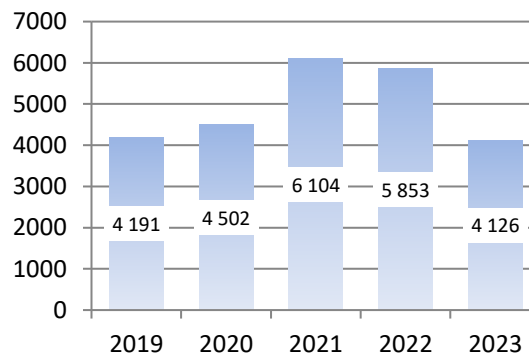
**Evolution des charges entrantes
totales annuelles
MES en kg/an**



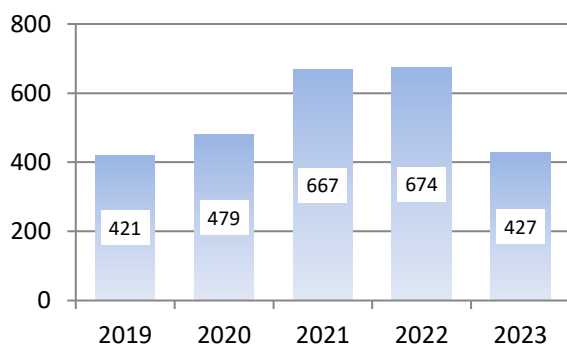
**Evolution des charges entrantes
totales annuelles
DCO en kg/an**



**Evolution des charges entrantes
annuelles
Azote Kjeldahl en kg/an**



Evolution des charges entrantes totales annuelles Phosphore total en kg/an



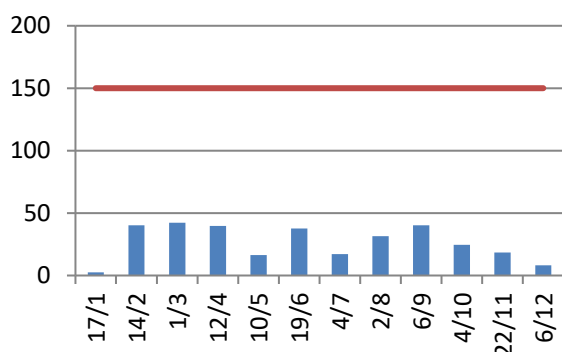
C.2.2. La pollution entrante dans le système de traitement

Charge annuelle pour les paramètres DCO, MES, DBO5, NTK, NGL et Pt correspondant aux points réglementaires :

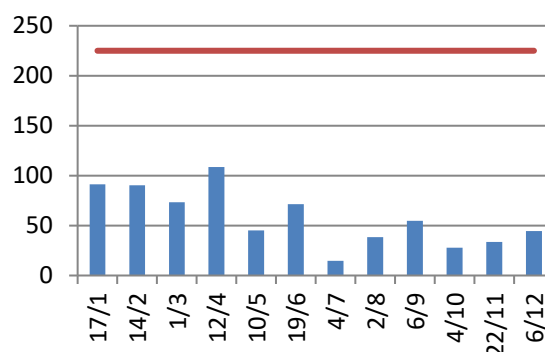
- Déversoir entrée STEP (A2) le cas échéant
- Entrée de la STEP (A3)
- Et Apports extérieurs (A7) le cas échéant

Flux entrée réglementaire Fe kg/j = Concentration réglementaire Ce (mg/L) x Volume réglementaire entrée Ve (m³) / 1000

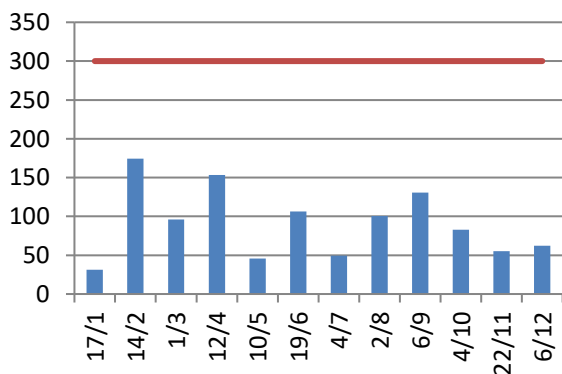
Charge entrante DBO5 en kg/j



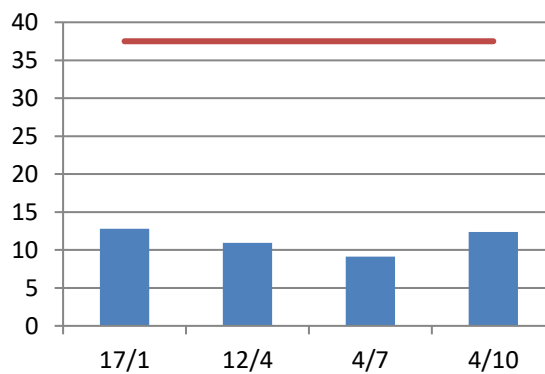
Charge entrante MES en kg/j

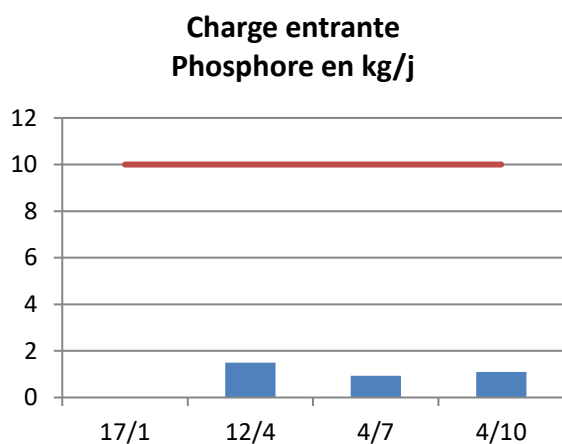


Charge entrante DCO en kg/j



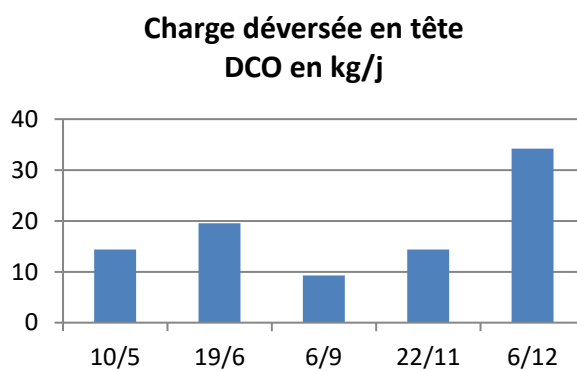
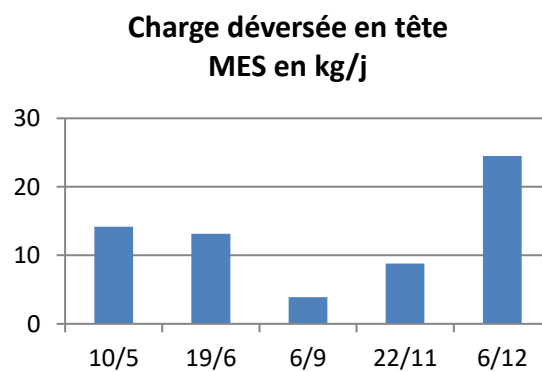
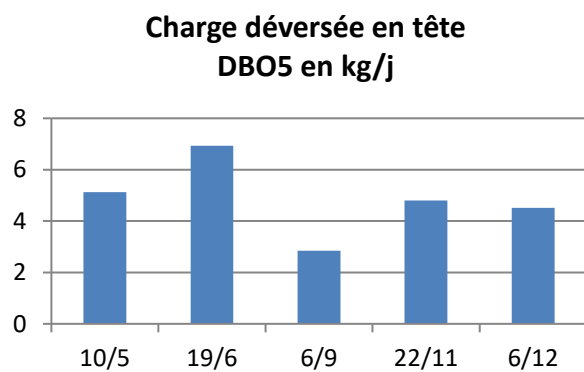
Charge entrante Azote Kjeldahl en kg/j





C.2.3. La pollution déversée en tête de station

Flux Déversoir en tête de station (A2) kg/j = Concentration réglementaire Cr en A2 (mg/L) x Volume Déversoir en tête de station (A2) (m³) / 1000

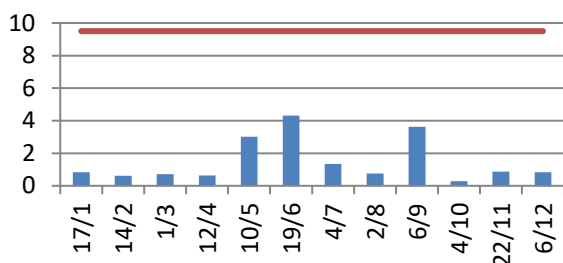


C.2.4. La pollution sortante du système de traitement

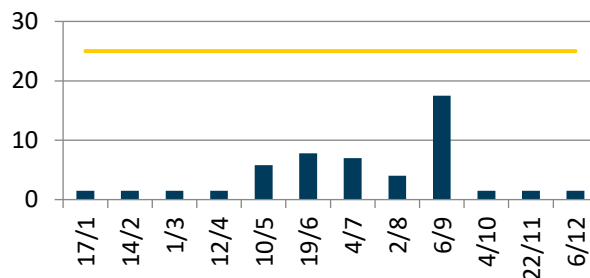
Flux réglementaire sortie F_s kg/j = Concentration réglementaire sortie C_s (mg/L) x Volume réglementaire sortie V_s (m³)/x 1000

- Sortie de la station (A4)
- Bypass intermédiaire (A5) le cas échéant
- Déversoir entrée STEP (A2) le cas échéant

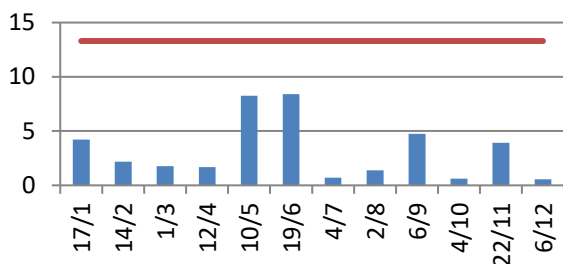
**Charge sortante
DBO5 en kg/j**



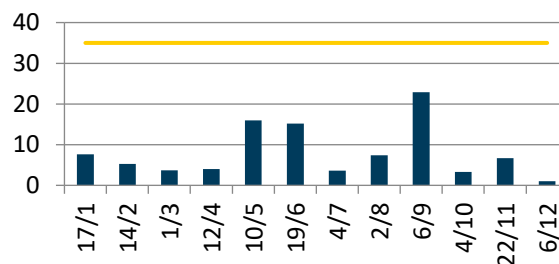
**Concentration sortante DBO5 en
mg/l**



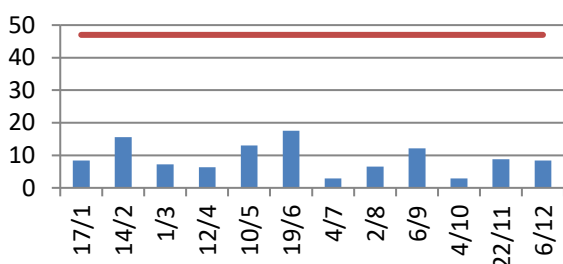
**Charge sortante
MES en kg/j**



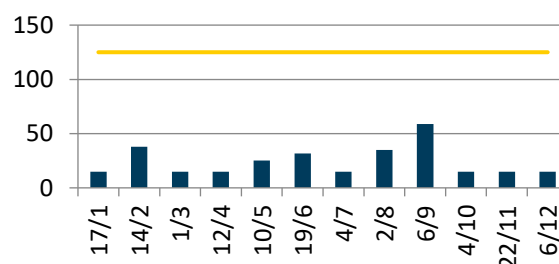
**Concentration sortante MES en
mg/l**



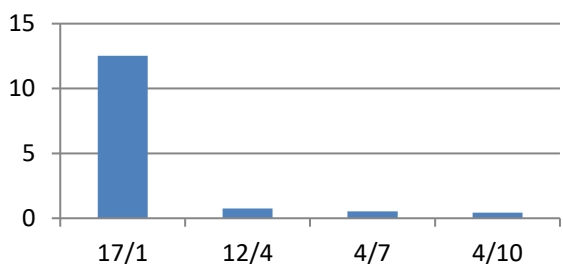
**Charge sortante
DCO en kg/j**



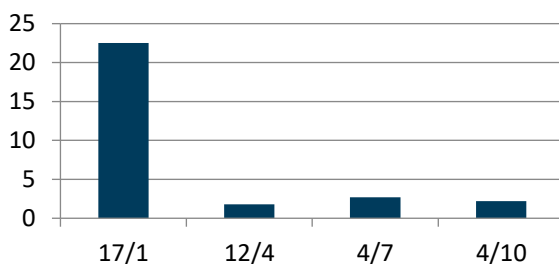
**Concentration sortante DCO en
mg/l**



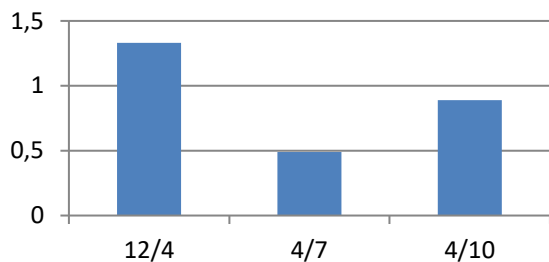
**Charge sortante
Azote Kjeldahl en kg/j**



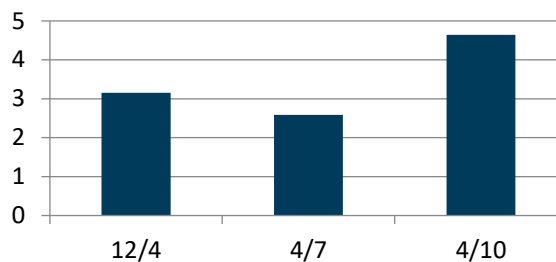
**Concentration sortante Azote
Kjeldahl en mg/l**



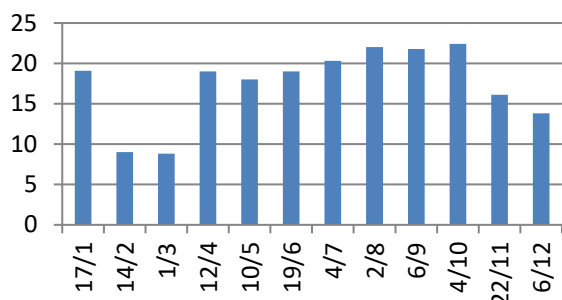
**Charge sortante
Phosphore en kg/j**



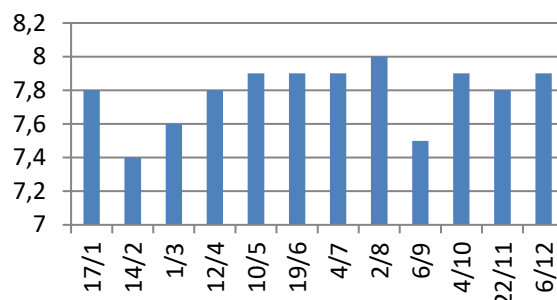
**Concentration sortante Phosphore
en mg/l**



Température en sortie en °C



pH en sortie



C.2.5. Le calcul des rendements

Rendement réglementaire Rdtr = $100 \times [1 - (\text{Flux réglementaire sortie } F_s / \text{Flux réglementaire entrée } F_e)]$

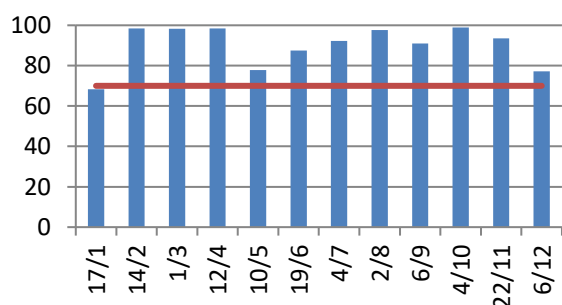
Flux réglementaire entrée F_e = Flux (A2 + A3 + A7)

- Déversoir entrée STEP (A2) le cas échéant
- Entrée de la STEP (A3)
- Et Apports extérieurs(A7) le cas échéant

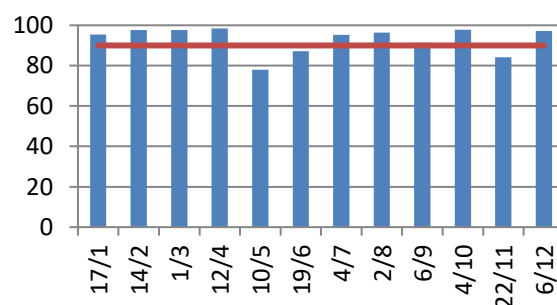
Flux réglementaire sortie F_s = Flux (A2 + A4 + A5)

- Sortie de la station (A4)
- Bypass intermédiaire (A5) le cas échéant
- Déversoir entrée STEP (A2) le cas échéant

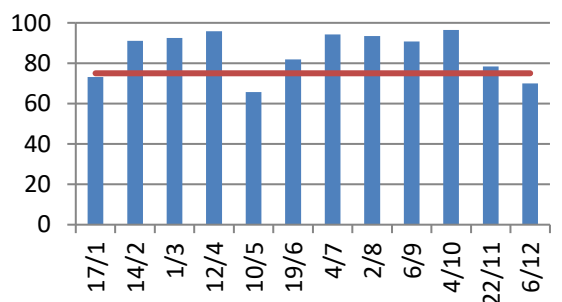
Rendement DBO5 en %



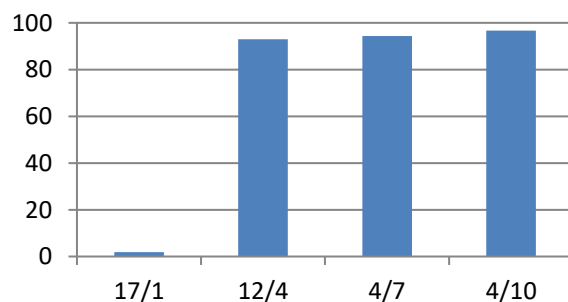
Rendement MES en %

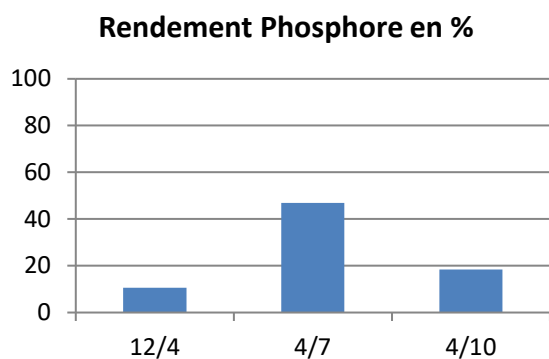


Rendement DCO en %



Rendement Azote Kjeldahl en %





C.2.6. Le suivi du milieu récepteur

STEP de Puyoo Ramous Bellocq

Date	Param	Milieu récepteur amont	Milieu récepteur aval	Unité
15/02/2023	Azote ammoniacal (en N-NH ₄)	0,019	< 0.005	mg/l
15/02/2023	Demande Biochimique en oxygène en 5 jours (D.B.O.5)	1,2	0.5	mg/l
15/02/2023	Demande Chimique en Oxygène (D.C.O.)	2,5	< 5	mg/l
15/02/2023	Matières en suspension	2,6	3	mg/l
15/02/2023	Nitrates (en N-NO ₃)	1,54	1.51	mg/l
15/02/2023	Phosphore total (en P)	0,069	0.069	mg/l
15/02/2023	Potentiel en Hydrogène (pH)	8,19	8.15	unité pH
15/02/2023	Température de mesure du pH	19,6	19.8	°C
15/02/2023	Température de réception de l'échantillon au laboratoire	9,4	9.4	°C
07/09/2023	Azote ammoniacal (en N-NH ₄)	0,195	0,195	mg/l
07/09/2023	Azote Kjeldahl (en N)	0,25	1,6	mg/l
07/09/2023	Demande Biochimique en oxygène en 5 jours (D.B.O.5)	1,5	1,5	mg/l
07/09/2023	Demande Chimique en Oxygène (D.C.O.)	15	15	mg/l
07/09/2023	Matières en suspension	3,4	7,1	mg/l
07/09/2023	Phosphore total (en P)	0,025	0,025	mg/l
07/09/2023	Potentiel en Hydrogène (pH)	8,1	8	unité pH
07/09/2023	Température de mesure du pH	19,9	21,5	°C
07/09/2023	Température de réception de l'échantillon au laboratoire	7	6	°C

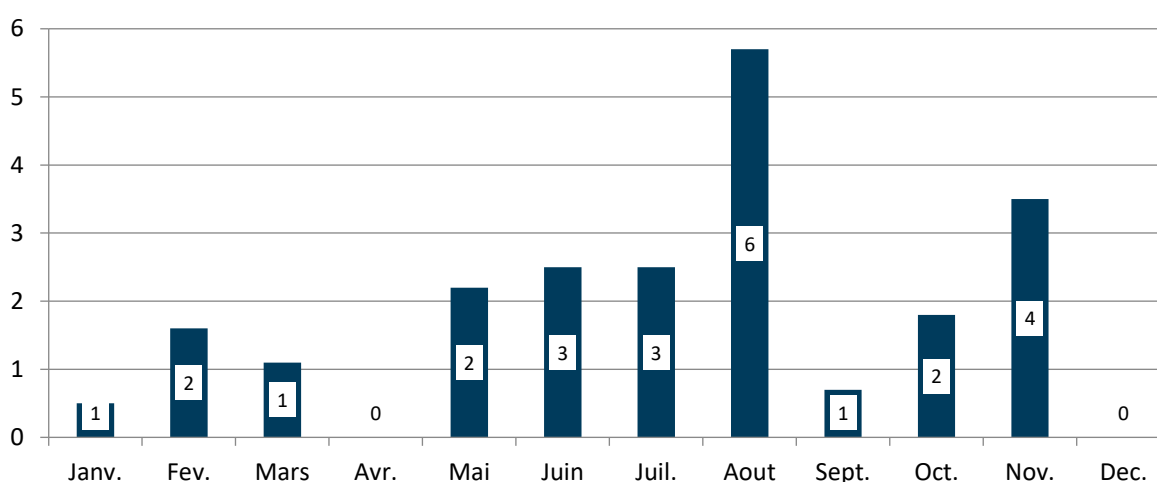
C.3. BILAN SUR LES BOUES, LES AUTRES SOUS-PRODUITS ET LES APPORTS EXTERIEURS

C.3.1. Les boues

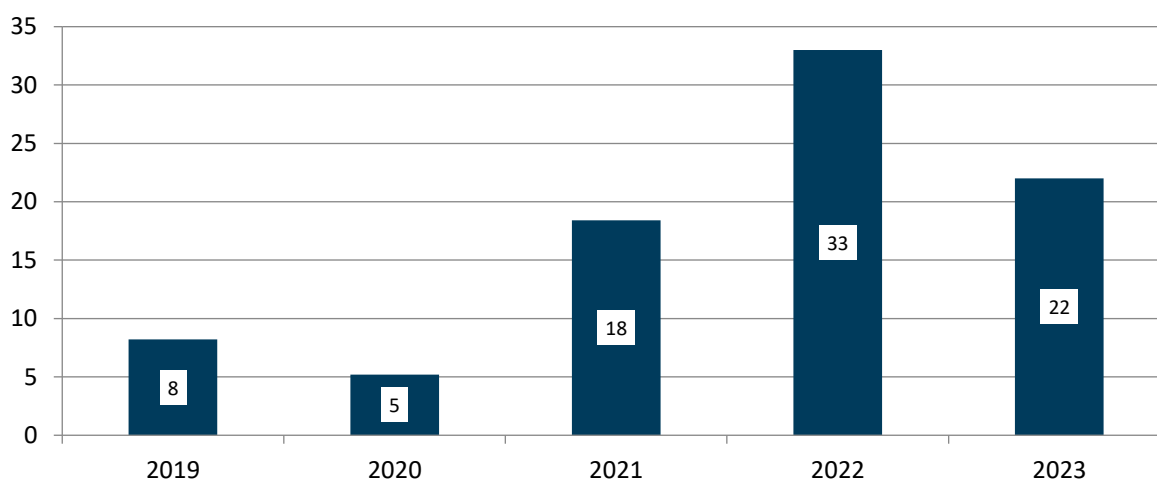
Boues	Quantité annuelle brute (m³)	Quantité annuelle de matière sèche (tonnes de MS)
Boues produites (point A6)	1 877	22,047
Boues évacuées (point S6 et S17)	601	11,421

Répartition de la quantité annuelle de boues produites et son évolution (point A6)

Boues produites en tonnes de matière sèche par mois



Boues produites par tonne de matière sèche par an



Destinations des boues évacuées

Destinations	Tonnes de MS	%MS total	Observations
Boues traitées vers épandage agricole	11,421	100.00%	

Bilan Agronomique d'épandage

7.1 PLAN D'EPANDAGE

Date de réalisation du plan d'épandage :	Avril 2021
Date du récépissé de déclaration	13/11/2001
Nombre d'exploitants :	3
Surface agricole utile (SAU) intégrée à l'étude :	69 ha
Surface potentiellement épandable (SPE) intégrée à l'étude :	56 ha

Aucune modification n'a été apportée sur le plan d'épandage en 2023.

Le tableau suivant présente de manière synthétique les évolutions du plan d'épandage :

Exploitation agricole	Année	Surface totale ajoutée (SPE ha)
LAHOUN René	2015	4,38
LAHOUN René	2019	0,73
TOTAL :		5,11

Les surfaces intégrées depuis la réalisation de l'étude préalable est faible, l'augmentation est inférieure à 10% de la surface initiale du plan d'épandage

8 CONCLUSION

En 2023, 100 % des boues de la station ont été épandus sur 8,82 hectares, ce qui correspond à 601,00 m³ de boues brutes, soit 11,42 tonnes de matières sèches.

Les analyses de boues sont :

- ☒ Conformes.
☐ Non Conformes.

Le contrôle des points de suivi de référence des sols :

- ☒ Conformes.
☐ Non Conformes, analyses à prévoir.

Les analyses des sols sont :

- ☒ Conformes.
☐ Non Conformes.

Le suivi des flux réglementaires :

- ☒ Conformes.
☐ Non Conformes.

La Capacité de Stockage des boues est :

- ☒ Suffisante (supérieure à 6 mois).
☐ Insuffisante.

Les dates d'épandage ont été respectées :

- ☒ Oui.
☐ Non.

Le Plan d'épandage est :

- ☒ Conforme et opérationnel.
☐ Conforme mais un peu juste.
☐ Conforme mais une mise à jour est fortement recommandée.
☐ Non conforme. Une mise à jour est obligatoire.

C.3.2. Les autres sous-produits

Quantités annuelles et destinations des sous-produits évacués au cours de l'année

Sous-produits évacués	Quantité annuelle brute en kg	Destination(s) (parmi la liste Sandre du tableau des boues)
Refus de dégrillage (S11) en kg	750	Refus dégrillage évacué vers décharge (F)

C.4. BILAN DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE ET DE REACTIFS

C.4.1. Quantités d'énergie consommée au cours de l'année

Energie	Consommation (en kWh)
Electricité	101 665

Les consommations présentées ci-dessus sont basées sur la facturation du distributeur d'énergie

C.4.2. Quantités de réactifs consommés sur l'année

Réactifs utilisés	Consommation annuelle (kg)
Poly cation poudre	190

C.5. LES FAITS MARQUANTS SUR LE SYSTEME DE TRAITEMENT, Y COMPRIS LES FAITS RELATIFS A L'AUTO-SURVEILLANCE

C.5.1. Liste des faits marquants sur le système de traitement

- 14/04 Renouvellement du ballon eaux industrielle
- 10/05 Point A2 crée en entrée de station
- 31/05 débitmètre extraction HS renouvelé le 02/06
- 28/06 Renouvellement de l'horloge d'extraction
- 10/07 Modification de l'évacuation des déchets

C.6. RECAPITULATIF ANNUEL DU FONCTIONNEMENT DU SYSTEME DE TRAITEMENT ET EVALUATION DE LA CONFORMITE

Paramètres physicochimiques

Ces calculs sont réalisés sur le système de traitement, c'est-à-dire en prenant en compte le déversoir en tête de station et les apports extérieurs le cas échéant :

- La concentration en sortie est calculée à partir de la sortie générale (A4), des by-pass intermédiaires (A5) et du déversoir en tête de station (A2),
- Pour le rendement l'entrée est calculée à partir de l'entrée de station (A3), des apports extérieurs (A7) et du déversoir en tête de station (A2).

			MES		DCO		DBO5		NGL		NTK		N-NH4	N-NO2	N-NO3	PT	
	Débit journalier de référence (m3/j)	521	Rendement (%)	Concentration (mg/l)	Rendement (%)	Concentration (mg/l)	Rendement (%)	Concentration (mg/l)	Rendement (%)	Concentration (mg/l)	Rendement (%)	Concentration (mg/l)	Concentration (mg/l)	Concentration (mg/l)	Concentration (mg/l)	Rendement (%)	Concentration (mg/l)
	Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)	150															
Ensemble des mesures	Nombre réglementaire de mesures par an (1)		12		12		4		-		-		-	-	-	-	
	Nombre de mesures réalisées		12		12		12		-		4		-	-	-	3	
	Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées		93	4,5 3	85, 3	18, 58	89, 9	2,3 8	-	11, 36	71, 5	7,3	1,4	0,2	3,84	25, 3	3,5 9
Conditions normales d'exploitation (*)	Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation		12		12		12		-		3		-	-	-	3	
	Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation		93	4,5 3	85, 3	18, 58	89, 9	2,3 8	-	-	71, 5	7,3	-	-	-	25, 3	3,4 6
	Valeur réhibitoire (1)		85		250		50		-		-		-	-	-	-	
	Nombre de résultats non conformes à la valeur réhibitoire		0		0		0		-		0		-	-	-	0	
	Valeurs limites (1) en moyenne journalière		90	35	75	125	70	25	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)		2		2		2		-		0		-	-	-	0	
	Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)		0		0		0		-		0		-	-	-	0	
	Valeurs limites (1) en moyenne annuelle		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre :		Conforme		Conforme		Conforme		-		-		-	-	-	-	
Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :					Conforme												

(1) : ces valeurs sont déterminées par l'arrêté d'autorisation de l'ouvrage ou à défaut par l'arrêté du 21 Juillet 2015. (2) : le nombre de résultats non conformes aux valeurs limites est égal au nombre de mesures, réalisées dans des conditions normales d'exploitation (*), dont les résultats sont non conformes à la fois à la valeur limite en concentration et en rendement.

(*) Les conditions normales d'exploitation sont atteintes les jours où le débit de référence n'est pas dépassé et en l'absence de situations inhabituelles telles que décrites dans l'art 2 de l'arrêté du 21 Juillet 2015.

C.7. SYNTHESE DU SUIVI METROLOGIQUE DU DISPOSITIF D'AUTOSURVEILLANCE

Bon fonctionnement du dispositif de l'autosurveillance

C.8. BILAN ANNUEL SUR LE SYSTEME DE TRAITEMENT

L'effluent traité devra répondre aux exigences réglementaires qui sont la concentration ou le rendement.

Les résultats en concentration sur tous les paramètres sont conformes.

Toutefois on remarquera des rendements inférieurs aux exigences en DBO, DCO et MES sur les bilans des mois janvier pour la DBO, mai, juin, novembre pour les MES et janvier mai et décembre pour la DCO. Ces résultats sont liés à un volume en entrée de station toujours supérieur au nominal qui est de 375 m3/j.

Le réseau reste très sensible aux précipitation 50% du volume entrant à la station est by-passé au point A2, principalement sur les mois de novembre et décembre

La station a traité 380 m3/j et 24.6 kg/j de DBO5 en moyenne sur l'année, ce qui représente

- 100 % de sa capacité hydraulique nominale,
- 16 % de sa capacité organique nominale.

L'effluent traité répond à la norme de rejet en vigueur.

La station est conforme cette année.

Entrée de la STEP de Puyoo Ramous Bellocq																									
	Pluvio	Débit	DB05	DB05	Cn	DCO	DCO	Cn	MES	MES	Cn	NTK	NTK	Cn	NH4	NH4	NO3	NO3	NO2	NO2	NGL	NGL	Pt	Pt	Cn
	mm	m3/j	mg/l	Kg/J	%	mg/L	kg/j	%	mg/l	Kg/J	%	mg/l	Kg/J	%	mg/l	Kg/J	mg/l	Kg/J	mg/l	Kg/J	mg/l	Kg/J	mg/l	Kg/J	%
17/01/2023	48,00	528	5,00	2,64	1,76%	59,00	31,15	10,38%	173,00	91,34	40,60%	24,20	12,78	34,07%	7,82	4,13	1,00	0,53	0,09	0,05	26,10	13,78			
14/02/2023	0,00	402	100,00	40,20	26,80%	434,00	174,47	58,16%	225,00	90,45	40,20%														
01/03/2023	0,00	428	99,00	42,37	28,25%	224,00	95,87	31,96%	171,00	73,19	32,53%														
12/04/2023	8,30	422	94,00	39,67	26,45%	363,00	153,19	51,06%	257,00	108,45	48,20%	25,90	10,93	29,15%	13,70	5,78	0,12	0,05	0,01	0,00	25,90	10,93	3,53	1,49	14,90%
10/05/2023	2,70	430	26,00	11,18	7,45%	73,00	31,39	10,46%	72,00	30,96	13,76%														
19/06/2023	4,20	467	66,00	30,82	20,55%	186,00	86,86	28,95%	125,00	58,38	25,94%														
04/07/2023	0,00	205	84,00	17,22	11,48%	242,00	49,61	16,54%	71,00	14,56	6,47%	44,50	9,12	24,33%	34,80	7,13	0,23	0,05	0,02	0,00	44,50	9,12	4,55	0,93	9,33%
02/08/2023	1,00	186	170,00	31,62	21,08%	540,00	100,44	33,48%	206,00	38,32	17,03%														
06/09/2023	0,00	196	190,00	37,24	24,83%	620,00	121,52	40,51%	260,00	50,96	22,65%														
04/10/2023	0,00	205	120,00	24,60	16,40%	404,00	82,82	27,61%	136,00	27,88	12,39%	60,40	12,38	33,02%	44,00	9,02	0,12	0,02	0,01	0,00	60,40	12,38	5,30	1,09	10,87%
22/11/2023	0,00	565	24,00	13,56	9,04%	72,00	40,68	13,56%	44,00	24,86	11,05%														
06/12/2023	0,00	529	7,00	3,70	2,47%	53,00	28,04	9,35%	38,00	20,10	8,93%														
Min	0,00	186	5,00	2,64	1,76%	53,00	28,04	9,35%	38,00	14,56	6,47%	24,20	9,12	24,33%	7,82	9,02	0,12	0,02	0,01	0,00	25,90	9,12	3,53	0,93	9,33%
Max	48,00	565	190,00	42,37	28,25%	620,00	174,47	58,16%	260,00	108,45	48,20%	60,40	12,78	34,07%	44,00	9,02	1,00	0,53	0,09	0,05	60,40	13,78	5,30	1,49	14,90%
Moyenne	5,67	380	82,08	24,57	16,38%	272,50	83,00	27,67%	148,17	52,45	23,31%	38,75	11,30	30,14%	25,08	6,52	0,37	0,16	0,03	0,01	39,23	11,55	4,46	1,17	11,70%

Sortie de la STEP de Puyoo Ramous Bellocq

	Pluvio	Débit	DB05	DB05	Rdt	DCO	DCO	Rdt	MES	MES	Rdt	NTK	NTK	Rdt	NH4	NH4	Rdt	NO3	NO3	NO2	NO2	NGL	NGL	Rdt	Pt	Pt	Rdt
	mm	m3/j	mg/l	Kg/J	%	mg/L	kg/j	%	mg/l	Kg/J	%	mg/l	Kg/J	%	mg/l	Kg/J	%	mg/l	Kg/J	mg/l	Kg/J	mg/l	Kg/J	%	mg/l	Kg/J	%
17/01/2023	48,00	557	1,50	0,84	68,35	15,00	8,36	73,18	7,60	4,23	95,37	22,50	12,53	1,92	2,40	1,34		10,60	5,90	0,50	0,28	33,69	18,77		3,99		
14/02/2023	0,00	411	1,50	0,62	98,47	38,00	15,62	91,05	5,30	2,18	97,59																
01/03/2023	0,00	479	1,50	0,72	98,30	15,00	7,19	92,51	3,70	1,77	97,58																
12/04/2023	8,30	423	1,50	0,63	98,40	15,00	6,35	95,86	4,00	1,69	98,44	1,80	0,76	93,03	0,90	0,38		2,71	1,15	0,14	0,06	4,65	1,97		3,15	1,33	10,55
10/05/2023	2,70	427	1,50	3,01	77,81	15,00	13,05	65,69	4,00	8,26	77,98																
19/06/2023	4,20	498	1,50	4,31	87,46	15,00	17,51	81,93	3,30	8,39	87,11																
04/07/2023	0,00	191	7,00	1,34	92,24	15,00	2,87	94,22	3,60	0,69	95,28	2,70	0,52	94,35	1,10	0,21		1,22	0,23	0,08	0,02	4,00	0,76		2,59	0,49	46,96
02/08/2023	1,00	188	4,00	0,75	97,62	35,00	6,58	93,45	7,40	1,39	96,37																
06/09/2023	0,00	192	4,00	3,62	90,98	15,00	12,18	90,69	4,40	4,74	91,35																
04/10/2023	0,00	191	1,50	0,29	98,84	15,00	2,87	96,54	3,30	0,63	97,74	2,20	0,42	96,61	1,20	0,23		0,81	0,15	0,07	0,01	3,08	0,59		4,64	0,89	18,43
22/11/2023	0,00	585	1,50	0,88	93,53	15,00	8,78	78,43	6,70	3,92	84,23																
06/12/2023	0,00	562	1,50	0,84	77,23	15,00	8,43	69,93	1,00	0,56	97,20																
Min	0,00	188	1,50	0,29	68,35	15,00	2,87	65,69	1,00	0,56	77,98	1,80	0,42	1,92	0,90	0,21		0,81	0,15	0,07	0,01	3,08	0,59		2,59	0,49	10,55
Max	48,00	585	7,00	4,31	98,84	38,00	17,51	96,54	7,60	8,39	98,44	22,50	12,53	96,61	2,40	1,34		10,60	5,90	0,50	0,28	33,69	18,77		4,64	1,33	46,96
Moyenne	6	392,00	2,38	1,49	89,94	18,58	9,15	85,29	4,53	3,21	93,02	7,30	3,56	71,48	1,40	0,54		3,84	1,86	0,20	0,09	11,36	5,52		3,59	0,90	25,32



LE GLOSSAIRE

Ce glossaire récapitule pour les principaux termes utilisés dans les métiers de l'eau, et plus particulièrement dans ce rapport annuel du délégataire, la définition et éventuellement le mode de calcul des informations transmises :

Analyse de pilotage AEP : c'est un ensemble d'analyses effectuées par l'exploitant avec pour objectif d'améliorer et d'optimiser la configuration des installations liées à l'Approvisionnement en Eau Potable (AEP). Ces données peuvent être obtenues à partir de diverses sources, notamment :

- des instruments portables ou appareils installés en des emplacements fixes dédiés à la mesure de la qualité de l'eau.
- des analyses de la qualité de l'eau réalisées en utilisant des méthodes rapides adaptées aux conditions sur le terrain ou effectuées dans des laboratoires d'analyses spécialisés.

Autosurveillance EU : elle correspond à toutes les actions entreprises par l'exploitant sur la station de traitement et sur le réseau pour garantir le bon fonctionnement de l'épuration. Cela consiste notamment à effectuer des analyses sur une période de 24h selon un calendrier défini à l'avance et à transmettre les résultats d'analyse à la police et à l'agence de l'eau.

Biens financés par la collectivité : il s'agit de biens qui sont la propriété de la collectivité et qui sont mis à la disposition du délégataire dans le cadre d'un contrat. À la fin de ce contrat, ces biens reviennent automatiquement et gratuitement à la collectivité.

Biens de retour : ce sont des biens qui ont été financés par le délégataire, qui sont affectés au service et qui sont essentiels à son bon fonctionnement. À la fin du contrat, ces biens reviennent automatiquement et sans frais à la collectivité.

Biens de reprise : ce sont des biens financés par le délégataire, qui sont utilisés pour le service. À la fin du contrat, la collectivité a la possibilité de les racheter selon les modalités financières préalablement établies dans le contrat, sans que le délégataire puisse s'y opposer.

Bilan journalier EU : ce rapport évalue l'efficacité du traitement d'une installation d'épuration des eaux usées en se basant sur des échantillons prélevés à l'entrée et à la sortie de l'installation sur une période de 24 heures, en fonction du débit. Différents paramètres sont analysés et comparés, notamment les concentrations de certains composants et/ou le rendement de l'épuration, par rapport aux performances que l'installation doit atteindre conformément aux normes établies.

Bilan annuel EU : ce rapport résume l'efficacité de traitement sur une année donnée en se basant sur des échantillons prélevés à l'entrée et à la sortie de l'installation tout au long de l'année. Il évalue la conformité de certains paramètres en utilisant les bilans journaliers, en prenant en compte une marge de tolérance établie par la réglementation. Pour d'autres paramètres, la conformité est évaluée en calculant la moyenne des mesures effectuées. En fin de compte, l'exploitant évalue la conformité de l'installation sur l'année, paramètre par paramètre, puis pour l'ensemble de l'installation. La police de l'eau a pour mission de donner son avis officiel sur la conformité de l'installation en se basant sur les données fournies par l'exploitant.

Branchement AEP : il s'agit de l'ensemble de canalisations et d'équipements qui relie la partie publique du réseau de distribution d'eau au réseau de distribution intérieur d'un client. Les équipements installés comprennent au minimum un robinet d'arrêt d'eau situé avant le compteur, ainsi qu'un compteur général.

Branchements EU : Il s'agit de canalisations distinctes pour les eaux usées et les eaux pluviales, qui se connectent au réseau public d'assainissement collectif. Ces canalisations partent des regards de branchement ou boîtes de branchement situés en limite de propriété, auxquels les installations privatives de l'utilisateur sont raccordées.

CARE : compte Annuel de Résultat de l'Exploitation. Pour un contrat déterminé, les chiffres de l'année en cours sont indiqués, et ceux de l'année précédente sont rappelés. Le cadre de ce CARE a été établi par la FP2E, dans le respect strict du décret 2005-236 du 18 mars 2005.

Client : personne physique ou morale consommant de l'eau et ayant au moins un contrat abonné le liant avec le service de distribution de l'eau.

Compte (ou fonds contractuel) de renouvellement : il s'agit des opérations de renouvellement réalisées sans programmation contractuelle, imputées sur un compte de tiers qui correspond à la mise en place de fonds prélevés sur les produits du délégataire, pour couvrir les aléas de fonctionnement des équipements.

Compteur : équipement faisant partie intégrante du branchement et qui permet de comptabiliser les volumes consommés par le branchement.

Contrat abonnés AEP : contrat associé à un branchement liant un client au service de distribution de l'eau.

Contrôle sanitaire AEP : ensemble des analyses réalisées par les ARS afin de contrôler la qualité des eaux. Ces analyses sont effectuées dans des laboratoires agréés à partir d'échantillons prélevés sur différents points de contrôle (captage, installations de production/traitement, réseaux de distribution, points de consommation).

Echantillon AEP : volume d'eau prélevé dans le but d'analyser les caractéristiques de l'eau à l'endroit et au moment précis du prélèvement. Les caractéristiques de l'eau sont décomposées et quantifiées/évaluées par paramètre lors de leur analyse.

Garantie pour continuité de service (dite de renouvellement) : il s'agit d'un renouvellement, où le Déléataire prend à sa charge, et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation ou de renouvellement des équipements, nécessaires à la continuité du service.

Indice linéaire de pertes en réseau AEP : l'indice linéaire de pertes en réseau correspond aux volumes perdus dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors branchements) et est exprimé en m³/km/jour. Les volumes perdus sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Cet indicateur, qui rapporte les volumes des pertes en eau à une grandeur caractéristique du réseau, traduit directement l'état physique de ce réseau.

Indice linéaire des volumes non comptés AEP : l'indice linéaire des volumes non comptés correspond aux volumes non comptés dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors branchements) et est exprimé en m³/km/jour. Les volumes non comptés est égal à la différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés comptabilisés.

Paramètre d'une analyse AEP : un paramètre correspond à une caractéristique précise ou à un composé spécifique dont la teneur dans l'échantillon d'eau est quantifiée/évaluée. Certains paramètres font l'objet d'une réglementation. Un paramètre réglementé peut donc pour un échantillon donné être conforme ou non-conforme.

Paramètre d'une analyse EU : un paramètre correspond à une caractéristique précise ou à un composé spécifique dont la teneur dans l'échantillon d'eau est quantifiée/évaluée. Certains paramètres font l'objet d'une réglementation. Un paramètre réglementé peut donc pour un échantillon donné être conforme ou non-conforme. Si un jour donné, la station reçoit plus d'effluent à traiter que prévu, la conformité du paramètre ne peut pas être établie et la donnée est exclue des calculs.

Patrimoine immobilier : il s'agit du patrimoine immobilier nécessaire à la réalisation du service. Le Déléataire fournit un état de variation de ce patrimoine en intégrant trois types de mouvements :

- les investissements concessifs (achat de terrain, mise en service d'un ouvrage financé par le Déléataire, destruction d'un ouvrage...).
- les opérations de renouvellement d'une telle importance qu'elles s'assimilent à la construction d'un bâtiment neuf.
- les investissements immobiliers du Déléataire (bureaux) entièrement dédiés au service.

Période de relève des compteurs AEP : les compteurs permettant de connaître la consommation de chaque branchement d'un client sont relevés régulièrement. La relève pour une année donnée de tous les compteurs de tous les clients s'étale sur plusieurs jours ou plusieurs semaines en fonction du nombre de compteurs concernés. Pour une relève donnée, la date moyenne de la campagne de relève peut ainsi être calculée. C'est cette date moyenne qui est utilisée année après année pour calculer la consommation moyenne d'une commune ou d'un contrat sur une période correspondant sensiblement à une année.

Point de mise en distribution AEP : point de prélèvement d'échantillon pour lequel la qualité de l'eau en ce point est considérée comme représentative de la qualité de l'eau sur le réseau de distribution d'une zone géographique déterminée (en sortie d'installations de traitement dans la plupart des cas). A ce point, les eaux peuvent provenir d'une ou plusieurs sources mais leur qualité peut être considérée comme uniforme en distribution.

Programme contractuel de renouvellement : il s'agit de l'ensemble des opérations de renouvellement, effectuées par le Déléataire dans le cadre d'un programme technique contractuel, évalué financièrement sur la durée du contrat.

Programme d'investissement : il s'agit des engagements pris par le Déléataire de réaliser certains investissements sur le patrimoine, afin d'améliorer la qualité du service, ou le fonctionnement des installations. Ce programme est défini dans un inventaire contractuel.

Qualité eau au point de mise en distribution AEP : évaluation qualitative de la qualité de l'eau au point de mise en distribution. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Qualité eau brute AEP : évaluation qualitative de la qualité de l'eau brute prélevée dans le milieu naturel avant tout traitement visant à la rendre potable. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Qualité eau distribuée AEP : évaluation qualitative de la qualité de l'eau au point de consommation (robinet) par le client. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Qualité eau traitée AEP : évaluation qualitative de la qualité de l'eau en sortie des installations de production/traitement avant admission sur le réseau de distribution. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Rapport bactériologique AEP : ensemble des paramètres de type bactériologique qui caractérisent un échantillon d'eau analysé. Un rapport bactériologique est déclaré conforme si tous les paramètres unitaires qui le composent sont en conformité avec la réglementation.

Rapport physico-chimique AEP : ensemble des paramètres de type physico-chimique qui caractérisent un échantillon d'eau analysé. Un rapport physico-chimique est déclaré conforme si tous les paramètres unitaires qui le composent sont en conformité avec la réglementation.

Rendements hydrauliques d'une installation AEP : correspondent au rapport entre les volumes d'eau produite et les volumes d'eau brute admis dans l'installation. Ils traduisent le rendement de conversion de l'eau potable à partir de l'eau brute.

Rendements du réseau de distribution AEP : correspondent au rapport entre, d'une part, les volumes consommés autorisés, augmentés des volumes exportés ou vendus en gros, et d'autre part, les volumes produits, augmentés des volumes importés ou achetés en gros. Les rendements constituent de bons indicateurs environnementaux, mais ils ne traduisent que de manière indirecte l'état du réseau, car ils dépendent de la consommation et des volumes exportés ou vendus en gros.

Réseau de distribution public AEP : ensemble de canalisations transportant l'eau produite par les installations de production jusqu'au compteur général des clients, partie publique des branchements inclus.

Réseau de distribution intérieur AEP : ensemble de canalisations et d'équipements placés sous la responsabilité d'un client. Le réseau intérieur d'un client commence après le compteur général permettant d'évaluer la consommation du branchement associé à ce client.

Réseau de collecte des eaux usées EU : ensemble des canalisations et ouvrages annexes acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées issues des branchements publics des usagers ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution.

Réseau de collecte privatif EU : ensemble de canalisations et d'équipements placés sous la responsabilité d'un client permettant de collecter ses effluents. Le réseau intérieur d'un client est raccordé au branchement (généralement situé en limite de propriété).

Surveillance de l'exploitant AEP : elle comprend un examen régulier des installations, un programme de tests ou d'analyses et la tenue par l'exploitant d'un fichier sanitaire. Ces analyses viennent en complément de celles réalisées par les ARS et contribue à la surveillance de la qualité des eaux.

Taux de mobilisation d'une installation AEP : rapport exprimé en % entre le volume de pointe journalier constaté et la capacité nominale d'une installation. Un rapport proche de 100% est le signe d'une installation dont les réserves de capacité sont minimales, voire insuffisantes.

Taux d'eaux parasites EU : il représente la part d'eaux claires parasites véhiculée par le réseau de collecte d'eaux usées par rapport à l'eau potable consommée par l'ensemble des clients, qui est rejetée dans ce même réseau. Ces eaux claires parasites peuvent être classées selon diverses typologies, la plus simple opposant les eaux parasites d'infiltration (EPI) aux eaux parasites de captage (EPC). Les EPI résultent d'une mauvaise étanchéité du réseau tandis que les EPC sont le signe de mauvais raccordements.

Terre de décantation AEP : ensemble des résidus de traitement collectés sur certains ouvrages (décanteurs, filtres, ...) des installations de production. Ces résidus, bien souvent connus sous le terme de boues d'eau potable, sont régulièrement évacués des installations.

Volumes consommés comptabilisés AEP : volumes d'eau potable consommés par des clients du périmètre du contrat et résultant des relevés des appareils de comptage. Ces volumes n'incluent pas les volumes exportés ou vendus en gros (VEG).

Volumes consommateurs sans comptage AEP : correspondent aux volumes utilisés sans comptage par des usagers connus, avec autorisation ; ces volumes estimés incluent notamment :

- l'eau nécessaire à la défense incendie (Essais des PI/BI et manœuvres incendie),

- l'eau utilisée pour les espaces verts et le lavage de la voirie,
- l'eau utilisée par les fontaines (non équipées de compteurs)

Volumes de service du réseau AEP : correspondent aux volumes utilisés pour l'exploitation du réseau de distribution ; ces volumes estimés incluent notamment :

- l'eau utilisée pour le nettoyage des réservoirs,
- l'eau utilisée lors d'opérations de purge ou de nettoyage des conduites
- l'eau utilisée pour la désinfection et le rinçage des conduites après travaux

Volumes consommés autorisés AEP : il s'agit des volumes d'eau potable consommés tels qu'enregistrés par les compteurs, auxquels on ajoute les volumes nécessaires au fonctionnement du réseau (appelés volumes de service) consommés par les usagers. Ces volumes autorisés reflètent la quantité totale d'eau potable qui peut être consommée dans le périmètre couvert par le contrat, y compris l'eau nécessaire au bon fonctionnement du réseau.

Volumes consommés hors Vente En Gros AEP : font référence aux quantités d'eau potable consommées par les clients situés dans la zone couverte par le contrat, à l'exclusion des ventes d'eau en gros (VEG) et des volumes d'eau exportés. Ces volumes correspondent uniquement à la consommation d'eau potable par les usagers locaux du réseau, à l'exclusion de toute distribution d'eau à des tiers ou d'exportation.

Volume de pointe AEP : volume maximum journalier mesuré pendant l'année sur l'installation concernée.

Volumes d'eaux brutes AEP : font référence à l'eau prélevée directement dans des sources naturelles telles que des rivières, des lacs, des barrages, des nappes phréatiques, etc. L'eau est qualifiée de "brute" pour indiquer qu'elle n'a subi aucun traitement visant à la rendre potable. En plus des volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel à l'intérieur du périmètre du contrat, les volumes d'eaux brutes incluent également les éventuels achats d'eau brute en dehors du périmètre du contrat, auxquels on soustrait les éventuels volumes d'eau brute vendus en dehors du périmètre du contrat. En résumé, il s'agit du volume global d'eau non traitée prélevée, achetée, vendue, ou transférée dans le contexte de l'approvisionnement en eau potable.

Volumes exportés (ou vendus en gros) AEP : font référence aux quantités d'eau produites livrées à un client extérieur au périmètre du contrat. Ce client peut être une autre collectivité, un syndicat, ou une commune distincte de celle couverte par le contrat.

Volumes importés (ou achetés en gros) AEP : correspondent aux quantités d'eau achetées à un client extérieur au périmètre du contrat. Le client peut être une autre collectivité, un syndicat ou une commune distincte de celle couverte par le contrat.

Volumes produits AEP : correspondent à la quantité d'eau provenant des installations de production d'eau potable. Il s'agit des volumes d'eau qui ont été traités et préparés pour la distribution aux usagers. Il est possible de soustraire de ces volumes les besoins de l'usine (s'ils sont mesurés après le compteur de production) pour obtenir la quantité nette d'eau potable produite et disponible pour la distribution.

Volumes besoin usine AEP : correspondent à la quantité d'eau traitée au sein des installations de production d'eau potable, mais qui est utilisée à l'intérieur de ces mêmes usines pour divers usages, tels que la préparation de réactifs chimiques, le nettoyage, et d'autres processus internes.

Volumes mis en distribution AEP : représentent l'eau potable qui est introduite dans le réseau de distribution d'eau en vue d'être consommée par les clients situés à l'intérieur du périmètre du contrat. Les volumes mis en distribution résultent de la somme des volumes produits auxquels on ajoute les volumes importés ou achetés en gros, puis duquel on soustrait les volumes exportés ou vendus en gros.

Volumes d'eau traitée AEP : ce sont les volumes d'eau fournis par les installations grâce à des traitements plus ou moins complexes en fonction de la nature des eaux brutes que l'on souhaite rendre potables.



LES NOUVEAUX TEXTES REGLEMENTAIRES

NOUVEAUX TEXTES REGLEMENTAIRES ASSAINISSEMENT 2023

La présente veille réglementaire présente, sous la forme d'une liste, les textes parus en 2023 accompagnée d'un bref commentaire de leur objet. Cette liste n'a pas pour ambition d'être exhaustive, il s'agit avant tout d'attirer votre attention sur les évolutions réglementaires de l'année qui, notamment, pourraient avoir des incidences sur le service.

GESTION DES EFFLUENTS

→ [Arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation](#)

Le présent arrêté définit les modalités de la campagne d'identification et d'analyse des substances per- ou polyfluoroalkylées qui doit être mise en œuvre pour les rejets aqueux de certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Vingt substances PFAS, visées par la directive européenne sur les eaux destinées à la consommation humaine seront obligatoirement analysées.

A titre illustratif, d'autres substances pouvant être analysées sont également mentionnées. Afin d'adapter la mise en œuvre des campagnes d'analyses à la disponibilité des laboratoires, les campagnes de mesures seront échelonnées dans le temps en fonction des secteurs d'activités et du nombre d'installations qui leur correspondent.

→ [IGEDD, 3 mars 2023, Comment améliorer durablement la collecte et le traitement des eaux usées urbaines?](#)

L'inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) vient de publier un rapport sur l'amélioration durable de la collecte et du traitement des eaux usées urbaines. Elle formule 13 recommandations à destination du gouvernement, notamment :

- Décloisonner les services de la gestion de l'eau.
- Faire évoluer les pratiques en matière d'eaux pluviales afin d'interférer directement avec la place laissée à la nature dans l'espace artificialisé.
- Utiliser les stations de traitement des eaux usées comme lieu de production d'énergie.
- Réutiliser les eaux traitées pour lutter contre la gaspillage de l'eau.

→ [Décret n° 2023-835 du 29 août 2023 relatif aux usages et aux conditions d'utilisation des eaux de pluie et des eaux usées traitées](#)

Le décret abroge le [décret n° 2022-336 du 10 mars 2022](#) relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées et en codifie les dispositions dans le [code de l'environnement](#) afin de **simplifier la procédure d'autorisation pour les usages des eaux usées traitées permis par le décret**.

Il définit également les conditions pour l'utilisation, sans autorisation, des eaux de pluie pour les usages non domestiques.

→ [Arrêté du 14 décembre 2023 relatif aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'arrosage d'espaces verts](#)

Le présent arrêté vient fixer les niveaux de qualité et les modalités suivant lesquelles devront être mis en œuvre les projets de réutilisation des eaux usées traitées pour l'arrosage des espaces verts.

Le présent arrêté entre en vigueur le 22 décembre 2023.

→ [Arrêté du 18 décembre 2023 relatif aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation de cultures](#)

Un nouvel arrêté prévoit les conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'arrosage des cultures vivrières, les fourrages et pâturages ainsi que les cultures industrielles, énergétiques et semencières.

ENVIRONNEMENT

→ [Arrêté du 7 février 2023 abrogeant l'arrêté du 30 avril 2020 précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de covid-19](#)

Le présent arrêté vient abroger les mesures prévues par l'arrêté du 30 avril 2020 qui précisaient les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période COVID-19.

L'abrogation est entrée en vigueur le 15 février 2023.

→ [Arrêté du 1^{er} février 2023 relatif aux critères d'intrants, de durabilité et de réductions des émissions de gaz à effet de serre pour la production de biométhane](#)

Afin de finaliser la transposition du volet durabilité des bioénergies de la directive européenne de 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, 5 arrêtés viennent préciser les modalités de mise en œuvre des critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre des biocarburants, bioliquides et combustibles ou carburants issus de la biomasse. On distingue un arrêté « tronc commun », et 4 arrêtés par filière, notamment 1 pour la filière biométhane.

→ [Arrêté du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement](#)

Le présent arrêté actualise le formulaire de demande d'examen au cas par cas (CERFA n°14734-04) et sa notice explicative (n°51656#05). Cette nouvelle mouture permet désormais d'intégrer la procédure « clause-filet » telle qu'elle est prévue par le décret du 25 mars 2022.

→ [Instruction du 27 janvier 2023 de la Direction générale de la prévention des risques relative aux orientations stratégiques pluriannuelles de l'inspection des installations classées](#)

Une instruction du 27 janvier 2023 définit les actions prioritaires pour la période 2023-2027 pour les inspecteurs des installations classées. Le document liste d'abord les orientations particulières pour cette période à venir :

- en **thématiques particulières** : une meilleure prise en compte de l'impact du changement climatique sur les installations classées (événements NaTech, consommations et rejets d'eau, etc.), une vigilance particulière sur le vieillissement du parc industriel, une prise en compte des enjeux de vulnérabilité des systèmes d'information dans un cadre juridique à affiner.
- en **approfondissements techniques** : un encadrement approprié des nouvelles technologies, l'accompagnement de vastes transformations autour de la sobriété et la préservation des ressources, de la transition énergétique et de la décarbonation ;
- en **focus sectoriels** : une action renforcée sur l'accidentologie des déchets et une approche plus structurée sur la qualité des sols.

Le document est une véritable mine d'informations sur les évolutions à venir, en matière de réglementation mais aussi de pratiques.

→ [Décret n°2023-187 du 17 mars 2023 portant adaptation du code de procédure pénale à la création des officiers judiciaires de l'environnement](#)

Pour mémoire, la loi n°2020-1672 du 24 décembre 2020 relative au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée a renforcé les prérogatives des inspecteurs de l'environnement. Le présent décret vient déterminer les modalités de désignation de ces officiers judiciaires de l'environnement (OJE), ainsi que les conditions de leur habilitation et de leur notation par le procureur général.

→ [Décret n° 2023-504 du 22 juin 2023 portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des plans et programmes](#)

Le présent texte vient mettre à jour [l'article R. 122-17 du code de l'environnement](#), qui liste les plans et programmes soumis à évaluation environnementale systématique ou à un examen au cas par cas.

EXPLOITATION DES OUVRAGES

→ [Arrêté du 30 mars 2023, relatif à la mise en œuvre d'une expérimentation portant sur le traitement des eaux ménagères par des installations d'assainissement non collectif constituées d'un filtre à broyat de bois](#)

Par dérogation à l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5, une expérimentation permettant le traitement des eaux ménagères par des installations d'assainissement non collectif constituées d'un filtre à broyat de bois a été mise en place pour une durée de cinq ans.

→ [Décret n° 2023-417 du 31 mai 2023 relatif aux modalités techniques de résiliation des contrats par voie électronique](#)

Le décret fixe les modalités d'accès et d'utilisation de la fonctionnalité de résiliation des contrats par voie électronique prévue à l'article L. 215-1-1 du code de la consommation créé par l'article 15 de la loi no 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat.

Le décret assure au consommateur et au non-professionnel la possibilité de notifier au professionnel la résiliation d'un contrat en quelques validations ou « clics », en lui garantissant un accès rapide, facile, direct et permanent à la fonctionnalité prévue par la loi.

DROIT DE LA COMMANDE PUBLIQUE

→ [Décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique & Arrêté du 29 décembre 2022 modifiant les cahiers des clauses administratives générales des marchés publics](#)

Les mesures précitées viennent concrétiser certains engagements pris par le ministre de l'Economie dans le cadre des Assises du BTP afin de favoriser les PME :

- Mise en place d'un mécanisme de versement et de remboursement des avances plus favorable aux PME.
- Clarification des règles en cas de dépassement du seuil de tolérance.
- Accélération des mises en chantier différées afin de protéger les entreprises des hausses de prix des matières premières.

Les mesures sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

→ [Décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modification de la commande publique](#)

Le présent décret vient modifier le code de la commande publique afin de donner la possibilité aux opérateurs économiques, en plus de leur candidature et/ou de leur offre, de transmettre une copie de sauvegarde de leur document. Elle pourra être ouverte lorsque, la candidature est incomplète, lorsque l'offre dématérialisée est reçue de manière incomplète, hors délai ou n'a pu être ouverte, à la condition cependant que la transmission est commencée avant la clôture de la remise.

→ [Arrêté du 29 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2013 portant détermination des dépenses de l'Etat payées sans ordonnancement, sans ordonnancement préalable et avant service fait](#)

Afin de faciliter et d'accélérer le paiement aux entreprises qui sont titulaires d'un marché ou d'une concession, des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement, l'ordonnateur et le comptable public ont désormais la possibilité de se mettre d'accord pour la mise en place d'un ordonnancement tacite. Le silence gardé par l'ordonnateur sur une demande de mise en paiement au comptable public vaut ordonnancement.

➔ [Arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des marchés publics & Arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des contrats de concession](#)

Pour la mise en œuvre de la fusion des données essentielles et des données de recensement, deux arrêtés du 22 décembre 2022 fixent les modalités de publication des données essentielles des marchés publics et des contrats de concession :

- S'agissant des contrats de concession : l'arrêté fixe les modalités de publication des données essentielles des contrats de concession (23 données au maximum), les formats, normes et nomenclatures dans lesquels ces données essentielles doivent être publiées ainsi que les modalités de leur publication.
- S'agissant des marchés publics : l'arrêté procède à la fusion des données du recensement et des données essentielles des marchés publics. Il fixe également la liste des données essentielles qui est réduite à un maximum de 45 données dont 24 obligatoires et 21 conditionnelles. Enfin, il fixe la liste des formats, normes et nomenclatures dans lesquels ces données doivent être publiées ainsi que les modalités de leur publication ou de communication.

Les deux arrêtés mentionnés sont entrés en vigueur le 1er janvier 2024. Ils s'appliqueront aux marchés publics notifiés et de concession conclus à compter du 1er janvier 2024.

➔ [Loi n°2023-171 du 9 mars 2023 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture](#)

L'article 15 de la loi n°2023-171 du 9 mars 2023 corrige le défaut de transposition du dispositif d'auto-apurement. Il insère dans le Code de la commande publique le dispositif d'auto-apurement qui permet désormais « à un opérateur économique candidat à l'attribution d'un marché public ou d'un contrat de concession de fournir des preuves attestant qu'elle a pris des mesures suffisantes pour remédier aux conséquences des infractions pénales, empêcher que celles-ci ne se reproduisent et être ainsi admis à participer à la procédure nonobstant les condamnations ».

➔ [8 mars 2023 - Plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes, 2023-2027](#)

Publié le 8 mars 2023, à l'occasion de la journée internationale des droits de la femme, le plan quinquennal interministériel pour l'égalité des hommes et des femmes a pour ambition d'amorcer un véritable changement culturel autour de cette question. Le plan prévoit notamment de « *favoriser l'accès aux marchés publics aux entreprises respectant les obligations en matière de publication de l'index égalité professionnelle, ou qui ont obtenu une note suffisante à cet index* » et de « *sensibiliser les acheteurs publics à leurs obligations en matière de prise en considération de l'égalité professionnelle et salariale lors des marchés* ».

➔ [Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique](#)

Les nouveaux seuils de procédure formalisée pour les marchés publics et les contrats de concession applicables à compter du 1er janvier 2024 :

- **Marchés de fournitures et services des autres pouvoirs adjudicateurs (hors centraux)**
 - o 2022-2023: 215 000 euros
 - o 2024-2025 : 221 000 euros
- **Marchés de fournitures et services des entités adjudicatrices et marchés de fournitures et services de défense ou de sécurité**
 - o 2022-2023: 431 000 euros
 - o 2024-2025: 443 000 euros
- **Marchés de travaux et les contrats de concessions**
 - o 2022-2023: 5 382 000 euros
 - o 2024-2025: 5 538 000 euros

➔ [LOI n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte](#)

La loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte introduit des modifications dans le code de la commande publique. Les modifications apportées par la loi à la commande publique incluent la possibilité de dépasser la durée maximale des accords-cadres, l'inclusion de critères sociaux et environnementaux dans les critères d'attribution, une nouvelle exclusion basée sur le bilan des émissions de gaz à effet de serre au stade de la candidature, la possibilité d'absence d'obligation d'allotissement en cas de procédure infructueuse pour les entités adjudicatrices, l'obligation d'établir un Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER) pour tous les acheteurs publics, l'introduction d'une dérogation à l'impossibilité de présenter des offres variables, et la possibilité d'exclure les offres de pays tiers pratiquant une concurrence déloyale envers la France.

➔ [Arrêté du 22 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des contrats de concession](#)

➔ [Arrêté du 22 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des marchés publics](#)

Ces arrêtés modifient l'arrêté du 22 décembre 2022 qui fixe la liste des formats, normes et nomenclatures dans lesquels les données essentielles des contrats de concession et des marchés publics doivent être publiées ainsi que les modalités de leur publication ou de communication.

DROIT PUBLIC ET DROIT DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

- [Arrêté du 14 février 2022 relatif à la contribution financière des agences de l'eau à l'Office français de la biodiversité](#)

Le présent arrêté vient fixer le montant des contributions des agences de l'eau au profit de l'Office français de la biodiversité pour l'année 2023. L'arrêté précise la répartition part Agences de l'eau.

- [Arrêté du 10 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 13 mars 2019 encadrant le montant pluriannuel des dépenses du 11e programme d'intervention des agences de l'eau](#)

Le présent arrêté vient fixer le montant pluriannuel des autorisations d'engagement des agences de l'eau, sur la période 2019-2024, qui s'élève à 12, 695 milliards d'euros.

- [Arrêté du 17 mars 2023 relatif aux circonscription des comités de bassin et des agences de l'eau](#)

Le présent arrêté abroge les deux arrêtés en date du 22 octobre 2007 qui fixaient respectivement les circonscriptions des comités de bassin et des agences de l'eau, pour les condenser dans un texte unique dans un souci de simplification et de cohérence. La circonscription des comités de bassin d'Adour-Garonne, d'Artois-Picardie, de Corse, de Loire-Bretagne, de Rhin-Meuse, de Rhône-Méditerranée et de Seine-Normandie **demeure constituée des communes situées dans les bassins ou groupements de bassins pour lesquels ils élaborent ou mettent à jour le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage).**

- [Arrêté du 26 juillet 2023 relatif à la détermination du plafond annuel de taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2023](#)

Le présent arrêté vient fixer le montant du plafond annuel des taxes et redevances perçues par les agences de l'eau.